ALEXANDRE MORIN

RATIONALITÉ ET LIEN SOCIAL
CHEZ LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DU GROENLAND:
MODERNITÉ, NÉO-LIBÉRALISME ET CAPITALISME

Mémoire présenté
à la Faculté des études supérieures
de l'Université Laval
pour l'obtention du grade de
maître ès arts (M.A.)

Département de sociologie
FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES
UNIVERSITÉ LAVAL

JUILLET 2001

© Alexandre Morin, 2001

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur la rationalité des dirigeants d'entreprise du Groenland. L'analyse est basée sur des entrevues effectuées auprès des acteurs de l'industrie alimentaire. Les valeurs préconisées dans le discours dominant révèlent une idéologie capitaliste et néo-libérale. Entre autres, l'intervention de l'État dans l'économie est vue comme un obstacle au développement économique, tant chez les dirigeants d'entreprise du secteur gouvernemental que privé. Il en découle un lien social typiquement moderne, compte tenu que les actions des individus sont motivées rationnellement vers une quête de rentabilité qui importe avant toute chose. Ainsi, la social-démocratie (nivellement des conditions de vie par l'État) et certaines valeurs traditionnelles (nourriture inuite de l'époque nomade) sont moins considérées, car elles ne favorisent pas la profitabilité. Cette logique d'action résulte de transformations sociohistoriques données, où la pénétration du capitalisme dans les rapports sociaux a modernisé le Groenland depuis sa colonisation par les Danois.

Alexandre Morin
(Candidat)

Gérard Duhaime
(Directeur de recherche)

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je remercie ma famille, Richard, Micheline et Dominique, dont le support inconditionnel fut un point d'appui extraordinaire.

Je suis également plus que reconnaissant envers Stéphanie, qui a permis un échange fécond et précieux à ce genre d'entreprise. Ta chaleur et ton amour m'ont fourni l'énergie et la passion essentielles à ma vie.

Merci encore à Birger Poppel et l'équipe de *Statistics Greenland* pour l'accueil chaleureux. Merci aux personnes interviewées, qui m'ont accordé temps, confiance et honnêteté. Merci à mes amis groenlandais pour m'avoir fait connaître ce merveilleux pays et pour votre générosité.

Je désire témoigner ma reconnaissance à Rasmus Rasmussen, Tom Greiffenberg, Jens Kaalhauge Nielsen, Gorm Winther, Wolfgang Kahlig, Pierre Fréchette, Ole Marquardt et Thibault Martin pour le travail de prélecture, les discussions et les bons conseils. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude envers Lise Fortin pour son aide dans l'organisation de mes recherches de terrain.

Le plus grand merci à Gérard Duhaime, mon directeur de mémoire, qui a d'abord cru en mes capacités et qui m'a permis d'élargir mes horizons. Tu constitues pour moi un modèle, une source d'inspiration dans mon apprentissage du métier de sociologue. Notre collaboration dans le cadre de mes études de maîtrise aura été l'une des plus belles étapes de ma vie, tant sur le plan académique que personnel.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé ii

Remerciements iii

Table des matières iv

Tableaux, cartes et photos v

INTRODUCTION — PROBLÉMATIQUE DE LA RATIONALITÉ DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE GROENLANDAISE 1

Question générale de recherche — La modernisation des sociétés circumpolaires et le cas groenlandais 1

Question et stratégie de recherche — L'étude de la rationalité et du lien social chez les dirigeants d'entreprise 6

CHAPITRE 1 — CAPITALISME ET MUTATIONS DU LIEN SOCIAL CHEZ WEBER 13

L'action sociale 13

Le lien social 14

Le changement social: « sociation » du lien social par le capitalisme 18

Le capitalisme comme norme dominante de la rationalité 24

CHAPITRE 2 — MÉTHODOLOGIE 26

Analyse de statistiques descriptives 26

Entrevues semi-dirigées 29

Interprétation sociohistorique 35

CHAPITRE 3 — LE CONTEXTE GROENLANDAIS 39

Démographie 41

Structure industrielle 45

Structure géographique de l'économie 62

Conclusion sur l'économie: mono-production, marché mondial, climat et capitalisme d'État 69

CHAPITRE 4 — DIAGNOSTIC DES RATIONALITÉS 76

Les normes étatiques prescrites aux entreprises gouvernementales: social-démocratie ou capitalisme? 77

Le discours anti-étatique du secteur privé 86

La domination de la rationalité capitaliste 92

Conclusion sur l'analyse des rationalités: la nature du lien social 101

CHAPITRE 5 — GENÈSE DU CAPITALISME ET DE LA MODERNISATION AU GROENLAND 104

La période coloniale (1721-1950): initiation au capitalisme 105

La période de modernisation accélérée (1950-1979): implantation du capitalisme massive, systématique et délibérée 115

La première décennie du *Home Rule* (1979-1989): continuation de la pénétration du capitalisme sous le contrôle croissant des Groenlandais 125

La période néo-libérale (1990 - à nos jours): intensification de la domination du capitalisme globalisé 130

Conclusion sur l'interprétation des rationalités: l'acception et la participation des Groenlandais à la modernité 133

CONCLUSION GÉNÉRALE 137

BIBLIOGRAPHIE 139

TABLEAUX, CARTES ET PHOTOS

Tableau 1: PIB par secteurs et branches d'activité économique, Groenland, 1988 (millions, couronnes danoises, %) 47

Tableau 2: PIB par secteurs, branches et groupes d'activité économique, Groenland, 1988 (millions, couronnes danoises, %) 48

Carte 1: PIB par régions, Groenland, 1988 63

Tableau 3: Population, ainsi que les revenus et transferts *per capita* selon le niveau d'urbanisation, Groenland, en moyenne pour la période 1988-1991 (couronnes danoises, nombres, %) 65

Tableau 4: Exportations, Groenland, 1993-98 (millions, couronnes danoises, %) 66

Tableau 5: Importations, Groenland, 1993-98 (millions, couronnes danoises, %) 68

Photo 1: Nuuk, le plus important centre urbain au Groenland, 1999 74

Photo 2: Ikerasak, l'une des petites localités du Groenland, 1999 74

Photo 3: Port industriel de Nuuk, Groenland, 1999 75

Photo 4: Marché local de Sisimiut, Groenland, 1999 75

INTRODUCTION — PROBLÉMATIQUE DE LA RATIONALITÉ DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE GROENLANDAISE

Parmi les régions circumpolaires, le niveau singulièrement élevé de développement économique du Groenland intrigue à plusieurs égards. Ceci nous amène à poser la question fondamentale de la modernisation des sociétés. Cette recherche porte sur l'une des dimensions au cœur de cette problématique: la rationalité des acteurs sociaux, que nous analyserons chez les dirigeants d'entreprise de l'industrie alimentaire groenlandaise. Nous mettrons en relief ses caractéristiques actuelles par l'étude des valeurs comprises dans le discours des dirigeants d'entreprise, entre autres pour en évaluer les traits capitalistes. Finalement, pour comprendre la nature de cette rationalité, ses origines sociohistoriques depuis la colonisation du Groenland seront identifiées. Les lignes qui suivent présentent nos questions de recherche, leur pertinence, ainsi que la stratégie utilisée afin d'y répondre.

QUESTION GÉNÉRALE DE RECHERCHE — LA MODERNISATION DES SOCIÉTÉS CIRCUMPOLAIRES ET LE CAS GROENLANDAIS

La question de la modernisation intéresse beaucoup les chercheurs du domaine des études inuites et circumpolaires. Ces derniers reconnaissent généralement que ces sociétés se sont modernisées, d'une part depuis les premiers contacts entre les Inuit nomades et les Européens (marchands, missionnaires ou colons), et de façon massive avec l'intervention des États du Sud après la Deuxième grande Guerre[1].

Sous l'angle de la sociologie économique, plusieurs se sont attardés à cette problématique, notamment en ce qui a trait à la modernisation des rationalités individuelles et collectives au Nunavik (Québec arctique) depuis la deuxième moitié du XX^{e} siècle. Simard *et al.* (1996: 12) définissent ce phénomène comme étant « l'institutionnalisation du changement social et la destruction constante des traditions, par conséquent ». Ces changements se seraient manifestés par une étatisation, une bureaucratisation, une rationalisation et une prolétarisation des pratiques

[1] La littérature mettant en relief la modernisation des régions circumpolaires abonde. En voici quelques exemples portant sur les régions de l'Alaska, du Nunavut, du Nunavik, du Groenland et du nord de l'ex-URSS: Simard *et al.* 1996 ; Simard 1982 ; Duhaime 1985, 1987, 1989, 1989b, 1991a, 1991b, 1991c, 1993, 1998, 1999, 2000 ; Huskey et Morehouse 1992 ; Rasmussen 1994b, 1997, 1998, 2000 ; Commission royale sur les peuples autochtones 1996 ; Vakhtin 1994 ; Nuttall 1992, 1994 ; Creery 1994 ; Dorais 1996 ; Korsmo 1994 ; Lyck 1990, 1992, 1995, 1997, 1999 ; Jónsson 1995, 1996 ; Kleivan 1985 ; Larsen 1992 ; Marquardt et Caulfield 1996 ; Peterson 1985 ; Poole 1990.

sociales (Simard *et al.* 1996: 60). En clair, en l'espace de cinquante ans, la société inuite nomade et traditionnelle est devenue la société moderne que l'on connaît aujourd'hui.

Sur le plan économique, le marché monétarisé fondé sur le salariat se serait substitué aux activités traditionnelles de subsistance des Inuit nomades (Simard *et al.* 1996: 60 ; Duhaime 1991b: 35). Comme dans l'ensemble des sociétés occidentales, l'économie arctique serait aujourd'hui largement régulée par le capitalisme:

> « [...] la généralisation de la rationalité économique capitaliste dont Weber cherchait la genèse dans l'esprit ascétique, est aujourd'hui telle qu'elle constitue une norme de l'action sociale. L'esprit de science et de technique, l'esprit de calcul économique, l'esprit de la progression, du changement et de l'innovation, ces "attitudes des sujets économiques" (Aron 1962) sont valorisées plus que tout autre. Ces institutions ont bouleversées celles qui leurs étaient antérieures et les changements affectent maintenant les sociétés traditionnelles que le capitalisme avait laissé en périphérie » (Duhaime 1991b: 22).

Au Nord, la rationalité capitaliste n'est pas l'apanage des pratiques économiques; cette logique d'action s'étendrait à l'ensemble des pratiques sociales:

> « [...] les Inuit s'inscrivent à part entière dans le second modèle historique de "société d'abondance", celui des sociétés capitalistes avancées [...]. Cette nouvelle attitude-là est en train de se répandre également parmi les autochtones, en particulier chez ceux et celles qui occupent un emploi régulier, se lancent en commerce, assument des responsabilités de gestion ou poursuivent des études avancées. Mais cette fraction reste minoritaire et il lui faut combattre le pli naturel de l'histoire, tant passée que contemporaine » (Simard *et al.* 1996: 157).

Le « pli naturel de l'histoire », c'est la tradition inuite, qui, malgré son effritement relatif, pénètre toujours une part substantielle de la culture contemporaine au Nord. Par exemple, en matière de chasse et de pêche, les Inuit continueraient de répondre à des motivations dites traditionnelles (Simard *et al.* 1996: 118); don et partage du fruit de ces récoltes ne sont pas rares. Toutefois, la tradition aurait perdu son statut de mode principal de régulation sociale (Duhaime 1991b: 22). Dans l'Arctique, le nouveau mode d'emploi de l'individu en société est maintenant surtout celui de la modernité: l'individualisme, la science, le savoir rationnel, la technique, le capitalisme, le droit, la démocratie, le désenchantement du monde, etc. semblent dominer l'organisation sociale circumpolaire actuelle. Une nouvelle façon de faire et d'être s'est répandue, avec laquelle subsistent néanmoins les mœurs et coutumes ancestrales, car « la valorisation de la tradition n'empêche pas les aspirations à la modernité, et les aspirations à la modernité n'empêchent pas la perpétuation de comportements traditionnels » (Duhaime 1991a: 114).

Les configurations actuelles de la société groenlandaise[2] semblent correspondre à cette coexistence de la tradition et de la modernité. D'une part, les Groenlandais accordent encore une certaine importance aux coutumes de leurs ancêtres. Entre autres, une fraction de Groenlandais habitent de petites localités éloignées et vivent toujours significativement des fruits de la chasse et de la pêche (Nuttall 1992: 24 ; Danielsen *et al.* 1998: 23), activités qui continuent de revêtir une symbolique traditionnelle (Caulfield 1998, tiré de Rasmussen 2000: 11). Aussi, la « nourriture traditionnelle », soit la nourriture consommée à l'époque nomade des Inuit (ex.: phoque, baleine, caribou), demeure valorisée par les Groenlandais (Bjerregaard et Young 1998, tiré de Rasmussen 1998b: 10). Par ailleurs, le dialecte autochtone est parlé par la majorité de la population de culture inuite (Dorais 1996: 67). Ces exemples, parmi d'autres, illustrent la présence contemporaine de fonctionnements sociaux issus de la tradition inuite.

Mais ce qui attire aussi l'attention lorsque l'on visite et que l'on étudie le Groenland, ce sont ses aspects modernes. Comme la plupart de ses grandes agglomérations, sa capitale (Nuuk) possède toutes les caractéristiques d'un petit centre urbain nord-américain; avec ses 14 000 habitants, ses édifices à bureaux et leurs fonctionnaires en « veston-cravate », son port industriel et ses bateaux-usines, ses quelques feux de circulation, ses routes asphaltées et ses autobus, son cinéma, ses restaurants (asiatiques, américains, danois, etc.), ses studios de musique, ses jeunes habillés au dernier cri de la mode européenne et branchés sur *Internet,* ses commerces de détail aux produits variés, etc. On ajoute à cela un peu de neige, une vue imprenable sur la mer, des montagnes et quelques glaciers, la faune arctique, les aurores boréales et voilà, nous sommes au Groenland. Cette île est non seulement délicieuse pour l'œil, mais elle est fascinante pour le sociologue et ceux qui s'intéressent aux sociétés circumpolaires.

Parmi les sociétés arctiques, celle du Groenland se démarque à plusieurs égards. Sur le plan politique, le Groenland est la région qui possède le degré d'autonomie gouvernementale le plus élevé, où toutes les compétences internes sont régies par l'autorité régionale: le *Home Rule*, établie en 1979 (Tremblay et Forest 1993 ; Nuttall 1994: 1). Ainsi, le Groenland détient ses

[2] Faisant géographiquement partie du continent américain, au nord-est du Canada, le Groenland est l'une des trois régions formant le Royaume du Danemark, avec le Danemark scandinave et l'archipel Féroé (situé au nord de l'Écosse).

propres partis politiques autochtones depuis plus de vingt ans, qui s'affrontent au sein des débats communs aux sociétés actuelles: le développement économique, le nationalisme, l'Union européenne, la centralisation étatique, la culture, etc.; débats qui ne manquent pas d'être teintés des grandes idéologies de ce monde comme la social-démocratie, le libéralisme économique, etc. (Larsen 1992 ; Kleivan 1985). Aussi, le niveau de vie du Groenland serait supérieur comparativement au reste de l'Arctique:

> « Greenland has in many ways become a welfare state economy (free compulsory education, public housing, free medical care, etc.), where the level of standards maybe lies below that of the Danish standards, but miles away from the level at which most aboriginal people must live at » (Lyck 1999: 17).

Bien que le coût de la vie soit élevé au Groenland, son PIB *per capita* et la structure de son économie, par exemple, sont comparables à ceux des pays développés (Poole 1995: 18). De fait, du point de vue économique, le Groenland reste fidèle à sa réputation. Son économie se caractérise par une commercialisation relativement prononcée de sa production alimentaire, entre autres étant donné le rôle important des « marchés locaux » (comptoirs de ventes informelles) partout en région, où les chasseurs et pêcheurs peuvent vendre leurs prises directement aux consommateurs (Rasmussen 1998b ; Marquardt et Caulfield 1996).

> « Here [in Greenland] the local informal markets, which have been existing for a very long time, and continue to play an important role in the local economy, have caused a situation where the local agenda has been pushed into the commercial sector » (Rasmussen 1998b: 3).

Un dixième de la récolte serait vendu via ces marchés locaux (Rasmussen 1998b: 3), phénomène qui n'a pas son équivalent ailleurs dans l'Arctique (Rasmussen 1998b: 17). D'autre part, la transformation des produits de la pêche est importante comparativement aux autres régions circumpolaires où elle est généralement inexistante; seuls l'ouest du Groenland et la région littorale de l'Alaska œuvrent significativement dans ce domaine (Rasmussen 1997: 9). Une autre particularité originale de la situation groenlandaise est la transformation industrielle d'oiseaux migrateurs, et de mammifères non domestiqués comme la baleine et le bœuf musqué (Marquardt et Caulfield 1996; Rasmussen 1998, tiré de Duhaime et Godmaire 2000: 13). Ce secteur manufacturier constitue, du seul fait de sa présence, une caractéristique régionale singulière. Aussi, *Royal Greenland*, l'une des plus importantes entreprises d'exploitation de crevettes au monde, vend ses produits au Japon, aux États-Unis et en Europe (Poole 1995: 53); l'exportation de ressources renouvelables à une telle échelle est unique au Nord.

Aussi, selon Duhaime (1999: 7):

> « Le Groenland nous fournit un exemple de remplacement des importations. Dans les gros villages du Groenland, on peut acheter, dans les commerces d'alimentation, une grande variété de nourriture locale, présentée dans des formats pratiques qui concurrencent très avantageusement les produits importés. Le Groenland exporte même certaines de ses ressources les plus abondantes, comme la crevette. Pourquoi l'expérience du Groenland ne pourrait-elle pas servir dans les autres régions arctiques? ».

Ainsi, selon H.E. Rasmussen (1992: 83), le *Home Rule*, dans une optique de substitution des importations, favorise l'autosuffisance de la région en limitant les importations, notamment celles du porc et du poulet. Il existe en effet une politique réduisant de 30% les prix de détail des produits alimentaires groenlandais (H.E. Rasmussen 1992: 83 ; Marquardt et Caulfield 1996: 114). En bout de ligne, l'intervention considérable de l'État dans l'économie, que nous caractérisons de « capitalisme d'État », semble avoir été un succès, résultat d'une croissance et d'un développement économique importants, diminuant la dépendance de cette région envers la mère-patrie danoise (Winther 2000: 13).

En somme, le Groenland se distingue par une autonomie politique significative et un niveau d'industrialisation singulier, voire enviable. C'est pourquoi dans la littérature, le Groenland fait figure de « modèle » de développement, d'« exemple » pour les autres territoires de l'Arctique et leurs communautés inuites (Creery 1994: 126 ; Lyck 1997: 15).

Cependant, en sciences sociales, peu d'analyses ont été réalisées afin de comprendre les faits sociaux liés au relatif succès du cas groenlandais sur le plan économique. Les études qui ont été menées dans ce champ d'intérêt sont souvent descriptives et consacrées à des thèmes précis tels les pêcheries (ex.: Arnason et Friis 1994 ; Rasmussen 1994b ; Poole 1990, 1995), l'histoire du commerce alimentaire (ex.: Marquardt et Caulfield 1996 ; Rasmussen 1998b), le commerce international (Lyck 1999) et l'économie informelle (ex.: Nuttall 1992, 1994 ; Robbe 1994 ; Lyster 1997a, b, c ; Caulfield 1993 ; Dahl 1989). D'autres travaux intéressants adoptant un regard plus global, offrent tantôt un portrait général de l'économie (ex.: Lyck et Taagholt 1987 ; Rasmussen 2000 ; Duhaime, Fréchette et Morin [à paraître]), tantôt une critique économique à saveur néo-libérale (ex.: OCDE 1999, Danielsen *et al.* 1998). Or, les analyses et interprétations plus sociologiques de l'économie groenlandaise se font rares, quoique quelques chercheurs se sont intéressés à des problématiques qui recoupent partiellement celle de la présente étude.

Bærenholdt (2000) s'est penché sur les stratégies d'adaptation et de coopération transnationale dans les pratiques locales d'entreprise. Kahlig (2000, 2000b) a examiné la coopération interculturelle entre Danois et Groenlandais dans la gestion des ressources humaines des entreprises. Lyck (1998) s'est intéressé aux conditions culturelles et socio-économiques des managers. Herlau et Tetzschner (1998) ont élaboré un modèle d'analyse des stratégies d'entrepreneurs. Également, Danielsen *et al.* (1998) ont effectué un sondage auprès de la population à propos de l'esprit entrepreneurial. Ne pouvant lire la littérature en langue danoise, d'autres études dans cette langue n'ont pu être consultées; Kahlig répertorie dix autres initiatives écrites en danois portant sur la gestion des entreprises au Groenland: [anonyme] 1963, Pertersen 1970, 1993 ; Molin 1995 ; Bakka 1997 ; Grønvold 1995 ; Jónsson 1999a, 1999b; Kahlig 1999 ; Nooter 1978 (Kahlig 2000b: 126 et 137). Cela dit, les dimensions sociologiques pouvant expliquer les configurations économiques spécifiques au cas groenlandais constituent un sujet d'étude peu approfondi.

QUESTION ET STRATÉGIE DE RECHERCHE — L'ÉTUDE DE LA RATIONALITÉ ET DU LIEN SOCIAL CHEZ LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

Comprendre pourquoi l'exemple du Groenland se démarque des autres régions circumpolaires est une vaste question qui s'aborde de plusieurs façons. Elle renvoie, selon nous, à une dialectique fondamentale qui constituera le fil conducteur de nos analyses et interprétations du cas groenlandais: les formes de lien social que constituent la tradition et la modernité. Notre approche théorique et nos limites méthodologiques, identifiées plus loin, nous amènent à concentrer et à limiter notre étude à l'une des nombreuses dimensions centrales de cette dialectique: la rationalité des acteurs sociaux. Les valeurs adoptées par les individus constitueront les indicateurs nécessaires à la mise en lumière de la rationalité à l'étude, dont nous évaluerons les traits capitalistes comme indice de modernité. Pour ce faire, notre unité d'analyse sera le discours des acteurs. Les dirigeants d'entreprise de l'industrie alimentaire groenlandaise constituent notre cas d'étude, un groupe d'individus peu étudié (Kahlig 2000b: 126) occupant une place prépondérante dans les dynamiques économiques du Groenland. Autrement dit, notre question spécifique de recherche consiste à analyser les valeurs du discours des dirigeants d'entreprise de l'industrie alimentaire groenlandaise, afin de saisir en quoi la rationalité qui en découle se rapproche du capitalisme, pour, finalement, comprendre l'origine sociohistorique de cette rationalité. Notre hypothèse de départ propose que les processus de modernisation sont

observables dans l'histoire groenlandaise et permettent de comprendre la rationalité actuelle des dirigeants d'entreprise. Cette rationalité, nous la présumons capitaliste; nous la considérons comme l'une des manifestations de la pénétration de la modernité au Groenland, phénomène concomitant au déclin des pratiques traditionnelles.

Les faits sociaux peuvent s'expliquer et se comprendre en analysant deux ordres de choses: l'individu et la société, soit la rationalité des acteurs eux-mêmes et l'environnement social dans lequel ils vivent. La présente recherche s'inscrit dans cette perspective.

En premier lieu, notre étude consiste à diagnostiquer la rationalité des dirigeants d'entreprise. Nous concevons la notion de rationalité comme étant la mentalité, la logique d'action de l'individu en société; ce sont l'ensemble des processus cognitifs, tels que les choix et les prises de décisions, à l'origine des comportements sociaux. Dans cette optique, la rationalité de l'individu constitue le moteur de son attitude en société, à savoir ses agissements et ses opinions. De cette façon, notre approche sociologique de l'individu est essentiellement wébérienne. Pour Weber, sociologue qui a vécu au tournant du XX^{e} siècle, l'individu agit toujours en fonction d'une signification particulière qu'il attribue à ses conduites (Aron 1966: 119). D'après cette conception de l'individu, celui-ci peut agir selon des valeurs strictement d'ordre économique (ex.: la réussite financière, le confort matériel), politique (ex.: le pouvoir, le contrôle), spirituel (ex.: les diverses convictions religieuses), social (ex.: le prestige) ou selon un mélange de ces motivations. Ainsi, le premier volet de notre analyse consiste à mettre en relief les modalités de cette rationalité, appelée par Weber l'« action sociale ».

Les valeurs se situent au cœur des significations et rationalités individuelles; nous les analyserons à ce titre, c'est-à-dire en tant qu'indicateurs de la rationalité des individus. Nous nous intéresserons à la façon dont sont structurées ces valeurs, définies comme des préférences accordées à des personnes, des actions, des idées, etc. (Akoun et Ansart 1999: 559). Or, la rationalité, ici entendue comme logique d'action ou mentalité, ne se réduit pas à un système de valeurs, elle ne se réduit pas à une idéologie. La rationalité se définit comme la manière dont est organisée la pensée, incluant les valeurs et les idéologies. Par exemple, des valeurs peuvent s'inscrire au sein de rationalités tantôt traditionnelles, tantôt modernes. Les premières

valoriseront tout ce qui concerne les habitudes ancestrales et le bien-être de la collectivité, alors que les autres s'inscriront dans un schème de pensée plus individualiste. Nous analyserons les valeurs des dirigeants d'entreprise, car les dispositions selon lesquelles elles sont utilisées permettent de « mesurer » la rationalité des individus et elles se repèrent de plusieurs façons dans la réalité.

Entre autres, la rationalité et les valeurs peuvent s'observer au sein des discours des acteurs sociaux; le discours, soit un ensemble de valeurs transposées en paroles, constitue notre laboratoire d'analyse de la rationalité. C'est par le biais d'entrevues semi-dirigées que nous avons pu relever les divers éléments du discours des dirigeants d'entreprise à propos des activités de leur firme. Les personnes interrogées ont été amenées à énoncer leurs préoccupations, leurs valeurs, leurs opinions, leur mécontentement, c'est-à-dire l'interprétation qu'ils font de leur propre monde. Il nous a donc été possible de cerner la structure de leur logique d'action, comme les intérêts spécifiques guidant leurs décisions: est-ce le succès de l'entreprise, le maintien de la « culture groenlandaise », le développement de la société, l'indépendance politique? Voilà autant de questions qui pouvaient potentiellement trouver réponse à l'intérieur du discours des dirigeants d'entreprise.

À priori, notre hypothèse est que cette rationalité s'inscrit au sein d'un discours capitaliste, prônant le profit, la rationalisation du travail, la vision à long terme, l'investissement financier, la croissance illimitée, etc. Parallèlement à cette valorisation du capitalisme, nous supposions une dévalorisation des considérations non économiques, en l'occurrence les valeurs traditionnelles inuites (ex.: la nourriture traditionnelle). L'action économique capitaliste pure constituait un point de repère afin de caractériser la rationalité des dirigeants d'entreprise. Nous avons emprunté le concept de capitalisme de Weber, qui le définit comme l'organisation rationnelle du travail en vue d'accumuler des profits. Pour cet auteur, le capitalisme représente le parfait modèle de l'action économique rationnelle. Le capitaliste n'agit en fonction que d'une seule chose: le profit. Toute autre considération qui ne mène pas à une meilleure rentabilité est écartée, dévalorisée au sein de sa rationalité. Ce point de repère nous a permis de déterminer si les dirigeants d'entreprise agissent selon des critères exclusivement économiques, selon le principe du « *business as usual* », ou si d'autres facteurs entrent en ligne de compte. La question était de savoir dans quelle

mesure la rationalité à l'étude tient strictement de l'*homo œconomicus* ou si elle ne serait pas également sensible au contexte social, au substrat culturel dans lequel elle prend place. Weber conçoit le capitalisme comme l'aboutissement de la modernité au sein de la sphère économique des sociétés. Nous examinerons les volets capitalistes de la rationalité des dirigeants d'entreprise à titre d'indices de modernité.

En deuxième lieu, une fois les rationalités décrites, nous tenterons de les comprendre en considérant l'environnement social dans lequel elles s'inscrivent; c'est par la genèse de la société groenlandaise que nous mettrons en relief les origines sociohistoriques des mentalités à l'étude. Pour nous, celles-ci n'ont de sens que dans la « structure sociale » où elles évoluent.

> « Pour Mannheim, la "structure sociale" est le "tissu des forces sociales en interaction d'où sont issus les divers modes d'observation et de pensée". Dans ce cas, la notion de structure sociale désigne implicitement l'ensemble des éléments d'un système social dont le sociologue présume qu'ils dominent et déterminent les autres » (Boudon et Bourricaud 1982: 532).

Nous nous intéresserons à l'évolution historique de la structure sociale groenlandaise. Pour ce faire, nous avons procédé par une revue de la littérature de la genèse du Groenland. Depuis la colonisation danoise, c'est la montée de la modernité au sein de l'ensemble des pratiques sociales qui constitue la trame logique de cette histoire, permettant d'expliquer la nature des rationalités actuellement observées chez les dirigeants d'entreprise de l'industrie alimentaire groenlandaise.

L'industrie alimentaire comme sujet d'étude se justifie du fait qu'elle représente l'un des principaux noyaux de l'économie groenlandaise. Elle génère près de la moitié du chiffre d'affaires de l'économie. Les pêcheries des secteurs primaire et secondaire, accaparant presque 60% de cette industrie, sont particulièrement importantes par la valeur ajoutée et les exportations qu'elles génèrent. Par ailleurs, la production alimentaire est souvent vue comme un levier important du développement économique et durable au Groenland (Marquardt et Caulfield 1996 ; Rasmussen 1998b), permettant entre autres la substitution des importations.

Le présent document se divise en deux grandes parties: les premiers chapitres présentent les outils théoriques (chapitre 1), méthodologiques (chapitre 2) ainsi que le contexte démographique et économique du Groenland (chapitre 3); la deuxième partie comprend les analyses et interprétations de notre question de recherche, soit la caractérisation des rationalités (chapitre 4)

ainsi que la genèse des faits sociaux à l'origine de celles-ci (chapitre 5).

Le premier chapitre fait état de notre approche théorique, soit celle du sociologue Max Weber. D'une part, nous présenterons la notion wébérienne d'« action sociale », qui se subdivisent en quatre types: l'action « émotionnelle », « traditionnelle », « rationnelle en valeur » et « rationnelle en finalité ». Ces concepts nous ont permis de catégoriser les rationalités, de mieux cerner leur nature sociologique. Les types d'action sociale de Weber correspondent à deux formes de liens sociaux: la « communalisation » (les actions émotionnelles et traditionnelles) et la « sociation » (les actions rationnelles en valeur et en finalité), que l'on peut associer aux types de sociétés traditionnelle et moderne. Ainsi, nous avons analysé les rationalités selon qu'elles se rapprochaient d'actions sociales soit communautaires ou sociétaires. Par la suite, il nous a été possible de mettre à l'épreuve ces analyses par rapport à la genèse de la structure sociale groenlandaise. À cet égard, nous avons vérifié empiriquement la théorie wébérienne du changement social, c'est-à-dire de la transition des sociétés dominées par la communalisation vers des sociétés dominées par la sociation qui, pour Weber, a entre autres pour moteur le capitalisme. En d'autres termes, le passage du Groenland d'une société traditionnelle à une société moderne fut interprété sous l'angle d'une modernisation des pratiques sociales modelée par la pénétration du capitalisme.

Le deuxième chapitre présente les outils méthodologiques et les démarches qui nous ont permis de répondre à notre question de recherche. Nous avons procédé 1) par une analyse de statistiques descriptives afin de décrire le contexte, surtout socio-économique, des dirigeants d'entreprise rencontrés, 2) à des entrevues semi-dirigées afin de cerner les rationalités de ces derniers et finalement 3) à une revue de la littérature scientifique dans le but d'interpréter les origines sociohistoriques des rationalités.

Le troisième chapitre présente les structures démographique et économique du Groenland. Après avoir brièvement décrit l'organisation politique et l'histoire de la région, ce chapitre présente les grandes caractéristiques de la population (son niveau d'urbanisation, sa division ethnique et les inégalités de revenus associées à cette division) ainsi que les activités économiques du Groenland et de leur place au sein de la structure industrielle. Il est également question de la structure géographique de cette économie, tant sur le plan régional

qu'international. Nous avons mis en relief ces configurations économiques via une revue de la littérature et une analyse des données chiffrées disponibles (données démographiques et produit intérieur brut).

Le quatrième chapitre constitue d'une part une description des discours avec des citations d'entrevues à l'appui, afin de mettre en lumière les valeurs des dirigeants d'entreprise. D'autre part, ce chapitre contient une première phase d'interprétation sociologique des rationalités, où celles-ci sont identifiées et classées selon les concepts d'« action sociale », de « communalisation » et de « sociation » de Weber. Les discours portent sur l'intervention de l'État dans l'économie, respectivement chez les dirigeants d'entreprise du secteur gouvernemental et privé. Finalement, les caractéristiques capitalistes de la rationalité des dirigeants d'entreprise sont analysées. Ce chapitre dresse un portrait wébérien des rationalités observées.

Le cinquième chapitre comprend la deuxième et dernière phase d'interprétation, par une analyse sociohistorique des origines des rationalités en question. Nous y présentons les grandes étapes de la modernisation ou « sociation » du Groenland, et du rôle du capitalisme dans ce processus. Nous débutons par l'entrée de la modernité durant la période coloniale; puis avec l'État danois moderne pendant les années 1950, 1960 et 1970; pendant la première décennie du *Home Rule*; et au cours des années 1990 jusqu'à nos jours. Les rationalités à l'étude y trouvent leurs provenances sociohistoriques.

Cette étude vise un apport à la fois empirique et théorique. Sur le plan empirique, nous avons comptabilisé des données qualitatives inédites sur les discours, valeurs et rationalités des dirigeants d'entreprise groenlandais. Dans la recherche groenlandiste, les valeurs contemporaines, ou modernes, sont sous-étudiées, au profit des valeurs traditionnelles des Inuit de l'époque nomade (Grønlands Hjemmestyre 1998: 45 ; Tobiassen dans Petersen & Janussen 1998:188, tirés de Petersen 2000). En outre, malgré quelques initiatives, les managers groenlandais ne sont pas beaucoup étudiés (Kahlig 2000b: 126). Aussi, la littérature de langue française portant sur les aspects sociologiques et économiques du Groenland est quasi inexistante. Du côté théorique, la mise à l'épreuve au Groenland de la théorie du changement social de Weber apportera un regard nouveau à la communauté scientifique. Mieux saisir le cas groenlandais permettra de comprendre

le développement des autres sociétés circumpolaires au sein de futures études comparatives.

CHAPITRE 1 — CAPITALISME ET MUTATIONS DU LIEN SOCIAL CHEZ WEBER

Ce chapitre présente les outils théoriques de notre examen de la rationalité des dirigeants d'entreprise. Ceux-ci sont empruntés à la sociologie de Max Weber. Cette façon d'entrevoir la société nous permet d'éclaircir les dimensions fondamentales de notre objet d'analyse. Nous avons pu caractériser la nature des rationalités observées selon différents types d'« actions sociales », lesquels s'apparentent aux formes de lien social que sont la tradition et la modernité, soit la « communalisation » et la « sociation » dans la terminologie de Weber. En outre, la thèse wébérienne du changement social, à savoir la modernisation des sociétés où le capitalisme joue un rôle d'importance, a servi de grille d'interprétation de l'origine des rationalités.

L'ACTION SOCIALE

Max Weber, sociologue allemand (1864 – 1920), avait une approche consistant à « comprendre par interprétation les actions orientées significativement » (Weber 1995a: 33). En ce sens, son unité d'analyse est l'« action sociale », c'est-à-dire « toute conduite à laquelle l'individu lie une signification » (Aron 1966: 119). Dans cette optique, le comportement d'une personne est régulé par le sens qu'elle lui accorde. Les individus agissent selon leurs croyances, leurs convictions, leurs préférences, leurs motivations, et ce dans toutes les sphères de pratiques sociales (l'économie, le politique, le culturel, etc.). Weber s'est intéressé aux valeurs auxquelles les hommes adhèrent, en tant que moteurs des rapports sociaux; ses thèses s'appuient sur cette façon d'aborder la société.

Par exemple, les comportements économiques constituent des actions sociales. Pour les déchiffrer, le sociologue doit identifier le motif parfois implicite qui se cache derrière une conduite explicite. Il faut aller au-delà de l'acte économique et interroger l'ensemble des faits sociaux susceptibles de l'influencer. Autrement dit, suivant Weber, « l'évolution des forces et des formes de production est incompréhensible si l'on ne tient pas compte d'autres facteurs » (Aron 1966: 113). Il importe d'expliquer les comportements économiques par le biais de leurs interactions avec les phénomènes « extra-économiques »:

> « L'économie est donc une relation sociale pour autant que les participants orientent leur comportement d'après un sens visé subjectivement en vue de couvrir les besoins ou de se livrer à un travail qui leur permet d'acquérir les biens nécessaires. Ce comportement est à la base de la communauté économique dont le but peut consister ou bien dans la couverture des besoins et dans le travail, ou bien dans l'utilisation des moyens économiques pour atteindre

d'autres fins de caractère extra-économique » (Freund 1968: 132).

Weber parle aussi de « rationalité matérielle », concept qui signifie que les agents économiques ne tiennent pas uniquement compte du calcul (*i.e.* de la « rationalité formelle »), mais également « d'autres exigences: éthiques, politiques, utilitaires, hédonistiques, de classe [...] ou égalitaires, [...] en guise de critères à l'activité économique » (Weber 1995a: 131). Entre autres, la sociologie wébérienne des religions a mis en relief l'influence des conceptions spirituelles sur la conduite économique des individus. Weber (1964) a exposé cette thèse par le biais d'une étude de cas célèbre: *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*.

C'est à partir d'une conception wébérienne des acteurs sociaux que nous avons étudié la rationalité des dirigeants d'entreprise. La « rationalité », comme nous l'entendons, désigne la logique inhérente aux différentes actions sociales des individus. Sous un angle plus général, le lien social se définit aussi par ses formes de rationalités collectives.

LE LIEN SOCIAL

Dans le même esprit que l'avaient fait Tönnies (1960) avec sa dichotomie communauté-société, et Durkheim (1960) par le biais des solidarités organique et mécanique, Weber a développé une typologie du lien social: la « communalisation » et la « sociation ».

LA « COMMUNALISATION »: LES ACTIONS « ÉMOTIONNELLES » ET « TRADITIONNELLES »

Weber définit la « communalisation » comme étant une relation sociale fondée sur le sentiment subjectif (traditionnel ou affectif) des participants d'appartenir à une même communauté (Weber 1995a: 78).

> « Une communalisation est une relation sociale reposant sur une proximité de sang, de lieu et d'esprit ; cette relation inscrit l'homme dans une chaîne de solidarité mécanique. C'est-à-dire que la relation est fondée sur la compréhension, sorte de consensus né de la proximité et du fait que personne ne dépend individuellement de personne mais tous dépendent du groupe [...]. Cette relation sociale est une interaction de personne à personne, c'est-à-dire entre êtres interchangeables et non entre individus (êtres autonomes et complémentaires). En quelque sorte, les solidarités communales fonctionnent à l'identique. Les actes de solidarité n'interviennent pas d'individu à individu mais inscrivent chaque personne dans une chaîne de solidarité indissociable dont tous les membres du corps social sont indistinctement partie prenante » (Martin [à paraître]).

Weber associe deux types dominants d'actions sociales à la communalisation, qui ont pour caractéristique commune de ne pas être délibérément réfléchies, de ne pas être rationnelles. Autrement dit, dans tous les cas, l'action n'est jamais contrôlée consciemment par l'acteur. Il

s’agit des actions « émotionnelle » et « traditionnelle ».

L’action « émotionnelle » est régulée par les passions et les sentiments. Elle « est dictée immédiatement par l’état de conscience ou par l’humeur du sujet. C’est la gifle donnée par la mère à son enfant parce que celui-ci a été insupportable, c’est le coup de poing donné au cours d’une partie de football par un joueur qui a perdu le contrôle de ses nerfs. [...] l’action est définie [...] par la réaction émotionnelle de l’acteur placé dans des circonstances données » (Aron 1967: 501). L’action émotionnelle n’est pas préméditée, elle est spontanée. Weber associe l’action émotionnelle à la communalisation, ce qui est vrai jusqu’à un certain point, parce qu’elle traduit l’une des principales caractéristiques de la communalisation, soit une société qui agit instinctivement, sans prendre de recul par rapport à son devenir. Nous n’utiliserons pas la notion d’action émotionnelle lors de notre analyse, car elle ne s’avère pas féconde pour démarquer les actions qui relèvent de la communalisation par opposition à la sociation. Selon nous, l’idée d’action émotionnelle semble être dans la nature de l’humain, plutôt qu’un fait lié à une forme spécifique de lien social.

L’action « traditionnelle » s’effectue selon les coutumes, les habitudes anciennes, les mœurs, les usages ancestraux d’une société. Inconsciemment, les individus agissent à la manière de leurs prédécesseurs, ils suivent des « dispositions orientées une fois pour toutes » (Weber, tiré de Colliot-Thélène 1990: 111). Il s’agit souvent de réactions à des excitations habituelles, à des attitudes acquises de génération en génération (Weber 1995a: 55). Les rituels constituent des exemples d’actions traditionnelles. « L’acteur, pour agir selon la tradition, n’a besoin ni de se représenter un but, ni de concevoir une valeur, ni d’être agité par une émotion, il obéit simplement aux réflexes enracinés dans une longue pratique » (Aron 1967: 501).

Dans la mesure où l’essentiel des actions sociales relèvent des types émotionnel et traditionnel, nous sommes en présence d’une *communauté* (communalisation) fondée sur un fort sentiment d’appartenance, par opposition à une *société* (sociation). Dorénavant, nous utiliserons les termes « communauté », « communalisation » et « société traditionnelle » en faisant référence au type de lien social précédemment décrit.

LA « SOCIATION »: LES ACTIONS « RATIONNELLES EN FINALITÉ ET EN VALEUR »

En opposition à la communalisation, Weber décrit la « sociation » comme:

> « [...] une relation sociale lorsque, et tant que, la disposition de l'activité sociale se fonde sur un compromis [...] d'intérêts motivés rationnellement (en valeur ou en finalité) ou sur une coordination [...] d'intérêts motivés de la même manière » (Weber 1995a: 78).

Les sociétés par actions et les contrats sont des exemples de sociations (Aron 1967: 552), des ententes entre partis, des engagements mutuels établis explicitement. Pour comprendre la sociation, on doit se référer aux types d'actions sociales qui lui sont propres et qui ont pour dénominateur commun d'être rationnelles: les actions « rationnelles en finalité », et « rationnelles en valeur ».

L'action « rationnelle en finalité » est mûrement réfléchie, elle engage une réflexion sur les fins, les moyens et les conséquences prévisibles de l'agir (Colliot-Thélène 1990: 78). Cette conduite « vise l'efficacité et suppose la recherche d'une certaine concordance entre moyens et fins; c'est, écrit Raymond Aron, "celle de l'ingénieur qui construit un pont, du spéculateur qui s'efforce de gagner de l'argent, du général qui veut remporter la victoire" » (Aron 1967, tiré de Raynaud 1987: 128). Contrairement à la rationalité en valeur, le résultat direct de l'action, c'est-à-dire ce que l'action produit par définition, est recherché par l'individu.

> « [L'action rationnelle en finalité est] une action délibérée, au sens fort du terme, c'est-à-dire une action dont tous les paramètres — depuis la diversité des fins possibles [...], en passant par la pluralité des moyens disponibles et adéquats pour réaliser les fins choisies, jusqu'aux conséquences escomptables de l'action compte tenu de toutes les circonstances connues — sont dominés et pris en compte par l'agent » (Weber, tiré de Colliot-Thélène 1990: 81-82).

Si l'on s'en tient aux pratiques économiques, le capitalisme constitue l'action rationnelle en finalité la plus pure: « "pour Weber, il ne fait pas de doute que l'idéaltype de l'action rationnelle en finalité et économique [...] ainsi que les conditions de cette action sont des rationalités formelles dans le sens de la rentabilité capitaliste" » (Schippling 1988, cité dans Spurk 1998: 89). Une prépondérance d'actions rationnelles en finalité, et d'actions capitalistes par le fait même, constitue un indice que nous sommes en présence d'une sociation. C'est entre autres pour cette raison que nous avons utilisé le concept wébérien de capitalisme. Il permet de positionner la rationalité du dirigeant d'entreprise par rapport aux formes de lien social qui prévalent, c'est-à-dire qu'elle s'apparente soit à la communalisation ou à la sociation.

Quand l'individu agit de manière « rationnelle en valeur », il le fait « par la croyance consciente qu'une façon de se comporter déterminée possède, purement en tant que tel et

indépendamment du résultat, une valeur intrinsèque et inconditionnelle, valeur qui peut être éthique, esthétique, religieuse ou quoi que ce soit d'autre. [...] [Il] subordonne son agir à des valeurs dotées pour lui d'un caractère absolu, sans les avoir confrontées à d'autres possibles, et sans prendre en compte non plus les conséquences éventuelles de son action » (Weber, tiré de Colliot-Thélène 1990: 78 et 111). Fidèle à son honneur, le capitaine de bateau qui se laisse couler avec son navire adopte une action rationnelle en valeur (Aron 1966: 500). Celui qui part à la guerre pour défendre sa patrie au risque de mourir, celui qui effectue un pèlerinage laborieux au détriment de sa santé ou celui dont le respect des traditions importe avant toute chose est alors au service exclusif d'une valeur, d'une cause, considérée inconditionnelle, suprême (Freund 1968: 92). Le dirigeant d'entreprise dont la gestion tient compte de considérations extra-économiques se rapproche d'une rationalité en valeur. Par exemple, comme le mentionne Spurk (1998: 92), « bien que l'action rationnelle en finalité soit la plus courante chez les dirigeants (selon Weber), l'action économique ne peut pas être réduite à celle-ci », « car des considérations personnelles de toute sorte peuvent pousser un chef d'entreprise à choisir pour gérer son entreprise une voie irrationnelle par rapport aux normes rationnelles de gestion » (Weber 1995a: 146). Voilà un phénomène que nous avons voulu vérifier empiriquement. Là où la modernité est relativement jeune comparativement au reste de l'Occident, peut-on penser que les rationalités individuelles du Groenland intègrent encore substantiellement des valeurs traditionnelles au point d'en dicter les comportements jusque dans la gestion des entreprises? L'idée d'action rationnelle en valeur apparaît fertile sur le plan de notre étude des rationalités.

Les types d'actions sociales permettent d'objectiver la logique d'action de l'individu, de saisir son fonctionnement et la nature du lien social qu'elle contribue à façonner. En résumé,

> « lorsque le résultat du processus d'intégration est une communauté (*Gemeinschalf*), le fondement du groupe est un sentiment d'appartenance éprouvé par les participants dont la motivation est soit affective, soit traditionnelle. Si le processus d'intégration débouche sur une société (*Gesellschalf*), c'est que la motivation des actions sociales est constituée par des considérations où les liaisons d'intérêts ont abouti à un règlement d'intérêts » (Aron 1967: 552).

La sociation a pour principale caractéristique de lier les intérêts individuels de chacun, qu'ils soient rationnels en valeur ou en finalité. La sociation révèle une société atomisée. Quant à elle, la communalisation désigne un lien social « tricoté serré » où la tradition et l'émotion guident l'action de manière homogène. « La sociation est une relation qui permet à chacun des

acteurs de poursuivre des fins qui lui sont propres (tandis que dans la communalisation la fin est commune). La relation est fondée sur la différence et la complémentarité (tandis que la communalisation est fondée sur la similitude) » (Martin [à paraître]).

Dorénavant, nous utiliserons les expressions « société traditionnelle » et « société moderne » comme des synonymes des concepts « communalisation » et « sociation ». La « modernisation des sociétés » fera ainsi référence à un processus de « sociation » du lien social, au détriment de la « communalisation ».

La typologie communalisation-sociation et les types d'actions sociales constituent des « idéaltypes », selon la terminologie de Weber. Cette notion renvoie à une « construction intellectuelle, une "utopie" que l'on obtient *par la pensée* des éléments déterminés de la réalité mais dont on ne rencontre jamais d'équivalent dans l'empirie [...], dont la raison d'être est de permettre "l'étude des individualités historiques" » (Raynaud 1987: 49). En clair, l'idéaltype est la caricature d'un phénomène que l'on risque de retrouver à des degrés variables, mais jamais parfaitement, dans différents contextes historiques. À partir des principaux traits d'un phénomène considéré idéaltypique, nous pouvons évaluer dans quelle mesure une réalité empirique s'en approche ou s'en éloigne. Dans notre cas, ces idéaltypes, de sociation et de communalisation, nous ont donné l'occasion de voir en quoi la rationalité des dirigeants d'entreprise s'apparentait à des actions émotionnelles, traditionnelles ou rationnelles (en valeur ou en finalité) et des formes de lien social communautaire et sociétaire. Les frontières entre ces catégories sociales sont floues et perméables.

> « La grande majorité des relations sociales ont en partie le caractère d'une communalisation, en partie celui d'une sociation. N'importe quelle relation sociale, si rationnelle en finalité soit-elle et si froidement eût-elle été instituée et déterminée quant à son but (une clientèle par exemple), peut faire naître des valeurs sentimentales qui dépassent la fin établie par libre volonté » (Weber 1995a: 79).

Les typologies du lien social et de l'action sociale ont amené Weber à appréhender de façon singulière le changement social qu'ont connu les sociétés lors de leur entrée graduelle dans la modernité. Il en a découvert l'un des lieux centraux: la rationalisation des sociétés par le capitalisme moderne.

LE CHANGEMENT SOCIAL: « SOCIATION » DU LIEN SOCIAL PAR LE CAPITALISME

Les grands penseurs de la dichotomie tradition-modernité ont généralement étudié la transition des sociétés de la première catégorie vers la deuxième. Chacun d'eux ont identifié à leur manière le moteur de ces changements; Durkheim parle de la division du travail, tandis que Tönnies met l'accent sur l'apparition des marchands. Dans *Économie et société*, Weber (1995) met en relief le passage d'une forme de cohésion sociale de type communautaire à un type sociétaire. Ce changement social, Weber l'attribue à un processus général de rationalisation de toutes les sphères de pratiques sociales. Les mécanismes sociaux tendent ainsi à faire concorder de façon plus systématique fins et moyens. Graduellement, tout se fait de façon réfléchie, suivant une logique, d'après des faits dits objectifs. La rationalisation « consiste en l'organisation de la vie, par division et coordination des diverses activités, sur la base d'une étude précise des rapports entre les hommes, avec leurs instruments et leur milieu, en vue d'une plus grande efficacité et rendement » (Freund 1968: 16). Weber a mis en relief les manifestations de ce processus dans les principaux domaines de la vie. Dans la sphère religieuse, par exemple, le corollaire de cette rationalisation est ce que Weber appelle le « désenchantement du monde ». Cette expression fait référence à l'idée que l'action se voit de moins en moins régulée par la magie, le sacré et le symbolique. C'est la montée de la prépondérance de la science et de la technique, au détriment de la religion, des dieux, de la spiritualité, etc. Ainsi, la modernité « repousse la croyance à la magie, [alors que] les processus de ce monde se désenchantent, perdent leur sens magique, ils "sont" et "se passent" seulement, mais ils ne "signifient" plus rien » (Weber 1995b: 268).

Tout cela, Weber l'observe aussi au sein de la sphère économique. La rationalisation du monde économique aurait fait émerger une nouvelle forme de capitalisme, un capitalisme proprement rationnel et moderne (Disselkamp 1994: 82). L'analyse des répercussions sociologiques de ce phénomène permet de comprendre une dimension importante de la sociation du lien social. De fait, nous verrons que le sentiment d'appartenance propre à la communalisation s'effrite sous le poids des mécanismes capitalistes. La cohésion communautaire ne disparaît pas pour autant, mais elle perd petit à petit son statut de mode principal de régulation sociale. Le social tend maintenant à se reproduire sur la base d'intérêts individuels rationnels. S'engage dès lors un « processus de rationalisation et de sociation qui tend à gagner du terrain dans toutes les activités communautaires et dans lequel nous observons le moteur absolument essentiel de

l'évolution dans tous les domaines de la vie communautaire » (Weber 1995b: 43-44). Le capitalisme aurait conduit l'humain vers la modernité.

DÉFINITION DE L'IDÉALTYPE CAPITALISTE

Les traits caractéristiques du capitalisme vu par Weber se situent en continuité avec sa typologie du lien social et des actions sociales. Weber conçoit l'organisation rationnelle du travail comme un attribut distinctif du capitalisme moderne qui s'est développé en Occident. Cet attribut ne se retrouve qu'à un très faible degré dans les autres sociétés capitalistes (Aron 1966: 19). L'organisation rationnelle du travail « consiste dans la volonté et l'intelligence de tirer parti sans ménagements de toutes les chances de gagner de l'argent » (Weber 1995b: 386-87). L'exploitation méthodique des prolétaires constitue l'une des principales voies d'organisation rationnelle du travail. Une inextinguible soif du profit caractérise également le capitalisme moderne. L'entreprise est alors constamment orientée en fonction du compte de capital, où le calcul rationnel joue un rôle de premier plan. Il permet « [...] le calcul chiffré (a) des chances de toute opération économique projetée, et (b) du succès de toute opération économique accomplie, calcul fondé sur la comparaison du "coût" et du "bénéfice" en termes monétaires et l'examen comparatif du "produit net" de plusieurs initiatives possibles sur la base de ces calculs » (Weber 1995a: 132). D'autre part, la séparation du ménage et de l'entreprise vient caractériser cette forme de capitalisme. Pour Weber,

> « ce qui est décisif, c'est la distinction "comptable" et juridique entre la "maison" et "l'exploitation" et le développement d'un droit construit sur cette séparation: [...] ce fait appartient aux phénomènes qui marquent le plus clairement la singularité qualitative de l'évolution qui a conduit au capitalisme moderne » (Weber 1995b: 116).

Il voit le capitalisme comme la rationalité en finalité par excellence, donc comme un agent de sociation du lien social. C'est à partir de ces propriétés que l'idéaltype capitaliste nous a servi « d'unité de mesure » de la rationalité. Weber a donc tracé le portrait de l'idéaltype capitaliste dans le but de comprendre le « sens subjectif » ou, en d'autres termes, la signification que les hommes ont donné à leur existence à l'intérieur d'un *esprit* capitaliste.

Comme dans toutes « actions à orientation économique », le capitalisme intègre les faits sociaux qui entourent et façonnent son développement. L'économie capitaliste demeure inextricablement liée au reste de la société, car elle « s'inscrit d'emblée dans les dimensions du social, du politique et de l'idéologique » (Beaud 1997: 82). Les valeurs figurent également parmi

ces facteurs influents, d'où la présence de formes multiples de capitalisme « et la diversité de ses enracinements nationaux et culturels » (Beaud 1997: 78). Ce caractère sociologique du capitalisme a attiré notre attention. Nous avons voulu analyser de quelle manière les dirigeants d'entreprise sont influencés par le substrat culturel groenlandais. En outre, nous avons examiné dans quelle mesure ce capitalisme a modernisé la collectivité groenlandaise depuis sa colonisation.

MONTÉE DU CALCUL RATIONNEL ET MONÉTARISATION DE L'ÉCONOMIE

L'analyse wébérienne renvoie à deux phénomènes, non exclusifs au capitalisme mais dont l'utilisation fut exacerbée par celui-ci, concourant à la sociation: la généralisation du calcul rationnel et de la monétarisation de l'économie (Weber 1995b: 111-112). De façon irréversible selon Weber, ces pierres angulaires de l'action capitaliste constituent des outils sensiblement efficaces de rationalisation, non seulement sur le plan économique, mais également social.

L'exemple du don, qui dans la communauté traditionnelle était l'une des principales sources de cohésion, est très éclairant quant aux processus de sociation.

> « Le don est une "communalisation" car ce qui importe dans l'échange-don ce n'est pas tant l'objet que le lien qui circule. L'échange crée la sociabilité, affirme Sahlins (1976 ; 236). Le don inscrit indistinctement chaque personne dans une équation que Mauss a écrite ainsi: donner-recevoir-rendre. Cette formule ternaire place tour à tour le sujet dans la position exclusive de donateur ou de donataire (Bloch et Buisson, 1991 ; 55). Cette relation inscrit doublement la personne dans le groupe, tout d'abord en tant que créancier puis ensuite en tant que débiteur. Cette forme de relation sociale fonctionne donc à la réciprocité » (Martin [à paraître]).

La venue du calcul objectif aurait permis d'identifier les contributions de chacun, participant à la prise de conscience d'une certaine individualité au sein de la communauté, voire à sa fragmentation. Le don tombe lorsqu'il est objectivé, lorsqu'il comporte une contrepartie explicite; c'est justement ce que la monnaie et le calcul permettent, comme l'explique Godbout:

> « Comment en effet parler des règles du don, alors que l'une d'entre elles semble être qu'elles doivent rester cachées des membres de la société où elles sont observées, comme si leur révélation devait entraîner la disparition du don […] » (Godbout 1995: 262).

La valeur quantitative explicite prend le pas sur la valeur qualitative implicite. Aussitôt, la modernisation est attisée par ces agents de sociation.

PRÉDOMINANCE DE L'ACTION À ORIENTATION ÉCONOMIQUE ET DE L'INTÉRÊT INDIVIDUEL

Avec la sociation des rapports sociaux, l'action sociale devient de plus en plus « à

orientation économique », soit des conduites qui visent dans leur intention à aller au-devant d'un désir d'utilité et qui tiennent compte de faits économiques (Weber 1995a: 101). On assiste à la mutation d'une production traditionnelle de valeurs d'usage, à une production moderne de valeurs d'échange. On ne fabrique plus du pain uniquement parce que l'on doit se nourrir, mais parce qu'il permet d'acquérir d'autres biens ou services par le biais de l'échange. De la même manière, le lien social se rationalise selon les principes de l'échange économique. Là, Weber rejoint en partie la thèse de Smith sur la place prépondérante de l'économique comme base de la cohésion sociale:

> « À ses yeux [(Smith)], en effet, même s'il n'y a pas de bienveillance réciproque entre les hommes, le lien social n'est pas rompu pour autant. Il continu de se maintenir pour des raisons "économiques". Il décrit à ce propos: "...Elle (la société) peut alors subsister entre les hommes, comme elle subsiste entre des marchands, par le sentiment de son utilité, sans aucun lien d'affection: quoique alors aucun homme ne tienne à un autre, par les devoirs ou les nœuds de la gratitude, la société peut encore se soutenir, à l'aide de l'échange intéressé des services mutuels, auxquels ont a assigné une valeur convenue" » (Smith, cité dans Rosanvallon 1989: 40).

L'action à orientation économique « fait du désir éventuellement de tiers le fondement de son orientation » (Weber 1995a: 52). L'*homo œconomicus* oriente son action conformément à son propre intérêt, mais aussi par rapport à autrui, gardant toujours en tête que l'autre agit lui aussi en fonction de son intérêt. L'intérêt de l'*autre* devient la source d'épanouissement de l'intérêt de l'individu, à l'intérieur d'un compromis rationnel entre son intérêt et celui du partenaire. L'intérêt individuel émerge peu à peu comme fondement des pratiques sociales. La sociation désigne justement cette coexistence d'intérêts individuels.

> « "Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de biens ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme; et ce n'est jamais de leur besoin que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage" » (Smith, cité dans Rosanvallon 1989: 40).

L'individu ne se conduit plus à des fins de bien-être collectif, comme il l'aurait fait traditionnellement, mais au sein d'un égoïsme particulièrement individualiste. C'est ainsi que le capitalisme moderne aurait contribué à faire entrer au sein des rapports sociaux le phénomène de l'individualisation, de l'atomisation des individus. Comme Durkheim et Tönnies, Weber voit dans la montée de l'individu le contrecoup du passage de la communauté à la société.

« Expansion des possibles »

Alors que la communauté traditionnelle laissait peu de place à la différenciation interindividuelle, le capitalisme montant brise ce moule univoque d'action sociale. Il crée de multiples choix de réalisation personnelle, grâce aux possibilités amenées par la monnaie, la consommation de masse, l'ouverture sur le monde et surtout la prise de conscience d'un pouvoir sur son devenir. Le capitalisme a engendré une « expansion des possibles ».

> « De l'intérieur se font sentir l'épanouissement et la différenciation des capacités et des besoins économiques en relation avec l'augmentation quantitative des moyens économiques. Car, au fur et à mesure que se multiplient les possibilités, offertes par la vie, l'individu supporte de plus en plus difficilement d'être lié aux formes de vie strictes et indifférenciées que la communauté prescrit et il désire de plus en plus faire sa vie individuellement et jouir à son gré des profits que lui permettent ses capacités propres » (Weber 1995b: 109).

Weber souligne que l'« on aurait tort d'oublier le fait sociologique que l'approvisionnement capitaliste crée des besoins "nouveaux" et en fait dépérir d'anciens » (Weber 1995a: 148). Le lieu où se tissent les solidarités mécaniques (au sens durkheimien) se voit mis au second plan. La communauté qui formait autrefois un tout homogène se fragmente sous cette émancipation de l'individu. La notion de travail prend un tout autre sens et une importance inédite. Ce phénomène est typique de la modernité capitaliste et caractérise également les sociétés de l'Arctique, au Nunavik par exemple.

> « Avec l'expansion bienveillante — mais coloniale aussi, dans le contexte autochtone canadien — de l'État-Providence, à partir du milieu des années cinquante, les attentes non-traditionnelles ont connues une espèce d'explosion au sein des "premières nations" du Nunavik [...]: logement, services socio-sanitaires, biens de consommation, éducation, moyens de transport et de communication, divertissement et loisirs de toute sorte, etc., cela fait désormais partie de la vie. [...] où les désirs s'émancipent du plancher des besoins élémentaires et limités que fixaient naguère les usages coutumiers, pour se lancer en ascension dans plusieurs directions à la fois » (Simard *et al.* 1996: 157).

Ces besoins nouveaux sont accompagnés d'une montée des ambitions, dont le capitalisme servira les intérêts, car « l'élévation des attentes s'accompagne d'une compulsion proportionnelle à travailler d'arrache-pied pour gagner de quoi rattraper ses désirs — pas seulement de confort ou de possessions mais par une sorte d'enchaînement, de réalisation individuelle et de maîtrise du destin » (Simard *et al.* 1996: 157).

Cette émancipation de l'individu lui permet d'exercer un regard critique sur son avenir, de développer une capacité de « réflexivité ». Ce symptôme typique de la modernité, jumelé à

l'expansion des possibles, ne sera pas sans bouleverser l'ordre social traditionnel:

> « La modernité tend à subvertir le principe même qui assure la reproduction de l'ordre traditionnel des choses: la fidélité aux normes de conduites ancestrales. Car elle ouvre fatalement l'horizon des possibles, un univers sans précédent de choix entre des sollicitations alternatives, plus ou moins compatibles où les éléments de tradition ne comptent que pour des options parmi d'autres » (Simard *et al.* 1996: 113).

L'expansion des possibles du capitalisme tend ainsi à faire dépérir la mécanique de la communalisation.

MARCHÉ ET COMPÉTITION

Le capitalisme sociétise le lien social en vertu du caractère compétitif qu'il impute à l'activité économique. Le marché, lieu d'épanouissement du capitalisme, devient le lieu de la régulation sociale. Ce phénomène n'est pas sans conséquence sur la communalisation. En effet, « la participation à un "marché" prend une forme différente [...]. Elle crée entre les partenaires isolés une sociation et une relation sociale (avant tout une concurrence) entre ceux qui cherchent à faire un échange, car ils sont obligés d'orienter mutuellement leur comportement les uns par rapport aux autres » (Weber 1995a: 82). Pour Weber, la compétition tend à instituer la sociation organisée de manière rationnelle (Weber 1995b: 55), et par là l'affaiblissement du lien communautaire. C'est chacun pour soi; c'est la « main invisible », illustrée par Smith (Rosanvallon 1989: 46-47) où le marché constitue une loi régulatrice du social sans législateur. La loi de la valeur règle les rapports d'échange entre les marchandises, et les rapports entre les personnes qui sont compris comme des rapports entre marchandises, sans aucune intervention extérieure, comme le faisait jadis la tradition ou la religion. Comme le soulignait Rosanvallon (1989: 32-33), le marché est le mode de représentation de la société qui permettra d'en penser le « radical désenchantement ».

LE CAPITALISME COMME NORME DOMINANTE DE LA RATIONALITÉ

Pour Weber, le processus de sociation de la sphère économique est si bien avancé que le capitalisme est aujourd'hui une norme incontournable. « Une entreprise capitaliste individuelle qui ne serait pas animée par la recherche de la rentabilité serait condamnée à disparaître » (Weber 1964: 15). Cette recherche de haut rendement, cet espoir de profit à l'intérieur des possibilités de l'échange, est alors un impératif à la survie d'une entreprise.

> « Dans la société capitaliste occidentale, on trouve même un système de normes légitimant le droit d'orienter l'usage du capital, que le monde, du haut en bas de la stratification sociale,

> est “obligé” de respecter. Si cette “obligation” n’existait pas, nous aurions affaire à une autre société, et si les maîtres et les sujets répondaient de leurs actes devant deux structures normatives entièrement différentes, on ne parlerait pas d’*ordre établi*. Ces normes sont terriblement complexes, parfois contradictoires (ex.: la valeur “loi du marché” et la valeur “démocratie”) mais en très gros, on pourrait dire qu’elles se ramènent à ce qu’on désigne par “liberté individuelle” et à ce que Max Weber appelait “la rationalité des moyens par rapport à un but”, (rebaptisé “instrumentale” par Karl Mannheim). […] La rationalité instrumentale vient, en quelque sorte, fixer les normes pratiques selon lesquelles s’accomplissent ces valeurs potentiellement contradictoires: elle s’exprime par les lois dites “objectives” du marché, rendement économique, de l’efficacité du travail, [...] [etc.] » (Simard 1982: 478).

Le capitalisme serait l’un des modes de régulation et d’intégration les plus importants des sociétés contemporaines. Et, l’emprise de la sphère économique au cœur de la cohésion sociale résulterait, selon Weber, d’un processus sociohistorique précis. La question est de savoir « comment en sommes-nous venus à considérer le travail et la production comme le centre de notre vie individuelle et sociale? » (Méda 1995: 28). Selon nous, saisir ce processus permettrait également de « comprendre, soit le fait que des individus séparés puissent s’unir pour former société, soit le fait qu’étant unis, les hommes continuent de vivre en communauté » (Farrugia 1993: 17). La sociation opérée par le capitalisme contribuerait à expliquer le lieu central où se tissent les liens sociaux. L’une des portes d’entrée privilégiées quant à une telle analyse est celle de la rationalité des individus, dans notre cas chez les dirigeants d'entreprise.

Comprendre le fonctionnement du capitalisme, son influence et ses racines, c’est à la fois saisir le lien social. C’est comprendre, comme le souligne Aron (1967: 521), pourquoi « la civilisation capitaliste, avec sa rationalisation, son régime de masses, est aujourd’hui écrasante pour l’individu ». C’est cette sociologie qui a su guider de manière féconde la démarche de la présente étude.

CHAPITRE 2 — MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre fait état des démarches que nous avons entreprises afin de répondre à notre question de recherche, ainsi que les justifications et le degré de réussite de ces choix méthodologiques. Nous traiterons de chacune des étapes de cueillette, traitement, analyse et interprétation des données. Aussi, la méthodologie utilisée fera l'objet d'une discussion épistémologique relativement à la validité et aux limites d'inférence des résultats. Les méthodes de la présente recherche sont au nombre de trois: l'analyse de statistiques descriptives, des entrevues semi-dirigées et de la littérature sociohistorique.

ANALYSE DE STATISTIQUES DESCRIPTIVES

Visant à décrire le contexte des réalités à l'étude, nous avons effectué une analyse de statistiques descriptives, soit des données chiffrées les plus récentes sur la population, la comptabilité nationale, le commerce international ainsi que le marché du travail groenlandais.

Ces données ont été recueillies lors d'une première recherche sur le terrain effectuée à l'hiver 1999 — d'une durée de trois semaines — à *Statistics Greenland*, l'instance gouvernementale chargée de la compilation des statistiques[3] (dans la ville de Nuuk, au Groenland). Neuf entrevues dirigées — enregistrées sur bande audio — ont été effectuées auprès des employés de cet organisme, afin de saisir avec précision la nature des indicateurs statistiques utilisés et la validité des données. Il était impératif de connaître la définition de ces indicateurs, les processus de collecte et de traitement des données, pour ensuite identifier les réalités concrètes qu'elles permettent de mesurer (Gauthier et Turgeon 1998: 414). La récolte de ces données s'inscrivait dans le cadre du projet de recherche « Sociologie économique comparée de

[3] En plus de statistiques descriptives recueillies à *Statistics Greenland*, nous avons procédé à une revue de la littérature, afin d'utiliser les données secondaires, analyses et interprétations pertinentes contenues dans ces documents pour parfaire notre examen du contexte groenlandais.

l'Arctique circumpolaire » dirigé par Gérard Duhaime, du GÉTIC[4] de l'Université Laval. Voici la liste des données de *Statistics Greenland* qui ont été utilisées. Ces statistiques ont été analysées dans le but de caractériser l'environnement social dans lequel baignent les dirigeants d'entreprise étudiés:

Démographie

Population née au Groenland, 1993-1998,

Population née à l'extérieur du Groenland, 1993-1998,

Population âgée de 15 à 59 ans selon le lieu de naissance, Groenland, 1993-98.

Comptabilité nationale

PIB calculé selon la méthode des revenus et autres agrégats de comptabilité nationale, Groenland, 1981-1996 (millions, couronnes danoises),

PIB par secteurs et branches d'activité économique, Groenland, 1988 (millions, couronnes danoises, %),

PIB par secteurs, branches et groupes d'activité économique, Groenland, 1988 (millions, couronnes danoises, %).

Commerce international

Exportations, Groenland, 1993-98 (millions, couronnes danoises, %),

Importations, Groenland, 1993-98 (millions, couronnes danoises, %),

Balance commerciale, Groenland, 1987-1998 (millions, couronnes danoises).

Marché du travail

Emploi par secteurs et branches d'activité économique, Groenland, 1996 (source: Danielsen *et al.* 1998).

Certains de ces indicateurs méritent d'être définis avec plus de précision. Les données démographiques ont permis de cerner le niveau d'urbanisation de la population, la division ethnique entre autochtones et allochtones, ainsi que les inégalités de revenus observables entre

---

[4] « Le GÉTIC est le Groupe d'études inuites et circumpolaires, où sont regroupés aujourd'hui l'essentiel des chercheurs nordiques en sciences humaines et en sciences sociales de l'Université Laval. Comme l'indique son nom, le GÉTIC s'intéresse à la fois à la recherche sur les Inuit, dont Laval est un chef de file depuis une trentaine d'années, mais aussi à l'étude de questions et de problèmes touchant le monde circumpolaire en général. C'est ainsi qu'au cours des dernières années, le GÉTIC a travaillé sur le thème général de la modernité dans le Nord, selon deux axes principaux: un axe ethno-culturel (ethno-histoire du Nord québécois, autonomie politique autochtone, savoirs autochtones, inuktitut) et un axe socio-économique (analyses statistiques sur la situation socio-économique des habitants du Nord du Québec, impacts sociaux des grands projets de développement en territoires autochtones, impacts économiques de la contamination de l'écosystème de l'Arctique oriental canadien) » (Robitaille [1994]).

ces groupes d'individus. Même si le critère du lieu de naissance n'est pas une mesure exacte de l'ethnicité (Poole 1995: 3), on peut supposer que la quasi totalité des individus nés au Groenland seraient de culture autochtone, car la très grande majorité de cette population parlerait un dialecte inuit (Commission des communautés européennes, tiré de Dorais 1996: 67). Les données du PIB par secteurs et branches d'activité économique ont permis de déterminer l'importance relative de chacune des activités économiques par rapport à la structure industrielle régionale. Plus précisément, nous avons utilisé le PIB « au coût des facteurs », soit l'indicateur le plus précis pour les fins de nos analyses; toutefois, ces données concernent l'année 1988, mais rien ne laisse croire que la structure de l'économie ait changé significativement depuis (entrevues auprès de chercheurs groenlandistes, février 1999). Cet indicateur inclut les bénéfices des employés, des travailleurs autonomes, des entreprises individuelles et des sociétés. Ces revenus ont été comptabilisés avant impôts. Les provisions pour consommation de capital fixe (dépréciation) sont incluses. Les intérêts et les revenus divers de placements ainsi que l'ajustement de la valeur des stocks sont également inclus (entrevues auprès d'employés de *Statistics Greenland*, février 1999). Quant aux chiffres sur le commerce international, ils se limitent aux importations et exportations visibles, c'est-à-dire les biens excluant les services, et permettent de déterminer la structure géographique de l'économie. Les autres indicateurs utilisés ne nécessitent pas davantage de précisions, comme le nombre d'employés par secteurs et branches d'activité économique.

Le traitement des statistiques descriptives s'est limité à une traduction du texte des tableaux statistiques du danois au français et de certains regroupements de données afin qu'elles se prêtent mieux à nos analyses. Ces dernières consistent à faire ressortir les principales caractéristiques des distributions de fréquences: les tendances intéressantes, les faits saillants, des comparaisons pertinentes avec d'autres régions, etc.

Les données de *Statistics Greenland* sont recueillies à la source de façon quasi exhaustive; elles constituent des données de population et non pas seulement d'échantillon. Elles concernent respectivement toute la population, tous les agents économiques, tous les employés, etc. Ainsi, ces données ont permis de mesurer les réalités pertinentes à cette étude. Les statistiques descriptives rendent les informations chiffrées plus intelligibles (Fox 1999: 7); dans notre cas, elles nous ont donné l'occasion de saisir efficacement la structure démographique et économique

du Groenland.

ENTREVUES SEMI-DIRIGÉES

Dans le but de recueillir les données qualitatives nécessaires à l'analyse de la rationalité des dirigeants d'entreprise, nous avons mené des entrevues auprès de ces derniers, lors d'une deuxième recherche sur le terrain au Groenland, à l'automne 1999.

ÉLABORATION ET DESCRIPTION DE L'ÉCHANTILLON

En premier lieu, nous avons sélectionné les dirigeants d'entreprise afin d'avoir un éventail représentatif des secteurs d'activités de l'industrie alimentaire groenlandaise, à savoir les secteurs privé, coopératif et gouvernemental, de même que primaire, secondaire et tertiaire. Pour ce faire, nous avons consulté la littérature relative à l'économie régionale, ainsi qu'un registre exhaustif des entreprises (Greenland Resources 1999). La désignation des répondants s'est donc opérée « par choix raisonné », une « technique qui consiste à retenir les personnes qui présentent des caractéristiques que le chercheur veut étudier. L'échantillonnage par choix raisonné repose sur le jugement du chercheur pour constituer un échantillon de sujets en fonction de leur caractère typique » (Fortin *et al.* 2001). L'idée était de rencontrer les principaux acteurs de notre cas d'étude, et non pas de prétendre à l'exhaustivité.

En définitive, onze unités de production ont été choisies, en respectant nos exigences d'échantillonnage: sept entreprises privées, une coopérative et six entreprises du secteur gouvernemental. Six d'entre elles sont de propriété privée et autochtone; l'autre entreprise privée est détenue par des Danois. Approximativement, les membres de la coopérative sont inuits dans une proportion de 90%, versus 10% d'origine danoise. Les autres entreprises sont possédées par le gouvernement régional, le *Home Rule*. Cet échantillon est assez hétéroclite; nous y retrouvons des unités de production allant du pêcheur à son compte, à des multinationales de plusieurs milliers d'employés. La diversité de l'échantillon nous a permis de comparer les logiques d'action propres aux entreprises gouvernementales et privées, ainsi qu'entre les répondants autochtones et allochtones. Toutefois, la variable ethnique s'est avérée stérile, étant donné l'absence de différences significatives entre le discours des Inuit et des Danois. La comparaison du discours gouvernemental et du discours privé a été nécessaire; en dépit d'une rationalité commune, nous le verrons, les dirigeants d'entreprise du secteur privé tiennent certains propos

anti-étatiques que l'on ne retrouve pas chez leurs homologues du gouvernement. Les personnes interrogées occupent des postes de dirigeants d'entreprise à divers niveaux: directeur de la production ou des ventes, membre du comité d'administration ou propriétaire. Leur moyenne d'âge est estimée à quarante-trois ans. Leurs entreprises sont localisées sur la côte ouest et sud-ouest groenlandaise, à Sisimiut, Nuuk et Narsaq (carte 1). Le choix des villes n'est pas fortuit; elles sont l'hôte des quartiers généraux des plus importants acteurs de l'industrie alimentaire. Toutes ces entreprises possèdent des établissements sur le territoire groenlandais et y concentrent la totalité ou une part substantielle de leurs activités. Une seule entreprise, d'ailleurs relativement importante parce qu'elle est unique dans sa branche d'activité (embouteillage de breuvages), a refusé de nous rencontrer. Ceci ne cause pas de problèmes majeurs sur le plan de la représentativité de notre cas d'étude, compte tenu que chacun des secteurs d'activités de l'économie demeure significativement représenté.

S'en tenir à l'industrie alimentaire permettait de restreindre les réalités étudiées, déjà amplement complexes. Également, cette industrie englobe une diversité de branches d'activités et de types d'acteurs économiques. De plus, cette alternative méthodologique éliminait les variations attribuables au type d'industrie qui prévaut. Cela dit, notre choix d'étudier l'industrie alimentaire est en quelque sorte arbitraire. Celle-ci s'imbrique dans une étude plus globale au sujet des réseaux de production et de consommation alimentaire, dans le cadre du programme de recherche « Le développement durable dans l'Arctique. Les conditions de la sécurité alimentaire » dirigé par Gérard Duhaime (GÉTIC, Université Laval). Somme toute, notre échantillon est assez consistant et diversifié pour la présente étude, qui vise d'abord à comprendre la rationalité des dirigeants d'entreprise.

Quinze entrevues ont été réalisées parmi les entreprises sélectionnées (nous avons parfois rencontré plus d'un répondant par entreprise), auxquelles s'ajoutent huit autres entretiens avec des informateurs-clés liés à l'industrie alimentaire groenlandaise. Au sein du secteur primaire, les dirigeants de certaines entreprises œuvrant dans les pêcheries (deux pêcheurs à leur compte, *Olsen Brothers*, *Polar Sea Foods*) et l'élevage (une ferme d'élevage du mouton) ont été rencontrés. Quant au secteur secondaire, des entreprises de transformation des produits de la pêche (*Royal Greenland*, *Nuka*) ainsi que de la venaison ou de l'élevage (*Sisimiut Foods*, *Neqi*)

font aussi partie du groupe à l'étude. Dans le secteur tertiaire, le transport (*Greenland Air, Royal Arctic Line*, *Blue Water Greenland*[5]) et la vente au détail (*KNI*, *Brugsen*) sont aussi représentés dans notre échantillon. Si l'on fait abstraction des secteurs privés des pêcheries et du commerce de détail qui comptent plusieurs dizaines d'entreprises, les entreprises que nous avons visitées sont généralement les seules, ou presque, dans leur branche d'activité; ainsi, notre échantillon représente tous les principaux types d'acteurs de l'industrie alimentaire groenlandaise.

Par ailleurs, nous avons discuté avec un représentant de l'association des chasseurs et pêcheurs particuliers du Groenland (*KNAPK*) et de l'association des pêcheries et exportations groenlandaises (*APK*), de même qu'avec sept chercheurs ayant plusieurs années d'expérience au Groenland (*c.f.* dans bibliographie: Rasmussen, Lyster, Greiffenberg, Nielsen, Winther, Kahlig, Poppel). Ces derniers nous ont conseillé sur la construction de notre échantillon et ont pu nous renseigner sur des sujets d'une grande importance tels que les pêcheries, la modernisation, les dynamiques étatiques et l'économie en générale au Groenland. Ces informateurs-clés constituent un second corpus d'entrevues construites en fonction de leurs champs d'activités respectifs (enregistrées sur bande audio); ces entrevues n'ont pas été menées d'après la grille d'entrevue principale. Elles ont fait l'objet d'une lecture adaptée à leur contenu, permettant de saisir les éléments contextuels pouvant affecter la rationalité des dirigeants d'entreprise.

SCHÉMA ET DÉROULEMENT DES ENTREVUES

Afin de limiter les biais possibles, tel que l'influence du chercheur et la formulation des questions, les entrevues ont plutôt été conduites sous forme de discussion. Les entrevues, d'une durée d'une heure, comportaient trois blocs d'informations à recueillir. Étant semi-dirigées, elles se sont déroulées selon une structure variable, au gré des personnes rencontrées, afin de favoriser le jaillissement implicite de la rationalité des dirigeants d'entreprise. Néanmoins, nous avons généralement débuté avec quelques questions simples (poste du répondant dans l'entreprise, nombre d'employés, identification des propriétaires), afin d'établir un climat de confiance adéquat.

---

[5] Les entrevues auprès de dirigeants d'entreprises de transport n'ont pas fait l'objet d'une analyse de contenu au sujet de leur rationalité. Ces entretiens ont été réalisés dans l'unique but de comprendre le contexte économique global.

Le premier bloc d'informations consistait à laisser parler l'individu des opérations de l'entreprise. Ces questions touchaient l'ensemble des étapes de production de l'entreprise: approvisionnement, transport, transformation des produits, mise en marché, négociations, gestion et qualification du personnel, fixation des prix, clientèles, etc. À mesure que l'entrevue évoluait, nous demandions des précisions sur tel ou tel fait abordé: notamment sur les critères capitalistes de gestion (ex.: gestion rationnelle, croissance, innovation et investissements financiers dans le but d'obtenir des profits), sur certains éléments illustrant la rationalité des dirigeants d'entreprise (valeurs, normes, idéologie, etc.) ou sur des sujets faisant référence à des phénomènes sociaux qui paraissaient influencer leur rationalité (l'intervention de l'État dans l'économie, la concurrence, les fluctuations du marché mondial, la gestion du personnel autochtone, la production et la consommation de la nourriture traditionnelle, etc.).

Le deuxième bloc consistait à en savoir plus sur la représentation qu'a l'individu de son travail et du rôle de son entreprise dans la société. Nous nous intéressions à la perception qu'a le gestionnaire de la ressource qu'il exploite. Nous voulions savoir si la nature du produit exploité avait une importance particulière pour l'entreprise et le dirigeant, sur le plan des valeurs par exemple. De la sorte, nous voulions vérifier si l'exploitation des produits locaux, comme la nourriture traditionnelle, a une signification spécifique en lien avec les coutumes inuites; si, par exemple, le fait d'exploiter la viande de phoque était un moyen d'épanouissement culturel, d'autodétermination, etc. Il s'agissait-là d'une façon détournée de situer le dirigeant d'entreprise vis-à-vis de l'idéaltype d'action capitaliste; agit-il conformément à la règle du « *business as usual* » comme le fait théoriquement l'*homo œconomicus*? quels sont les autres facteurs, outre ceux d'ordre économique, qui façonnent les configurations du raisonnement du manager? n'est-il intéressé qu'au profit? est-il sensible au milieu culturel dans lequel il opère? la tradition inuite est-elle prise en compte dans ses processus décisionnels? etc.

Le dernier bloc de l'entrevue servait à compiler les statistiques nécessaires au programme de recherche sur la sécurité alimentaire. Nous demandions alors les données chiffrées des comptes d'opérations de l'entreprise, soit la structure de leurs revenus et dépenses, notamment en lien avec l'alimentation, afin de cerner la part de cette industrie au sein de l'ensemble de l'économie. Mais, là aussi, en parlant de chiffres, la rationalité du gestionnaire transparaît dans les modalités d'expression et dans les subtilités du non-verbal. La facilité relative avec laquelle le répondant traite des flux monétaires de l'entreprise, ou la façon dont il aborde certains éléments du budget (ex.: les profits), avec crainte ou fierté, peut aussi bien expliciter le type de rationalité qui prévaut chez les dirigeants d'entreprise.

Nous avons obtenu les données voulues dès les premières entrevues. Le fait de ne pas poser directement de questions concernant la rationalité des dirigeants d'entreprise, mais plutôt d'entretenir une discussion sur leur quotidien et à propos des sujets qu'ils abordaient eux-mêmes, a favorisé un débit d'informations substantiel pour notre question de recherche.

LE TRAITEMENT ET L'ANALYSE DES DONNÉES D'ENTREVUE

Les questions et les réponses formulées durant les entrevues ont été transcrites mot à mot, à l'aide d'un logiciel de traitement de texte (*Microsoft Word*). Les transcriptions *verbatim* d'entrevues rassemblent tout le matériel sans faire aucun tri et permettent une analyse plus fine, fidèle aux entrevues (Savoie-Zajc 1998: 281). Ensuite, ces données ont été classées en utilisant *FileMaker Pro*, un logiciel de bases de données numérisées fonctionnant sous forme de fichier électronique. Chaque fiche comprend un nombre donné de « rubriques », dans lesquelles on range différents types d'informations (texte, nombres, dates, photos, sons, films, calculs, etc.). *FileMaker Pro* permet de trier les fiches selon les différentes rubriques et d'y effectuer des recherches. Au total, environ 1 000 fiches contenant essentiellement des notes de lecture (citations, résumés, etc.) ainsi qu'à peu près 500 autres fiches constituées d'extraits de nos entrevues ont été construites dans le cadre de la présente étude. Ces fiches ont été classées, comme le suggèrent Mills (1983: 202) et Mace (1988: 92), d'après nos dimensions, concepts et indicateurs de recherche, les auteurs d'articles scientifiques et la chronologie des événements historiques; par exemple: le développement économique du Groenland et son industrie alimentaire, les processus de modernisation, la rationalité des acteurs sociaux et dirigeants d'entreprise, les valeurs, les discours, le capitalisme et l'histoire groenlandaise. Écrire et classer

des notes de lecture ainsi que des données d'entrevue attise la réflexion; cela stimule « l'imagination sociologique » (Mills 1983: 203).

L'analyse des données d'entrevue s'est effectuée selon la méthode de l'« analyse de contenu », qui consiste à décrire et interpréter le contenu manifeste des données; qui parle? pour dire quoi? par quels procédés? dans quel but? (Mace 1988: 95). L'objectif était de présenter les discours des dirigeants d'entreprise interviewés, afin d'identifier les valeurs qu'ils prônent. Pour se faire, nous avons scruté nos fiches d'entrevue, dimension par dimension, concept par concept, indicateur par indicateur. Au terme de cette opération, nous avons sélectionné des extraits d'entrevue qui illustraient adéquatement les grandes lignes des discours dominants qui nous permettaient de répondre à notre question de recherche; qui adopte tel ou tel discours? quelles sont les idéologies prêchées? dans quelle mesure se rapproche-t-on d'une rationalité capitaliste? Notre présentation des données d'entrevue s'est opérée de façon à ce que aucune entreprise puisse être identifiée. Par conséquent, il a souvent été impossible de traiter des activités et de la localisation des entreprises, pour ne pas qu'on les reconnaisse. Nous avons présenté les discours des dirigeants d'entreprise du secteur privé d'une part, et du secteur gouvernemental d'autre part, c'est-à-dire regroupés, afin d'assurer la confidentialité promise aux répondants. Aussi, nous avons intégré à ces analyses une première étape d'interprétation sociologique de la rationalité des dirigeants d'entreprise, en les classant par rapport aux notions wébériennes d'« action sociale », de « capitalisme » et de lien social (« communalisation »-« sociation »). Bref, au terme de cette analyse de contenu, nous avons été en mesure d'exposer et d'illustrer les discours à l'étude, ainsi que les types de rationalités qui en découlent.

DISCUSSION ÉPISTÉMOLOGIQUE SUR LA MÉTHODE DES ENTREVUES

Parce qu'il s'agissait d'étudier la rationalité des acteurs sociaux, nous avons fait appel aux méthodes qualitatives, à l'instar de plusieurs chercheurs qui s'attardent aux dynamiques sociales du point de vue des acteurs, notamment dans le domaine de la sociologie de l'entreprise (Chanlat 1992: 113). Parmi ces méthodes, nous avons privilégié l'entrevue semi-dirigée, car elle « permet de capturer les perspectives individuelles d'un phénomène donné », elle donne un accès efficace à l'expérience des individus et génère des informations riches en détails et en descriptions (Kvale 1996, tiré de Savoie-Zajc 1998: 269 ; Savoie-Zajc 1998: 281). En outre, l'entrevue semi-dirigée permet d'adapter le schéma d'entrevue en fonction du discours du répondant (Savoie-Zajc 1998:

281). D'Iribarne, chercheur ayant beaucoup investis les dimensions culturelles de la sociologie de l'entreprise, préconise lui aussi la cueillette de données par entrevues (Sainsaulieu 1987: 149). La souplesse de cet outil permettait, dans notre cas, de mettre en relief la rationalité des individus de la façon la plus naturelle possible; le fait de demander aux répondants de nous expliquer le fonctionnement de l'entreprise était la manière toute indiquée d'observer indirectement leur rationalité.

Par contre, les entrevues semi-dirigées comportent certaines limites; la validité des réponses peut s'avérer douteuse pour plusieurs raisons. Premièrement, certaines personnes interrogées peuvent être réticentes à révéler des informations qui concernent l'organisation qu'elles représentent. Par exemple, il est possible que la position de certains dirigeants au sein de l'entreprise influence leur discours et qu'ils aient tendance à présenter une image consensuelle de leur entreprise (Pépin [1994]: 27). Pour certains dirigeants d'entreprise, « l'important n'est pas de créer une image de la "véritable" nature de l'organisation mais une image qui permet d'atteindre l'efficacité et la performance » (Pépin [1994]: 28). D'autres craignent l'espionnage industriel ainsi que les inspecteurs de l'État, faisant en sorte que certaines informations resteront secrètes. Cela nous amène à réfléchir au problème de l'écart entre le discours et la pratique; le sociologue doit décoder les idéologies qui se cachent derrière les discours des acteurs ainsi que les pratiques souvent masquées ou déformées sous ses représentations (Maurice 1990: 318). Par ailleurs, notre corpus de données qualitatives nous provient uniquement du discours, de la perception et des connaissances d'un nombre donné de dirigeants d'entreprise. En aucun cas il serait justifié de généraliser nos conclusions à un ensemble plus vaste d'individus sans procéder à d'autres analyses à partir d'autres données empiriques. Nos analyses et interprétations ne s'appliquent qu'à notre échantillon.

INTERPRÉTATION SOCIOHISTORIQUE

Afin de comprendre la genèse des phénomènes sociaux ayant contribué à l'émergence des rationalités observées, nous avons adopté une approche sociohistorique. Dans cette optique, nous avons réalisé une analyse de contenu de la littérature scientifique. Par le fait même, l'objectif était de vérifier empiriquement — au Groenland — notre hypothèse théorique: la sociation du lien social par la pénétration du capitalisme, soit l'un des principaux axes de la théorie wébérienne du changement social.

La cueillette des documents nécessaires (articles ou livres scientifiques) s'est effectuée en trois principales étapes, afin d'obtenir un maximum d'informations. Premièrement, nous avons fouillé le centre de documentation du GÉTIC, notamment le contenu des revues *Études/Inuit/Studies*, *Arctic* et *Polar Record*. Dans un deuxième temps, nous avons interrogé les banques de données *Ariane* de la bibliothèque de l'Université Laval et *Arctic and Antartic Regions*[6], à partir de plusieurs mots-clés liés à notre question de recherche. Finalement, nous avons amassé plusieurs autres documents à *Ilisimatusarfik*, l'université du Groenland, et à *Statistics Greenland*, lors de nos recherches sur le terrain. Au total, ces démarches nous ont permis de couvrir une partie considérable de la littérature anglophone et francophone pertinente.

En ce qui a trait au traitement et à l'analyse des données, toutes nos notes de lectures ont été classées grâce à *FileMaker Pro* selon « une grille d'analyse *fermée* où les catégories sont déterminées dès le départ par une théorie dont on veut tester les prédictions (ou hypothèses) » (Landry 1998: 336). Dans notre cas, notre grille d'analyse était constituée des notions wébériennes d'« action sociale », de « communalisation » et de « sociation »; à cet égard, nous étions particulièrement attentif aux passages traitant du capitalisme comme moteur des dynamiques de modernisation (ou « sociation ») des rationalités individuelles ou collectives. Nous avons analysé les faits sociaux pertinents en ordre chronologique, afin de demeurer fidèle à la genèse groenlandaise et parce que les différentes périodes historiques du Groenland possèdent des modalités de modernisation du lien social qui leur sont propres. Notre approche sociohistorique ne consistait donc pas à refaire l'histoire du Groenland, mais d'en faire une lecture orientée en fonction de notre théorie et de nos données empiriques. Par conséquent, nous n'avons pas attribué la même importance aux faits historiques repérés dans la littérature, dont certains sont restés dans l'ombre soit parce que nous les avons jugés non pertinents ou soit par manque d'information à leur sujet. Le propre de l'approche sociohistorique n'est pas d'énumérer des faits historiques pour eux-mêmes, mais bel et bien pour leur potentiel explicatif; en tant que

---

[6] *Arctic and Antartique Region* est une collection de plusieurs bases de données portant sur les régions polaires. Elle contient des périodiques scientifiques, des monographies, des actes de colloques, conférences et symposiums, des rapports gouvernementaux, des thèses et mémoires universitaires ainsi que des livres. Ces sources proviennent de plusieurs disciplines telles que l'ingénierie, l'environnement, les sciences sociales et les technologies.

sociologues de l'histoire, nous avons cherché « des liens de cause à effet, des corrélations, des relations entre faits sociaux et non pas seulement un simple enchaînement d'événements » (Turcotte 1996: 95). En somme, ce type d'analyse de contenu permet de tester à la fois les hypothèses théoriques et empiriques de recherche (Landry 1998: 336), en s'inspirant du « modèle d'appariement » où, « partant d'une théorie, le chercheur prédit une configuration théorique qu'il compare à la configuration empirique observée » (Landry 1998: 349), et du « modèle historique » où « le chercheur compare ses prédictions sur l'évolution temporelle d'un phénomène avec les données empiriques qu'il a recueillies » (Landry 1998: 349). Pour nous, il s'agissait de valider la théorie du changement social de Weber au Groenland et d'interpréter l'origine sociohistorique des rationalités observées au sein de nos données d'entrevues.

L'approche sociohistorique nous est apparue pertinente, car elle permet de comprendre l'environnement social actuel qui façonne la rationalité des dirigeants d'entreprise. Selon nous, cet environnement ne peut se comprendre entièrement que si l'on tient compte de ses antécédents historiques.

> « L'histoire participe à la compréhension du fonctionnement des entreprises parce qu'elle définit des héritages, des traditions, et plus largement, les soubassements culturels de l'action de groupes sociaux définis par leur appartenance à un métier, d'entreprises définies par leur relation à un marché, ou à un bassin d'emploi » (Alter 1996: 164).

D'ailleurs, notre approche théorique implique un regard historique, car pour Weber « l'histoire représente un lieu où les humains construisent leur histoire et où leurs subjectivités s'expriment et se nouent dans l'interaction entre elles et avec l'environnement » (Turcotte 1996: 96).

De fait, Weber conçoit l'individu comme étant intrinsèquement historique:

> « "L'individu historique", [est] […] un complexe de relations présentes dans la réalité historique, que nous réunissons, en vertu de leur signification culturelle, en un tout conceptuel. [...] il doit être *composé* graduellement, à partir de ses éléments singuliers qui sont à extraire un à un de la réalité historique. On ne peut donc trouver le concept définitif au début mais à la fin de la recherche. En d'autres termes, c'est seulement au cours de la discussion que se révèlera le résultat essentiel de celle-ci » (Weber 1964: 47).

C'est pour cette raison que le contexte historique groenlandais ne sera présenté qu'au dernier chapitre, soit lors de l'interprétation de nos analyses empiriques. Les concepts de la théorie wébérienne du changement social (« action sociale », « communalisation », « sociation », « capitalisme » et « rationalisation ») permettront, en premier lieu, de caractériser les rationalités des dirigeants d'entreprise (chapitre 4) et, en deuxième lieu, d'orienter l'interprétation

sociohistorique de ces rationalités (chapitre 5).

> « [...] historiens et sociologues ont à considérer les concepts comme “des moyens de la connaissance”, donc à les construire en les formulant avec précision [...] et à ne pas les confondre avec la réalité historique ou sociale: ces concepts ne constituent ni ne copient la réalité empirique mais il “permettent de l’ordonner par la pensée d’une manière valable” » (Weber 1965, tiré de Fritsch 1996: 74).

Notre interprétation sociohistorique s’est avérée féconde, dans la mesure où la littérature analysée a permis de comprendre l’ensemble des dimensions à l’étude. Nous avons pu mettre en relief les origines des rationalités constatées, ainsi que l’influence du capitalisme dans les processus de modernisation du lien social groenlandais. Grâce à notre approche sociohistorique nous avons été en mesure, à la fois, de répondre à nos hypothèses empirique et théorique, signe de la validité de notre méthode (Landry 1998: 347).

CHAPITRE 3 — LE CONTEXTE GROENLANDAIS

Faisant géographiquement partie du continent américain, au nord-est du Canada, le Groenland est l'une des trois régions formant le Royaume du Danemark. Ce dernier est également constitué du Danemark scandinave et des Îles Féroé situées entre l'Islande et la Scandinavie. Ces territoires représentent des entités politiques relativement autonomes, chapeautées par le Parlement danois qui agit à titre de gouvernement fédéral. Le Groenland est d'une superficie d'un peu plus de deux millions de km^2, dont environ 85% est couverte de glace et inhabitée (Statistics Greenland 1999: 25). Le climat arctique qui y domine dénote toutefois des écarts de température notables selon les régions, comme en témoigne le climat subarctique du Groenland méridional (Poole 1995: 2). Une population d'environ 56 000 individus, majoritairement inuite, y est répartie le long des côtes, notamment celles du sud et de l'ouest.

La première forme de colonisation de cette région a été réalisée par Éric le Rouge, chef Vikings, vers 985 (Dorais 1996: 12). Mais ce n'est qu'à la fin du XI^{e} siècle que l'on retrouve les premiers témoignages de contacts entre les Blancs et les Inuit. Les Vikings auraient disparu du Groenland à la fin du XVI^{e} siècle, et ce n'est qu'en 1721 qu'a débuté l'occupation danoise que connaît encore le Groenland aujourd'hui. À cette époque, Hans Egede, ministre luthérien, a établi la colonie au nom du Roi du Danemark pour finalement y christianiser les Inuit, étant donné l'absence des Norses (Vikings) initialement visés (Gad 1984: 557). Ensuite, l'impérialisme danois a pris une forme économique; c'est le début des postes de traite et la création, vers 1774, du *KGH* (la Traite Royale Groenlandaise), entreprise d'État monopolisant le commerce (Dorais 1996: 14). Et jusqu'au milieu du XX^{e} siècle, l'« acculturation contrôlée » des habitants du Groenland, suivant l'expression de Dorais (1996: 14), se serait graduellement consolidée.

Après la Seconde Guerre mondiale, le Groenland a obtenu le statut de province danoise (1953) et du coup est entré dans un processus de modernisation accélérée visant à normaliser la région selon les standards occidentaux de civilisation (Dorais 1996: 15). Un plan de modernisation du Groenland a été entrepris par l'État danois à partir des années 1950, dont les objectifs avaient été établis par deux commissions étatiques connues sous les appellations « G-50 » et « G-60 » (Nuttall 1992: 19 ; Kleivan 1985: 703 ; Larsen 1992: 217). Dès lors, le gouvernement a proposé une série de réformes concernant l'économie, le logement, la santé,

l'éducation et la situation démographique (Kleivan 1985: 701). De façon générale, cette entreprise s'est opérationalisée par une intervention massive de l'État dans plusieurs sphères de la société, par des investissements considérables en infrastructures de toutes sortes, ainsi que par une relocalisation et une urbanisation de la population.

Au cours des années 1970, l'opinion publique groenlandaise a réclamé davantage d'autonomie interne (Dorais 1996: 14), revendications qui se sont soldées par la création du *Home Rule* en 1979. Ce dernier constitue le gouvernement autonome du Groenland. Depuis, les intérêts et préoccupations internes sont régis par les autorités régionales, alors que ce qui concerne les décisions d'ordre plus général est sous l'égide de l'administration centrale, au Danemark. Les pouvoirs appartenant toujours au Danemark touchent les domaines suivants: le droit constitutionnel, la citoyenneté (passeports, visas, etc.), la politique étrangère, la défense, la finance (politiques liées à la monnaie, aux banques, etc.) ainsi que la justice (Statistics Greenland 1997: 11). Le reste des pouvoirs est entièrement du ressort du *Home Rule*: industrie, commerce, emploi, éducation, affaires culturelles, santé et services sociaux, transport, environnement, logement, etc. (Larsen 1992: 227).

Rappelons-le, ces développements historiques auraient donné lieu à une autonomie politique significative et à un niveau d'industrialisation singulier dans l'Arctique. Le Groenland fait parfois figure de « modèle » de développement, d'« exemple », pour les autres territoires de l'Arctique et leurs communautés inuites (Creery 1994: 126 ; Lyck 1997: 15). Selon Duhaime (1999: 7), le Groenland serait un exemple de développement économique dont les autres régions circumpolaires pourraient tirer profit; cette région constituerait l'une des rares à exporter ses ressources renouvelables de façon massive et à substituer significativement ses importations, notamment dans le domaine de l'alimentation.

Sur le plan économique, une publication a vu le jour en 1998, à la demande de *Sulisa*, une entreprise gouvernementale vouée au développement de l'économie et de l'entreprenariat au Groenland: *Goals and Strategies in the Development of Greenlandic Trade and Industry* (Danielsen *et al.* 1998). Il s'agit d'une étude portant sur les quatre piliers de l'économie définis dans les politiques économiques du *Home Rule*: les pêcheries, l'exploitation minière, l'industrie

touristique ainsi que les autres activités de production et de commerce locales. Les principaux enjeux de développement de ces secteurs y sont explicités dans une optique libérale et des changements sont proposés; les auteurs suggèrent un retrait de l'État des sphères d'activités où il nuirait à la compétition, une privatisation des entreprises d'État ainsi qu'une plus grande influence des lois du marché dans l'économie.

Bien que ce document demeure une référence incontournable, ses analyses ne tiennent pas compte de certaines données macro-économiques et négligent l'examen de dimensions importantes tel que le secteur informel, l'administration publique ainsi que la répartition spatiale de l'économie.

Nous proposons un portrait analytique des structures démographique et économique à partir de données chiffrées et qualitatives issues de la littérature scientifique et de *Statistics Greenland*. Il sera question des caractéristiques de la population, ainsi que des activités économiques et de leur importance relative au sein de la structure industrielle groenlandaise. Nous traiterons aussi de la répartition spatiale de cette économie, tant sur le plan régional qu'international. Les informations contenues dans les sections suivantes sont essentielles à la compréhension de l'analyse et de l'interprétation de la rationalité des dirigeants d'entreprise à l'étude.

DÉMOGRAPHIE

URBANISATION DE LA POPULATION

Environ 56 000 individus habitent le Groenland (Statistics Greenland 1999b: 65). Autour de 45 000 personnes vivent dans dix-huit centres urbains, alors que quelque 10 000 individus résident au sein de cinquante-neuf petites localités, les autres étant dispersés dans des stations éloignées (ex.: bases militaires) (Poppel 1997: 15)[7]. Autrement dit, 80% de la population vit « en ville »; près de la moitié de la population se retrouve dans trois centres urbains, à Nuuk, Sisimiut et Ilulissat (Statistics Greenland 1997: 31). Ces centres urbains, situés sur la côte ouest du Groenland, auraient connu une large part de la croissance démographique depuis

[7] Tout au long de ce document, nous utiliserons les appellations « centres urbains » et « petites localités », faisant référence, respectivement, aux agglomérations urbaines de plusieurs milliers d'individus, et aux villages de moins de mille personnes environ.

approximativement dix ans (Larsen 1992: 219). Les petites localités groenlandaises ont quant à elles une population stable depuis plus d'une décennie — phénomène généralisable à l'ensemble de l'Arctique selon Rasmussen (1998: 48) — accueillant 20% de la population. Bref, la densité de la population du Groenland (0.03/km^2) serait trompeuse, masquant la réalité d'une population relativement urbanisée.

L'urbanisation du Groenland s'expliquerait, entre autres, par les politiques de relocalisation démographique des divers gouvernements ayant régi le Groenland jusqu'à aujourd'hui. Selon Kleivan (1985: 710) et Nuttall (1992: 19), les plans gouvernementaux G-50 et G-60 auraient eu comme objectif, dans les années 1950 et 1960, de relocaliser la population des petites communautés vers des centres urbains où le développement économique aurait été mieux réalisable. Rasmussen (1997: 3) explique que cette relocalisation aurait été effectuée par le biais d'une réduction des fonds alloués aux infrastructures et services à certains endroits, et une concentration de ce type d'investissement dans les régions visées par la relocalisation.

Nuttall (1992, 180) affirmait que les années 1990 laissaient présager l'intensification de la tendance centralisatrice au Groenland. Il prévoyait alors un développement économique important dans les grands centres urbains. Plus tard, Poole (1995: 3) allait dans le même sens: «the process of centralisation, begun in the 1960s with the policy G-60 which led to the closing down of a large number of settlements [...] continues today, with the three largest towns, Nuuk, Sisimiut and Ilulissat, experiencing the highest rates of growth ». En somme, tout porte à croire que le mouvement de concentration se poursuivrait aujourd'hui.

DISTRIBUTION ETHNIQUE DE LA POPULATION

Plus de 49 000 résidents du Groenland y seraient nés (Statistics Greenland 1999: 245), soit 88% de la population, et on peut supposer que la presque totalité de ces individus seraient de culture inuite. En 1981, d'après les données de la Commission des communautés européennes, reprises par Dorais (1996: 67), on estimait à 98% la proportion de la population née au Groenland parlant un dialecte inuit. Mais le critère du lieu de naissance n'est pas une mesure exacte de l'ethnicité: « whilst it is true that about [...] [nine tenth] of Greenland's population are of Inuit descent, it is important to note that distinction made in the official statistics between those born in Greenland and those born elsewhere can be somewhat misleading if taken as a guide to ethnicity or identity » (Poole 1995: 3).

Les individus nés à l'extérieur du Groenland seraient pour la plupart d'origine danoise[8] (Statistics Greenland 1999: 37) et viendraient surtout au Groenland pour y travailler. 89% d'entre eux auraient plus de 15 ans, principalement des hommes. Ils migreraient en territoire groenlandais à titre de travailleur en transit; plus de la moitié de ceux-ci y resteraient moins de cinq ans (Statistics Greenland 1999: 37) et généralement pour une durée de moins de deux ans (Poole 1995: 3). Les pêcheries et l'administration publique, deux piliers importants de l'économie, attireraient une part significative de ces personnes (Rasmussen 1998: 60). Ainsi, ces individus correspondent à plusieurs égards au « coopérant » observé par Duhaime au Nunavik:

> « Le coopérant est établi dans l'Arctique pour une durée déterminée. Il a un contrat qui peut être renouvelé et il n'est pas rare qu'il prolonge son séjour. Ses alliances, sa parenté et son "milieu" sont ailleurs; il a peu de contacts avec les Inuit en dehors de son travail. Il est embauché principalement dans les administrations, mais certaines entreprises font appel de manière privilégiée à ce type d'employés [...]. Il peut avoir deux motifs principaux pour travailler dans l'Arctique, qui ne s'excluent d'ailleurs pas: la disponibilité de l'emploi, la possibilité de gagner beaucoup d'argent et d'en économiser beaucoup, d'un côté; de l'autre, l'attirance du pays, des Inuit, des représentations qu'ils en ont reçues: misère ou exotisme » (Duhaime 1989b: 96). « Il y vient en début de carrière, et reporte le crédit de ce genre de défi à son curriculum vitæ. Il quitte le territoire à la fin de son contrat ou quand son compte d'épargne est garni à sa satisfaction » (Duhaime 1989b: 101).

[8] Nous faisons ici référence aux individus natifs de la région scandinave du Danemark, par opposition aux autres résidents nés au Groenland, également de citoyenneté danoise. C'est ce que nous entendrons dorénavant par l'expression les « Danois ».

Les gens nés à l'extérieur du Groenland occuperaient la même fraction au sein de la population totale que dans la population âgée de 15 ans et plus, soit autour de 10%. Cet apparent équilibre masquerait des inégalités entre individus nés au Groenland et le reste. Déjà, en ne considérant que la population active d'environ 29 000 personnes[9], on remarque que la part des gens nés à l'extérieur de la région monte à 18% (Danielsen *et al.* 1998: 21). Qui plus est, au sein de l'administration publique, environ 30% des employés sont nés à l'extérieur du Groenland (Statistics Greenland — *Labour Market* 1997: 8, tiré de Danielsen *et al.* 1998: 37). Un premier tour d'horizon indique une différenciation sociale notable, sans tenir compte d'autres facteurs hiérarchisant liés à l'éducation et au salariat.

ETHNICITÉ ET INÉGALITÉS DE REVENUS

Comparativement aux individus nés au Groenland, les Danois seraient plus qualifiés et occuperaient des emplois mieux rémunérés (OCDE 1999). Lyck (1997: 19) et Poppel (1997: 13) avancent que les individus les mieux payés accapareraient plus du tiers des revenus totaux de la région; ceux-ci seraient danois sept fois sur dix. Également, les gens nés au Groenland auraient un revenu correspondant à 40% de celui des autres individus et habitent davantage les petites localités, où les revenus sont moins élevés (Statistics Greenland 1999: 97).

L'État danois, surtout à partir du milieu du XX^{e} siècle, et l'État groenlandais après 1979 seraient en grande partie responsables de la modernisation du Groenland. Les dynamiques démographiques liées à ce processus auraient modifié la structure socioculturelle et économique de la région; l'expansion du salariat, le développement économique, la transformation des conditions de vie, l'effritement des traditions, etc., seraient venus bouleverser la société groenlandaise en l'espace d'environ 250 ans (Larsen 1992 ; Nuttall 1992 ; Kleivan 1985). Ce changement social institutionnalisé, issu de la colonisation, n'aurait pas offert les mêmes possibilités aux différentes entités ethniques du Groenland, créant ainsi des inégalités d'ordre économique entre ces groupes d'individus.

---

[9] La population active est ici définie comme étant la population totale de 15 ans et plus, moins les étudiants, les femmes au foyer et les retraités.

STRUCTURE INDUSTRIELLE

L'économie groenlandaise se caractérise d'abord par l'ampleur de son secteur tertiaire, relativement au reste de l'activité économique. Ce secteur représentait 60% du PIB au coût des facteurs de la région en 1988 (tableau 1). L'importance relative du secteur tertiaire au sein de la structure industrielle groenlandaise est une caractéristique que l'on retrouve dans l'ensemble des régions circumpolaires, tout comme pour les sociétés dites développées (Rasmussen 1997: 9). Quant aux secteurs primaire et secondaire, ils se partagent de façon égale le reste du PIB, accaparant chacun 20% de celui-ci.

Une lecture plus approfondie permet de mieux cerner l'importance de l'exploitation des ressources naturelles à l'intérieur du secteur primaire. De fait, environ les trois quarts de l'activité économique de ce secteur seraient attribuables aux pêcheries (tableau 2). Cette industrie représenterait la principale activité d'exploitation des ressources naturelles locales, dont l'importance s'étend au-delà du secteur primaire. L'exploitation des ressources minières accaparait le reste du secteur primaire en 1988, avec 5% du PIB. Cette activité n'aurait plus la même importance aujourd'hui; limitée à de l'exploration, elle serait néanmoins considérée importante en ce qui a trait au développement économique futur (Meibom 1997: 53 ; Larsen 1992: 215 ; Rasmussen 1997:16).

Les données du secteur secondaire mettent en évidence la relative diversité de cette économie. Malgré qu'il soit faible sur le plan quantitatif (3% du PIB), le secteur manufacturier constitue, du seul fait de sa présence, une caractéristique régionale singulière, comparativement aux autres régions nordiques où il est quasi inexistant (Rasmussen 1997: 9). Plus de la moitié des activités manufacturières seraient consacrées au domaine de l'alimentation. Les pêcheries y ont une place significative, une industrie se caractérisant par son statut presque exclusif de créateur de valeur ajoutée au Groenland, d'après Poole (1995: 22). L'importance des activités de construction est une situation typique des régions nordiques; au Groenland, cette industrie serait la deuxième en importance, celle-ci étant en partie contrôlée par l'État.

L'administration publique, qui représenterait le quart de l'activité économique totale et 43% du secteur tertiaire, serait l'activité économique la plus importante en termes quantitatifs. Si

nous considérons, de plus, le fait que l'État groenlandais possède en totalité ou en partie une certaine proportion des entreprises régionales, notamment les plus importantes, nous pouvons conclure que nous sommes en présence d'une économie relativement *étatisée*. Ce signe d'une présence considérable de l'État au sein de l'économie peut laisser supposer que l'ensemble de la vigueur économique de la région repose sur l'intervention gouvernementale, soit par le biais de subventions ou, plus directement, par l'intermédiaire des entreprises gouvernementales. Selon un rapport de l'OCDE (1999), le gouvernement épongerait parfois de manière non négligeable les déficits des entreprises privées et gouvernementales.

Le commerce de gros et de détail est le dernier groupe industriel accaparant plus de 10% de l'activité économique, les autres étant d'une moindre importance. Suivant ce constat, nous pouvons faire l'hypothèse que le Groenland possède un marché intérieur significatif; notamment par une commercialisation substantielle des produits alimentaires, situation constatée par Marquardt et Caulfield (1996), Rasmussen (1998b) et Duhaime (1999).

Mis à part le secteur public et le commerce, le reste des activités de services (transport, restauration, poste et télécommunication, etc.) représenteraient près de 25% du PIB, confirmant de nouveau le caractère tertiarisé de l'économie. Nous pourrions supposer que ces activités économiques « satellites » doivent leur existence aux principales branches d'activités régionales: l'administration publique et l'entreprise gouvernementale, la construction, et les pêcheries.

Ces activités économiques constitueraient le noyau de l'économie groenlandaise, chapeautées par l'agent économique premier: l'État. L'économie groenlandaise, par la prédominance de l'exploitation des ressources naturelles, de même que son caractère tertiarisé, étatisé et relativement diversifié pourrait constituer un exemple de structure économique occidentale typique. Toutefois, le Groenland ne correspond pas en tout point à ce « modèle ». L'intervention étatique caractérisant ce régime économique est telle que ce dernier peut être qualifié de « capitalisme d'État », d'après Rasmussen (1997: 11); le gouvernement intervient de multiples façons dans tous les secteurs de l'économie.

Tableau 1: PIB[10] par secteurs et branches d'activité économique, Groenland, 1988 (millions, couronnes danoises[11], %)

Secteurs d'activité	PIB au coût des facteurs (millions, Dkk)	%
Secteur primaire	**1 298,3**	**20,4**
Agriculture et pêcheries	970,7	15,3
Ressources minières	327,6	5,1
Secteur secondaire	**1238,0**	**19,5**
Secteur manufacturier	171,2	2,7
Construction	1 066,8	16,8
Secteur tertiaire	**3 827,6**	**60,1**
Transport	427,1	6,7
Communication et autres services publics	349,8	5,5
Commerce (gros et détail)	653,5	10,3
Tous les autres services	749,6	11,8
Administration publique	1 647,6	25,9
Total	**6 363,9**	***100,0**

Source: Grønlands Statistiske Kontor (1991: 4).

Note: Les branches d'activité économique présentées constituent l'agrégation de vingt-deux groupes d'activité économique (voir tableau 2). Les coûts des facteurs reliés aux services financiers sont inclus dans chacune des autres branches d'activité économique.

[10] Les données ici présentées constituent les données du PIB au coût des facteurs. Cet indicateur inclut les revenus de salaire et de traitement ainsi que les revenus bruts résiduels, qui représentent la somme des bénéfices des travailleurs autonomes, des entreprises individuelles et des sociétés. Les revenus bruts résiduels sont comptabilisés avant impôts. Les provisions pour consommation de capital fixe sont incluses. Les intérêts et les revenus divers de placements ainsi que l'ajustement de la valeur des stocks sont également inclus. Source: Statistics Greenland (entrevues effectuées en février 1999).

[11] Une couronne danoise (Dkk) équivaut à 0,19 dollar canadien (0,13 dollar américain). Inversement, un dollar canadien correspond à 5,37 Dkk (un dollar américain est égale à 7,79 Dkk) (taux de change du 3 avril 2000) (Oanda 2000).

[*] La somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100% étant donné l'arrondissement des données au dixième près.

Tableau 2: PIB par secteurs, branches et groupes d'activité économique, Groenland, 1988 (millions, couronnes danoises, %)

Secteurs d'activité	PIB au coût des facteurs (millions, Dkk)	%
Secteur primaire	**1 298,3**	**20,4**
Élevage	7,1	0,1
Pêcheries	963,6	15,1
Ressources minières	327,6	5,1
Secteur secondaire	**1238,0**	**19,5**
Alimentation et alcool	86,3	1,4
Industrie du textile	12,1	0,2
Industrie du papier	22,2	0,3
Industrie de la porcelaine	14,0	0,2
Industrie du fer et des métaux	36,6	0,6
Construction	1 066,8	16,8
Secteur tertiaire	**3 827,6**	**60,1**
Commerce de gros et commerce de détail	653,5	10,3
Hôtellerie et restauration	168,1	2,6
Transport	427,1	6,7
Poste et télécommunication	155,1	2,4
Finances et assurances	93,0	1,5
Logement	218,6	3,4
Électricité, pétrole et chauffage	194,7	3,1
Services aux entreprises	154,1	2,4
Éducation et services de santé privés	6,9	0,1
Loisirs et activités culturelles	17,9	0,3
Entretien résidentiel (incl. les réparations d'automobiles)	61,7	1,0
Organisations à but non-lucratif	29,3	0,5
Administration publique	1 647,6	25,9
Total	**6 363,9**	***100,0**

Source: Grønlands Statistiske Kontor (1991: 4).

Note: Les coûts des facteurs reliés aux services financiers sont inclus dans chacun des autres groupes d'activité économique.

* La somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100% étant donné l'arrondissement des données au dixième près.

LE SECTEUR PRIMAIRE

Les pêcheries. Industrie dominante dans le champ de l'exploitation des ressources naturelles et troisième en importance au Groenland, les pêcheries du secteur primaire représentaient 15% du PIB en 1988 (tableau 2). D'après Poole (1995: 21), un pourcentage de cet ordre sous-estimerait l'importance de la dépendance de l'économie à l'égard de cette activité. Celui-ci explique que cette industrie aurait des effets multiplicateurs sur le reste des activités économiques, notamment dans le domaine de la construction et de la distribution. Afin de comprendre l'ampleur de cette industrie, il importe d'observer l'emphase mise par les politiques économiques sur ces activités depuis quelques années.

Les politiques économiques du *Home Rule* — et autrefois de l'État danois — sont substantiellement orientées vers la promotion des pêcheries, afin qu'elles puissent éventuellement constituer la « colonne vertébrale » de l'économie (Nuttall 1992: 18 ; Kleivan 1985: 703 ; Rasmussen 1997: 16). Selon Poole (1990: 110), les objectifs du gouvernement de la fin des années 1980 étaient, entre autres, d'augmenter la flotte de pêche, de moderniser ses processus de transformation, de doubler sa capacité d'exploitation (développer la pêche le long des côtes et diversifier les produits exploités) et d'assurer l'augmentation des emplois au sein de cette industrie. Il est fort probable que l'application de ces politiques, par l'entremise d'investissements massifs, ait favorisé l'expansion de l'industrie des pêcheries par l'entremise de subventions. Par exemple, en 1996, l'industrie de la pêche aurait reçu 235 millions Dkk en subventions (Rasmussen 2000: 1 ; Danielsen *et al.* 1998: 8), représentant 24% du PIB de cette branche d'activité de 1988. Ces subventions correspondraient à 37 000 Dkk par employés, c'est-à-dire à peu près la moitié de la valeur du revenu imposable disponible *per capita*. De plus, la moitié des transferts de l'État attribués aux petites localités seraient constitués de subventions pour cette industrie (Rasmussen 1997b: 73). Il existe cinq formes de subventions accordées aux pêcheries: des subventions directes, notamment pour combler certains déficits; d'autres sommes monétaires sont versées aux entreprises afin de maintenir les prix payés aux pêcheurs; des subsides à des fins de création d'emplois; des enveloppes budgétaires allouées aux dépenses financières (intérêts sur prêts bancaires); et des subventions à titre de développement afin de diversifier les types de ressources exploitées (Danielsen *et al.* 1998: 55). C'est une industrie qui bénéficie de subventions indirectes sous la forme de rabais sur les coûts reliés à l'eau et

l'électricité. Nous pouvons conclure que le secteur primaire est significativement subventionné.

L'entreprise gouvernementale *Royal Greenland*, dont la mission est de pêcher, de transformer et de mettre en marché les produits de la mer, serait de loin la plus importante entreprise dans ce champ d'activité. Elle posséderait la plupart des infrastructures terrestres de la pêche (Statistics Greenland 1999: 54) et serait un acheteur important de matières premières à des fins de transformation et d'exportation. Notamment par l'intermédiaire de cette entreprise, l'État constituerait ainsi l'agent économique premier au sein des pêcheries groenlandaises.

Toutefois, en ce qui a trait au secteur primaire, les plus gros fournisseurs de matière première seraient les pêcheurs du secteur privé (Statistics Greenland 1999: 54 ; *Fishing News International* 1999: 11). Ce secteur des pêcheries représente l'essentiel de la flotte de petite et de moyenne taille (*i.e.* des bateaux de moins de 80 tonnes jauge brute). Celle-ci effectue 75% des ventes aux entreprises de transformation locales (Danielsen *et al.* 1998: 53), et constitue le segment des pêcheries le plus en expansion ces dernières années (Rasmussen 2000b). Finalement, ces acteurs constituent la plus importante part du secteur privé de l'ensemble de l'économie (Danielsen *et al.* 1998: 39).

Cependant, la majeure partie des activités des pêcheries sont accaparées par la flotte de haute mer, composée de bateaux-usines, dont les ventes directes à l'extérieur du Groenland équivalent au double du total des ventes locales de la flotte groenlandaise. Ces activités sont surtout l'apanage de *Royal Greenland* et *Polar Seafood*, cette dernière étant la plus importante entreprise privée de la région. Cette société impose actuellement une farouche compétition au quasi-monopole d'État *Royal Greenland* (Lyck 1999: 57 ; Danielsen *et al.* 1998: 54).

Rasmussen (1998: 68 ; 2000: 1) affirme que plus de 50% de la population serait impliquée régulièrement dans des activités de pêche, dont la moitié y serait engagée de façon commerciale. Selon Arnason et Friis (1994: 194), la plupart y travaillerait à temps partiel. Ce secteur compterait 3 500 employés (14% de l'emploi total) et représente le troisième plus important employeur (Danielsen *et al.* 1998: 23).

Génératrice de revenu, tant pour l'État que pour les citoyens, cette industrie serait aussi le principal tremplin des exportations groenlandaises, créant 93% de celles-ci (tableau 4). Relativement façonnées par l'intervention étatique, les pêcheries constituent en quelque sorte l'une des pierres angulaires de l'économie.

Les mines. Aucune forme d'exploitation du minerai n'existe présentement au Groenland (Arnason et Friis 1994: 186 ; OCDE 1999: 83). La dernière forme d'exploitation minière a été abandonnée en 1991 (mine de zinc située à Maarmorilik). Dans le passé, il y aurait eu une part significative d'activité économique dans ce domaine (5% du PIB en 1988); mais, selon plusieurs (Arnason et Friis 1994: 186 ; Poole 1995: 22 ; Lyck et Taagholt 1987: 57), celle-ci s'avérerait coûteuse et difficilement rentable. D'autres sources de minerai aurait été trouvées, mais elles demeurent inexploitées. Depuis 1992, l'exploration des sources de richesses minières aurait augmentée significativement (Statistics Greenland 1997: 41 ; OCDE 1999: 83), et accaparerait 0,2% de l'emploi (Danielsen *et al*. 1998: 23). Elle serait orientée vers des minerais tels que l'or, le diamant, le zinc, le nickel et le cuivre (OCDE 1999: 83).

Bien qu'aucune extraction ou transformation du minerai n'a lieu actuellement, l'industrie minière serait considérée comme l'une des composantes principales du développement économique de demain (Meibom 1997: 53 ; Larsen 1992: 215 ; Rasmussen 1997:16). La décennie 1990 fut caractérisée par un engagement explicite et concret du gouvernement groenlandais, qui considère les mines comme l'un des quatre piliers de l'industrie régionale et comme un moyen de diversification de l'économie. Pour l'instant, il est anticipé que cette branche d'activité reprendra place à moyen terme (Danielsen *et al.* 1998: 10)[12].

L'élevage. L'élevage commercial du mouton, surtout, et du renne constitue l'essentiel de cette industrie. 0,5% de l'emploi y serait consacré (Danielsen *et al.* 1998: 23). À lui seul, l'élevage du mouton occuperait 0,1% du PIB (tableau 2), fournissant directement ou non un revenu à environ 350 personnes (Statistics Greenland 1997: 39). Le Groenland compte environ cinquante éleveurs de moutons, et 1 éleveur de rennes. Ils gagnent leur vie grâce à la vente de la

[12] Pour une description complète des enjeux actuels de l'exploitation minière groenlandaise, voir « Mineral resources », chap. 5 dans Danielsen *et al.* (1998: 72-97).

viande de leur bétail, soit directement au consommateur ou à l'abattoir gouvernemental *Neqi* de Narsaq. Les débuts de cette activité remonte à 1770 avec les colons Norses, mais l'élevage que l'on connaît aujourd'hui date du début du XX^{e} siècle (Wareham 1993: 22). L'élevage est aujourd'hui un élément incontournable de l'économie et de la culture groenlandaise méridionale.

Même si l'élevage serait apparemment faible du point de vue quantitatif, il demeurerait significatif pour une partie de la population, au sud-ouest notamment: « in brief, it is apparent that sheep farming, while remaining an important means of livelihood for a small numbers of Greenlanders, cannot be developed to an extent to which it could contribute significantly to Greenland's national economy » (Wareham 1993: 22). Autrement dit, ce type d'activité serait non négligeable au sein de sa branche d'activité, mais n'est pas comparable à une industrie de taille comme les pêcheries:

> « But it is also quite clear how the development of agriculture — sheep farming — as developed into a quite important activity, with a value in 1996 of more than half of the total value of commercial hunting. It is worth keeping in mind, however, that the total value of commercial hunting and agriculture of approximately 40 millions Dkr. in 1996 together only accounts for around 10% of the value of commercial fisheries landed in Greenland » (Rasmussen 2000: 10).

D'après certains (Rasmussen H.E. 1992: 79 ; Arnason et Friis 1994: 186), cette industrie serait peu rentable, ce qui expliquerait l'intervention de l'État dans ce domaine; une intervention similaire à celle observée dans les pêcheries. Autant que faire se peut, l'État se révèle encore garant de la santé économique groenlandaise.

Le secteur informel de l'économie. Le concept d'économie informelle se retrouve abondamment au sein de la littérature portant sur les régions nordiques (ex.: Nuttall 1992, 1994 ; Langdon 1987 ; Caulfield 1993 ; Marquardt et Caulfield 1996 ; Commission royale sur les peuples autochtones 1996 ; Dahl 1989 ; Lyck 1990)[13]. De façon générale, cette notion n'est guère clairement définie.

Nous entendons ici par économie informelle les activités économiques non comptabilisées par l'État, issues des économies domestique, communautaire et souterraine. L'idée d'économie

[13] Ce thème de recherche est également connu sous les appellations « économie/activités de subsistance » et « économie/activités traditionnelle(s) ».

domestique fait référence aux biens et services produits au sein de la famille. Dans cette optique, « les membres de la famille produisent pour eux-mêmes (production autoconsommée) ou pour les autres. Quand les membres de la famille s'entraident, on peut considérer cela comme un don ou un troc implicite » (Fréchette et Vézina 1990: 533). Quant à l'économie communautaire, elle serait l'application de la notion d'économie domestique à l'échelle de la communauté. Finalement, l'économie souterraine renvoie aux activités économiques prohibées par l'État (Fréchette et Vézina 1990: 535). « D'après Gershuny, l'économie informelle se compose de [ces] trois secteurs [...] en interaction les uns avec les autres comme avec l'économie officielle » (Swedberg 1994: 211).

Au Groenland, les données à ce sujet sont quelque peu spéculatives, compte tenu qu'aucune base de données exhaustive n'existe concernant ces pratiques, et que peu d'analyses ont été tentées à ce sujet (Rasmussen 1997b: 75):

> « In the case of Greenland there are several sources to the formal economic activities, but there have never been any general records of transactions at the municipal Kallaaliminerniarfik in Greenland, nor any attempts on even a short term basis to measure the activities taking place » (Rasmussen 1998b: 14).

Néanmoins, ces estimations offrent une idée de l'ampleur de ces pratiques.

L'économie informelle peut se concevoir en deux dimensions: la production non marchande et marchande. Il est question du volet non marchand de la production,

> « lorsque les interactions ne sont pas réglées par les monnaies légales. Il s'agit d'abord de la production d'auto-consommation des ménages, c'est-à-dire de la production réalisée par les ménages, que ceux-ci destinent à leur propre consommation. Bien qu'elle puisse utiliser des éléments acquis sur les marchés, par exemple des outils agricoles, des armes à feu ou des véhicules à moteur, cette production est non marchande parce que l'activité productive elle-même n'est pas médiatisée par la monnaie. Ainsi, le travail n'est pas rémunéré; s'il l'est, c'est au moyen d'une partie de la production. La production alimentaire non marchande est parfois réalisée à l'échelle de la famille étendue, du voisinage, de la localité, ou au-delà. Il s'agit par exemple de l'élevage de troupeaux familiaux ou de chasses collectives au gros gibier » (Duhaime et Godmaire 2000: 12).

Au Groenland, il est estimé que ces « revenus » en nature — de l'économie non marchande informelle — représentait 4% du revenu total par personne en 1979 (Lyck et Taagholt 1987: 57).

En deuxième lieu, la production est considérée marchande lorsque les transactions sont réglées par les monnaies légales (Duhaime et Godmaire 2000: 12). Autrement dit:

> « The informal sector, or the informal economy, is here defined as the part of subsistence economy which is sold or exchange by means of their money value, either on a local market or between people, but not registered by the formal authorities such as the taxation authorities (Rasmussen 1998b) » (Rasmussen 1998b: 15).

En ce qui a trait au cas groenlandais, la production marchande informelle est constituée en partie des sommes reçues de la vente de la récolte aux marchés locaux, et d'autres transactions effectuées en dehors de ces lieux. Les marchés locaux *Kalaaliminerniarfik* se retrouvent dans la plupart des localités, sous forme de comptoirs couverts de ventes, où tous peuvent vendre le fruit de leur chasse et pêche. Ces infrastructures sont maintenues par les gouvernements locaux (*municipalities*[14]), avec lesquels l'association des chasseurs et pêcheurs (KNAPK) négocie et fixe le prix des transactions (Marquardt et Caulfield 1996: 113 ; Caulfield 1993: 148). Rasmussen (1998b: 17) estime qu'environ 10% de la récolte des individus est vendue au sein de ces marchés, phénomène quasi absent au Nunavik, par exemple.

Actuellement, le secteur informel contribuerait substantiellement aux revenus des individus, mais cette contribution ne serait importante que dans les petites et moyennes localités (Rasmussen 1997b: 75 ; Rasmussen 1998: 64). Il générerait entre un dixième et un tiers des revenus individuels — incluant les transactions informelles marchande et non marchande —, dépendamment du niveau d'urbanisation donné:

> « [...] a little more than 30% of the incomes in the small settlements in Greenland are stemming from the informal and subsistence sector, while the percentage is closer to 12% in the large settlements. In the mid size settlements with between 500 and 1.000 inhabitants, the average value of informal and subsistence activities is around 25%, which is very close to the average level found by Chabot [(1998) in Nunavik] » (Rasmussen 1998b: 17).

Il est évalué qu'entre 52% et 71% de la viande (en termes de poids) de la récolte totale des individus serait vendue à des entreprises; ce qui correspondrait entre 45% et 53% de sa valeur monétaire selon Lyster (1997a: 14). Le reste constitue la part vendue, donnée, échangée ou autoconsommée au sein des réseaux informels, marchands ou non.

---

[14] Nous faisons référence aux dix-huit sous-régions administratives du Groenland. Chacune d'elles possède son propre gouvernement municipal, lequel voit à l'administration des petites localités de son territoire (voir carte 1). Le statut des *municipalities* est comparable à celui des municipalités régionales de comté (MRC) du Québec. Pour la suite, nous utiliserons l'appellation « gouvernements locaux » pour désigner ces « *municipalities* ».

Sur le plan régional, d'après les calculs de Lyck selon certaines sources de données[15], il apparaît que l'équivalent de 20% du revenu national brut disponible proviendrait de ce secteur. Cette auteure ajoute qu'une fois ajoutée les loyers non-payés au gouvernement, phénomène d'une importance notable au Groenland, ainsi que certains revenus informels provenant du tourisme, ce pourcentage s'élèverait à 25-30% (Lyck 1999: 21). Ainsi, tant sur le plan des pratiques régulées par la monnaie ou non, ce secteur « invisible » génère des flux économiques substantiels.

Si la pêche permet de réaliser à la fois des ventes formelles aux entreprises (ex.: *Royal Greenland*) et des ventes « cachées », la chasse, presque entièrement informelle (Lyster 1997a: 14), est aussi bien présente. D'ailleurs, nombre d'individus y consacrent une part significative de leur temps et efforts.

Selon Nuttall (1992: 24), près d'un cinquième de la population habiterait des régions où la chasse serait reconnue comme étant une activité économique d'importance, à l'est et au nord-ouest. Actuellement, 500 personnes auraient pour principal travail la chasse, à savoir 2% de l'emploi (Danielsen *et al.* 1998: 23). La chasse au phoque serait la plus lucrative (Statistics Greenland 1997: 38 ; Lyster 1997c: 9). La chasse, notamment aux mammifères marins, n'est pas négligeable tant sur le plan économique que culturel:

> « It [(the hunting of sea mammals)] is still the most important income generating activity in relation to the renewable resources for many settlements in northern and eastern Greenland, and it is of subtancial importance for the informal and subsistence economies in most of Greenland, not to forget the cultural importance for most Greenlanders (Caulfield 1998) » (Rasmussen 2000: 11).

Ces pratiques ne seraient-elles pas l'un des rares comportements économiques non régulés par l'État? En réalité, ce dernier y jouerait un rôle notable. D'une part, les chasseurs ont la possibilité de vendre le fruit de leurs activités à l'entreprise *KNI*, propriété du *Home Rule* responsable de la vente au détail sur l'ensemble du territoire, notamment des produits alimentaires (Nuttall 1992: 26). Ils peuvent également vendre à la compagnie d'État *Great Greenland*, dont la mission est d'acheter les prises des chasseurs pour ensuite effectuer le tannage

---

[15] Ces sources sont: le *Living Conditions Survey* de Statistics Greenland (1997), effectué en 1994; l'enquête du DIKE (1997) sur le niveau nutritif de l'alimentation groenlandaise; et les données d'un sondage sur les revenus provenant de la chasse et de la pêche (*Danmarks Statistik*, Lyck 1983) (Lyck 1999: 21).

et la commercialisation des peaux de mammifères (Statistics Greenland 1999: 59). Une autre option commerciale consiste à vendre leur récolte dans les marchés locaux, qui sont également en partie régis par l'État, comme nous l'avons vu. Bref, la chasse n'échapperait pas à l'omniprésence de l'État.

Somme toute, la récolte informelle demeure une occupation non négligeable. Elle représenterait un revenu supplémentaire, généralement combiné au salariat (Nuttall 1994: 20 ; Statistics Greenland 1997: 38 ; Lyck et Taagholt 1987: 58). Et si « la pénétration du capitalisme a souvent comme effet de déstructurer et de dévaloriser ce type de production (Freeman 1997 ; Cannon 1995) », la production informelle groenlandaise serait, malgré son développement industriel relativement important, l'une des plus prolifiques au Nord (Duhaime et Godmaire 2000: 12).

LE SECTEUR SECONDAIRE

Le Groenland serait l'une des rares régions circumpolaires œuvrant significativement au sein du secteur manufacturier[16], avec la côte alaskienne (Rasmussen 1997: 9). Au Groenland, plus de la moitié des activités manufacturières seraient attribuables à la transformation des produits alimentaires, particulièrement ceux de la pêche (tableau 2). Du reste, elles consisteraient en diverses formes de production, telles que les industries du textile, du papier, de la métallurgie, de la venaison, du bétail, etc. Certaines de ces industries seraient qualifiables d'activités « satellites », fournisseurs de biens et services nécessaires à la production d'industries de taille comme l'administration publique, la construction et les pêcheries. Toutefois, les opérations manufacturières n'occuperaient qu'à peu près 14% du secteur secondaire; la construction accaparerait le reste.

[16] Les données du PIB de 1988 semblent sous-estimer l'importance du secteur manufacturier. Alors que ce secteur correspond à 3% du PIB, les données de la valeur de la production de 1991 (chiffre d'affaires ou ventes) lui en attribuent 15%. Ces unités de mesure distinctes présentent des structures industrielles sensiblement identiques, sauf dans le cas du secteur manufacturier. Le déclin de l'exploitation minière et des activités de construction (*c.f.* section « construction », plus loin) à la fin des années 1980, peut expliquer la plus grande proportion occupée par le secteur manufacturier en 1991. Aussi, il semble que l'entreprise *Royal Greenland*, à la fois impliquée dans les secteurs primaire et secondaire, fut classée dans le secteur primaire pour les données de 1988, contrairement à celles de 1991 où elle aurait été classée dans le secteur manufacturier, expliquant ainsi les divergences statistiques observées.

En somme, le secteur secondaire représenterait une part sensible de l'économie, occupant respectivement environ 20% du PIB et de l'emploi (tableau 2 ; Danielsen *et al.* 1998: 23). Vu globalement au sein des régions nordiques, cette présence substantielle du secteur secondaire, et notamment du secteur manufacturier, illustre le caractère diversifié de l'industrie groenlandaise. D'ailleurs, la diversification de l'économie constituerait une préoccupation d'importance au *Home Rule* (Poole 1990: 1 ; 1995: 17), stratégie économique également suggérée dans un rapport de l'OCDE (1999: 83), particulièrement en ce qui a trait aux pêcheries.

La transformation des produits des pêcheries. La transformation des ressources de la mer serait l'activité première du secteur manufacturier, occupant la majeure partie des activités de transformation des denrées alimentaires. Toutefois, 9% de l'emploi y seraient rattachés actuellement (Danielsen *et al.* 1998: 23), laissant paraître une augmentation de ce secteur ces dernières années.

Outre son poids relatif, cette activité revêt toute son importance puisqu'elle serait l'une des rares activités créant significativement de la valeur ajoutée d'après Poole (1995: 22). Une réglementation obligerait certains pêcheurs à vendre une partie de leurs prises en sol groenlandais, à des fins de transformation. De fait, la loi groenlandaise prévoit que dans le cas des bateaux de pêche en haute mer, un quart des prises doivent être transformées au Groenland (OCDE 1999: 81 ; Statistics Greenland 1999: 54 ; Rasmussen 2000: 14). L'État s'efforce ainsi à développer une économie à forte valeur ajoutée, propriété d'une « bonne » structure industrielle selon Fréchette et Vézina (1990: 147).

L'État s'impliquerait directement au sein de ce champ d'activité. Il possède *Royal Greenland*, l'un des principaux agents économiques de ce groupe industriel. La presque totalité des infrastructures terrestres des pêcheries seraient la propriété de cette entreprise, qui détient 16 usines de transformation dans les centres urbains, et 43 autres établissements au sein des petites localités (Statistics Greenland 1999: 54). Parmi ces infrastructures, huit d'entre elles seraient affectées à la transformation de la crevette (Poole 1995: 38). Au total, *Royal Greenland* emploie environ 3 000 personnes, dont les deux tiers au Groenland. Aussi, cette entreprise détient d'autres usines de transformation aux quatre coins du monde (Statistics Greenland 1997: 37) et génère

presque la moitié des exportations des pêcheries (Arnason et Friis 1994: 199).

Essentiellement étatisé, le secteur manufacturier des pêcheries occupe une place particulière relativement au reste de l'activité économique, par la valeur ajoutée qu'il crée. C'est pourquoi Arnason et Friis (1994: 205) suggèrent un développement accru dans ce domaine, mais déplorent l'absence de compétition au sein d'un marché monopolisé par *Royal Greenland*.

Autres activités manufacturières. D'autres activités de transformation des ressources locales prennent place dans les domaines de la chasse et de l'élevage, surtout. Trois entreprises dominent ce secteur et constituent des activités quasi uniques au sein de l'Arctique circumpolaire. Dans un abattoir gouvernemental situé à Narsaq, au sud, on abat plus de 25 000 animaux par année; 91% d'agneaux, le reste étant constitué, en ordre d'importance, de rennes, de moutons, de bœufs musqués et de chevaux. Le Groenland compte aussi une entreprise d'embouteillage de bière et de boissons gazeuses, située à Nuuk. En ce qui a trait à l'alimentation, les ressources exploitées dans ce secteur sont transformées en divers produits finis (congelés ou frais), emballés en format pratique et vendus par la suite à travers la région dans les commerces de détail; étant presque totalement vouées au marché intérieur, ces activités n'effectuent que peu ou pas d'exportations. Aussi, *Great Greenland* s'affaire au tannage et à la commercialisation des peaux (Statistics Greenland 1999: 59). Ces industries créent, tout comme les pêcheries mais dans une moindre importance, une valeur ajoutée à partir des richesses groenlandaises.

La construction. Avec 17% du PIB, la construction occupait le deuxième rang au sein de la structure économique en 1988 (tableau 2). Elle représentait alors la majeure partie du secteur secondaire. Au même moment, 300 firmes y auraient été impliquées (Statistics Greenland 1997: 41). La relative ampleur de ce champ d'activité se retrouve également dans l'ensemble de l'Arctique nord-américain.

Toutefois, la situation pourrait être différente présentement. La période 1985-1987, selon Rasmussen (1997: 16) et Poppel (1997: 16), aurait été l'hôte d'une vague ponctuelle de prospérité économique, où le Groenland a connu une expansion de ses activités de construction. Par la suite, ces investissements auraient diminué de plus de 20% en 1989, et le nombre

d’entreprises de 95% en 1995 (Statistics Greenland 1997: 41). Donc, la part de cette industrie semble avoir diminuée depuis 1988.

Aujourd'hui, l'emploi associé aux activités de construction atteint 8% (Danielsen *et al.* 1998: 23). Celles-ci seraient majoritairement liées à la construction de voies d’atterrissage d’avions (Statistics Greenland 1999: 69). L’État, entre autres par l’intermédiaire de l’entreprise gouvernementale *Ini*, exerce un contrôle sur la plupart des activités de construction (Statistics Greenland 1999: 69); la majorité des logements seraient la propriété des gouvernements locaux, lesquels verraient à la réalisation de plus de la moitié des projets de construction (Martinson 1992: 136). Si ce secteur est régi par le gouvernement, ce sont toutefois les entreprises privées qui obtiennent les contrats et effectuent le travail de construction.

Aussi, l’État financerait et subventionnerait le logement et la construction résidentielle des particuliers: le *Home Rule* et les gouvernements locaux financeraient respectivement 60% et 40% du logement des locataires; l’État subventionnerait 30% du coût de l’achat des résidences des particuliers, le reste étant financé par ces derniers; l’État financerait également les deux tiers des coûts de construction de résidences coopératives, dont un tiers de ce prêt n’aurait pas à être remboursé par les citoyens; le *Home Rule* financerait 95% du coût des matériaux de construction des résidences de particuliers — la construction de résidences sans l’appui des fonds publics serait un phénomène plutôt rare (Statistics Greenland 1997: 87-89).

En somme, l’industrie de la construction aurait diminué en importance depuis la fin des années 1980. Néanmoins, il serait surprenant qu’elle ait diminuée démesurément, considérant le manque certain de logements disponibles au Groenland (Larsen 1992: 221). L’État y jouerait un rôle tangible de part les subventions et le financement octroyés dans ce champ d’activité, de même que par le contrôle qu’il y exerce. Nous pouvons en conclure que la construction serait sensiblement dépendante de la présence gouvernementale.

LE SECTEUR TERTIAIRE

L’administration publique. L’administration publique constitue la première activité en importance. Plus du quart du PIB y est attribué, représentant 43% du secteur tertiaire (tableau 2). Cette industrie correspondrait aujourd’hui à près du tiers de l’emploi (Danielsen *et al.* 1998: 23).

La prédominance de ce champ d'activité caractériserait aussi les autres régions nordiques.

Mais son importance irait au-delà de ces chiffres. Dans une économie largement étatisée, l'administration publique prendrait une signification toute particulière. Au sein d'une région dont l'État possède totalement ou partiellement la plupart des entreprises (Statistics Greenland 1997: 34) et où les transferts de la Couronne danoise qui lui sont accordés constitueraient plus du tiers du PIB, l'administration publique apparaît en quelque sorte comme contrôlant une part substantielle de l'économie. De fait, l'élite politique groenlandaise, constituée d'une poignée d'individus, exerce un pouvoir considérable sur l'ensemble de la société groenlandaise (Nielsen 1999; Bærenholdt 2000: 80), un groupe d'environ vingt personnes, composé des directeurs des sept ministères du *Home Rule* (Jónsson 1995: 102). Les politiques économiques y sont formulées, l'octroi de subventions y est effectué; nous pouvons estimer que ces interventions ont une influence relativement étendue dans un tel contexte. En quelque sorte, le politique et l'économie se rencontrent, voire se fusionnent, et l'administration publique en constituerait le point d'intersection. Le capitalisme d'État est ainsi contrôlé via l'administration publique, qui grâce à sa vaste capacité d'action façonne sensiblement les configurations économiques de la région.

Le commerce intérieur. Le commerce de gros et de détail serait une branche d'activité appréciable du secteur tertiaire, représentant 10% du PIB (tableau 2). Il offrirait du travail à 14% des employés du territoire (Danielsen *et al.* 1998: 23). Parmi ceux-ci, les deux tiers seraient engagés par l'entreprise gouvernementale *Greenland Trade* (*KNI*) (OCDE 1999: 97). *KNI* a pour mandat de veiller à l'approvisionnement des régions éloignées en biens de toutes sortes, via plusieurs de ses magasins à travers le territoire. *KNI Pissifik* est responsable des ventes de gros et de détail dans dix centres urbains, pendant que *KNI Pilersuisoq* œuvre dans 53 petites localités. *KNI Pilersuisoq* reçoit annuellement une enveloppe budgétaire du gouvernement afin de continuer à vendre ses produits à des prix subventionnés au sein des localités éloignées — soit au même prix, ou presque, que dans les centres urbains.

Dans les centres urbains, ce serait surtout les secteurs privé et coopératif — notamment les coopératives d'alimentation *Kalaallit Nunaani Brugseni* (*Brugsen*) — qui contrôleraient la plus grande part de ce marché (Statistics Greenland 1997: 39).

En somme, le marché intérieur formel des biens serait partagé de façon égale entre, d'une part, *KNI* et, d'autre part, les coopératives *Brugsen* ainsi que d'autres commerçants du secteur privé (Lyck 1997: 18). En 1996, il y avait 169 magasins du secteur privé, 100 du secteur gouvernemental et 9 du secteur coopératif; 62% de ceux-ci seraient la propriété de Danois (Danielsen *et al.* 1998: 128). Du côté informel, les marchés locaux *kalaalimineerniarfik*, où les chasseurs et pêcheurs peuvent vendre le fruit de leurs activités, représenteraient aussi une part significative du commerce intérieur. Faute de données chiffrées, l'ampleur de ces marchés est difficilement mesurable.

Le transport. Tout comme pour l'industrie du commerce, celle du transport revêt une importance particulière dans la mesure où elle permet l'approvisionnement en biens des différentes agglomérations de population qui ne sont pas reliées par un réseau routier et dont certaines sont parfois isolées par les glaces maritimes. Cette industrie représenterait 7% du PIB (tableau 2). Cette branche d'activité est un oligopole constitué des entreprises suivantes: l'entreprise gouvernementale de transport maritime *Royal Arctic Line*, *Grønlandsfly* (entreprise de transport aérien privée et gouvernementale) et *SAS* une firme danoise de transport aérien. Ces activités, dont l'État contrôle une part significative, joueraient un rôle tangible dans l'économie, dans l'optique où elles permettent la circulation des biens d'une part importante des transactions des diverses industries de la région, notamment en ce qui a trait au commerce international.

Le tourisme. Le tourisme procurerait un revenu à près de 1% des salariés (Danielsen *et al.* 1998: 23). Les principales retombées économiques de cette industrie seraient les nuits d'hôtel consommées durant les séjours des voyageurs; principalement des Groenlandais et des Danois (Statistics Greenland 1997: 42).

Cette industrie serait reconnue comme l'un des futurs leviers économiques (Meibom 1997: 53 ; Wareham 1993: 22). D'ailleurs, au début des années 1990, le *Home Rule* s'est engagé à favoriser le tourisme, et a fondé la compagnie d'État *Greenland Tourism*. En 1997, les subventions accordées à cette industrie équivalaient à 225 000 Dkk par employé à temps plein (2 000 Dkk/touristes) (Danielsen *et al.* 1998: 10), soit environ trois fois la valeur du revenu

imposable disponible *per capita*. De cette façon, l'intervention étatique modifierait les configurations de l'économie, favorisant délibérément cette industrie[17].

STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE DE L'ÉCONOMIE

LA RÉGION

Le Groenland se divise en cinq régions géographiques si l'on tient compte des activités économiques qui y dominent:

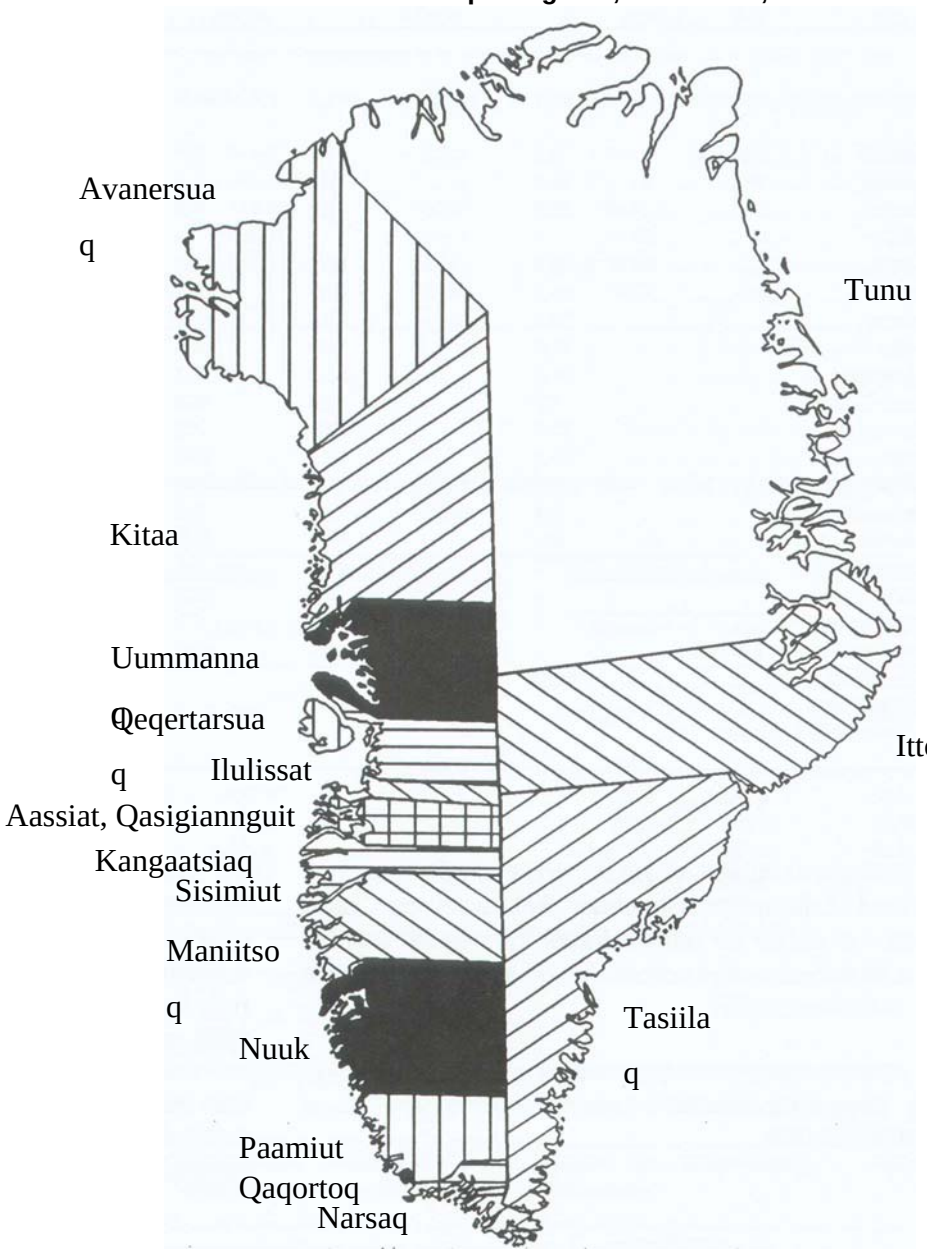
> le sud, où l'élevage du mouton, la chasse et la pêche seraient relativement importants,
>
> la côte sud-ouest (*Open Sea District*), où la crevette serait exploitée durant toute l'année,
>
> la *Disco Bay* (à l'ouest), dans laquelle l'exploitation de la crevette s'effectuerait durant environ 7 à 8 mois par année,
>
> le nord-ouest, caractérisé par la prédominance de la pêche du flétan et la chasse,
>
> l'est, où seule la chasse serait significative (Friis 1997: 85).

La littérature met en relief une autre division géo-économique d'après la dichotomie « région de chasse » et « région de pêche ». Certains auteurs voient la cause de cette dichotomie, entre autres, dans les politiques et les investissements de l'État au sein de ces régions. Compte tenu de l'emphase mise par les politiques économiques sur les pêcheries, les « régions de chasse », c'est-à-dire où la chasse constituerait l'activité la plus importante, seraient quelque peu délaissées, et par conséquent sous-développées selon Kleivan (1985: 712). Le nord et l'est, associés à la chasse, sont effectivement moins industrialisés, alors que le sud et l'ouest, dont les activités de pêche seraient importantes, sont davantage développés sur le plan économique (Nuttall 1991: 361). De fait, le PIB réparti selon les régions administratives montre que l'activité économique se concentre dans la région de Nuuk et d'Uummannaq, sur la côté ouest; ensuite, les régions de Nanortalik, de Qaqortoq, de Narsaq au sud, ainsi que la région d'Illulissat à l'ouest, accapareraient aussi une part significative du PIB (carte 1).

---

[17] Pour un portrait plus nuancé des questions touchant l'industrie touristique au Groenland, voir « Tourism », chap. 6 dans Danielsen *et al.* (1998: 97-120).

Carte 1: PIB par régions, Groenland, 1988



- Parc national
- PIB entre 30 et 39 millions Dkk
- PIB entre 40 et 49 millions Dkk
- PIB entre 50 et 59 millions Dkk
- PIB entre 60 et 69 millions Dkk
- PIB entre 70 et 79 millions Dkk
- PIB de plus de 80 millions Dkk

Source: Grønlands Statistiske Kontor (1991: 8).

La distribution des revenus et des transferts selon le niveau d'urbanisation indique également des inégalités. Les revenus *per capita* des centres urbains représenteraient presque le double de ceux des petites localités (tableau 3). Également, la part des transferts gouvernementaux[18] au sein du revenu des individus des petites localités (28%) serait environ le double comparativement aux centres urbains (13%) (tableau 3).

Ainsi, nous serions porté à croire que les petites localités vivent au crochet de l'État, au détriment des centres urbains apparemment plus autonomes. Mais, une fois considérés l'ensemble des transferts versés, et ce *per capita*, il s'avère que l'État octroie autant à un individu vivant en centre urbain qu'à celui provenant d'une petite localité, et que seule la nature des transferts diffère selon le degré d'urbanisation (tableau 3):

> « An analysis of the income transfers between towns and settlements, and between towns in Greenland, clearly shows that inhabitants in local communities receiving large amount of the subsidies mentioned, received much less in social benefits, whereas local communities which do not receive any subsidies for industrial development, receive large amount in the form of social benefits. The result is that the average level of income transfers per inhabitant is practically identical for the Greenlandic towns and settlements (Friis and Rasmussen, 1996) » (Danielsen *et al.* 1998: 56).

En résumé, l'activité économique serait concentrée dans les centres urbains de la côte ouest et du sud, où l'État aurait contribué à accentuer ces inégalités géo-économiques de par ses interventions localisées. D'autre part, à une région caractérisée par la chasse ou la pêche correspondrait un degré de développement économique singulier; la pêche étant synonyme d'une concentration remarquable de l'activité économique relativement au reste de la région.

[18] Friis (1997: 84) regroupe ces transferts en trois catégories: les transferts liés à des critères démographiques tel les pensions de vieillesse et le support monétaire alloué aux enfants (ex.: éducation); divers transferts sociaux d'assistance sociale (ex.: prestations d'assurance chômage); et les transferts liés aux activités économiques tel que les prêts et subventions attribués aux entreprises ainsi qu'aux chasseurs et pêcheurs individuels.

Tableau 3: Population, ainsi que les revenus et transferts *per capita* selon le niveau d'urbanisation, Groenland, en moyenne pour la période 1988-1991 (couronnes danoises, nombres, %)

	Total	Centres urbains	Moyennes et petites localités
Population	54 065	44 015	10 050
Transferts *per capita*	11 859	11 702	12 545
Revenus *per capita*	79 725	87 839	44 186
Part des transferts au sein du revenu (*per capita*, %)	14,9	13,3	28,4

Source: Rasmussen (1997b: 74).

L'EXTÉRIEUR

Les exportations. Les pêcheries constituent l'essentiel des exportations, soit 93% de celles-ci (tableau 4). Cette industrie est d'ailleurs orientée vers l'exportation; la presque totalité de sa production serait expédiée à l'étranger (Arnason et Friis 1994: 199). Les crevettes correspondent à plus des deux tiers de l'ensemble des exportations. Trois marchés y seraient dominants. Le Japon représentait l'acheteur le plus important de crevettes en 1988, accaparant 30% de ce produit (Poole 1995: 53). Le marché européen achèterait environ 65% des exportations des pêcheries en général actuellement (Danielsen *et al.* 1998: 47) et les États-Unis constitueraient également de bons consommateurs de crevettes (Poole 1995: 53). La valeur monétaire des exportations totales correspondent à 29% du PIB.

Environ la moitié des exportations de la pêche proviendrait de l'entreprise d'État *Royal Greenland* (Arnason et Friis 1994: 199). Aujourd'hui, ses activités et sa gestion s'effectuent à travers le monde. Elle possède des établissements de transformation un peu partout: au Japon, au Danemark, en France, en Allemagne, en Italie, aux États-Unis, en Islande et dans les Îles Féroé (Statistics Greenland 1997: 37). La mise en marché de ces produits serait principalement réalisée depuis le Danemark (Arnason et Friis 1994: 199). Aussi, près des deux cinquièmes des exportations des pêcheries y sont envoyées, où elles sont généralement transformées à nouveau en usine (Arnason et Friis 1994: 199 ; Statistics Greenland 1999: 130).

Ainsi, il semble que le caractère mondialisé de *Royal Greenland* favorise l'expansion des exportations du Groenland. En bref, le portrait des exportations renvoie à un État relativement

engagé où les ressources naturelles — notamment la crevette — seraient dominantes.

Tableau 4: Exportations, Groenland, 1993-98 (millions, couronnes danoises, %)

	1993	1994	1995	1996	1997	*1998	*1998 (%)
Total	**2 030**	**1 811**	**2 081**	**2 141**	**1 938**	**1 703**	**100**
Produits des pêcheries	**1 878**	**1 697**	**1 958**	**1 965**	**1 792**	**1 589**	**93**
Crevettes	*1 572*	*1 357*	*1 516*	*1 560*	*1 255*	*1 147*	*67*
Morue	*113*	*97*	*58*	*57*	*38*	*19*	*1*
Flétan du Groenland frais,congelé ou salé	*41*	*48*	*96*	*126*	*135*	*141*	*8*
Filets de poisson séchés	*-*	*-*	*200*	*166*	*248*	*169*	*10*
Autres espèces de poisson	*130*	*153*	*27*	*31*	*34*	*38*	*2*
Coquilles St-Jacques congelées, séchées ou salées	*22*	*42*	*36*	*18*	*34*	*45*	*3*
Crabe	*-*	*-*	*15*	*7*	*48*	*30*	*2*
Minerai	-	-	-	-	-	-	-
Cuir, fourrures et peaux	**6**	**10**	**10**	**14**	**19**	**12**	**1**
Autres biens	**146**	**104**	**123**	**162**	**127**	**102**	**6**

Source: Statistics Greenland (1999: 130).

Note: Exportations visibles seulement, *i.e.* les biens excluant les services.
Les filets de poisson séchés incluent le flétan du Groenland.

* Les données de 1998 sont préliminaires. La somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100% étant donné l'arrondissement des données à l'unité près.

L'Union économique européenne. En 1985, le Groenland s'est retiré de l'Union européenne car, selon Poole (1990: 110), cet accord mettait un frein à l'exportation et au développement économique de la région. Dès lors, le Groenland a établi une entente parallèle avec les pays membres de l'Union, une entente connue sous l'appellation OCTA. Celle-ci offre au Groenland la possibilité de vendre ses produits sur le marché européen, et ce sans droits douaniers à payer. D'autre part, les pays de l'Union paient des droits de pêche au Groenland chaque année (Statistics Greenland 1999: 55); ces sommes d'argent représentent annuellement environ 4% du PIB, soit 280 millions Dkk (Danielsen *et al.* 1998: 61).

> « Greenland has a fisheries agreement with the EU. The present agreement covers the period 1995-2000 and gives EU vessels access to certain quotas in Greenlandic waters in return for which Greenland receives an annual payment of 37.7 million ECU. A new agreement is currently being negociated, and it would help to diversify the economy — for the same reasons as agreements with other third parties — if Greenland could obtain access to fish quotas in EU waters instead of simply receiving payments from the EU » (OCDE 1999: 82).

Excluant le capelan, environ 75% des prises de l'industrie des pêcheries sont effectuées par

l’industrie groenlandaise, le reste étant surtout prisé par des pays étrangers dans le cadre de l’OCTA (Arnason et Friis 1994: 196). Les ententes Union-Groenland offriraient des revenus sensiblement importants à la région, de même que des options de diversification de l’économie.

Les importations. L’importation occuperait une place considérable dans l’économie; sa valeur monétaire représente un tiers du PIB. La moitié de l’importation est constituée de capital matériel de toutes sortes (importation de carburant, de machinerie, de matériel d'emballage, etc.) nécessaire aux industries de la région (tableau 5). Selon Poole (1990: 113-115 ; 1995: 26), l'industrie des pêcheries figurerait parmi les industries nécessitant du capital matériel importé de façon significative de même que le transport aérien. Les biens utiles à la construction et l’industrie du commerce représentent respectivement 13% et 19% des importations de capital matériel, occupant les deuxième et premier rang à ce titre. Les biens de consommation directe, notamment les denrées alimentaires, accaparent aussi une part tangible du reste des importations (33%).

Tableau 5: Importations, Groenland, 1993-98 (millions, couronnes danoises, %)

Types de biens	1993	1994	1995	1996	1997	*1998	*1998 (%)
Importations totales	**2 244**	**2 309**	**2 431**	**2 719**	**2 625**	**2 649**	**100**
Biens principalement utilisés dans l'industrie de la construction	**311**	**266**	**355**	**324**	**309**	**352**	**13**
Biens principalement utilisés pour le commerce et d'autres industries urbaines	**421**	**408**	**407**	**482**	**471**	**502**	**19**
Essence, lubrifiants et électricité	**250**	**223**	**193**	**267**	**243**	**229**	**9**
Machinerie et autre capital matériel	**161**	**199**	**167**	**172**	**198**	**174**	**7**
Moyen de transport	**75**	**78**	**155**	**299**	**163**	**91**	**3**
Bateaux	*13*	*3*	*85*	*166*	*94*	*4*	*0*
Avions	*24*	*30*	*21*	*73*	*0*	*27*	*1*
Équipement ferroviaire et véhicules motorisés d'usage industriel	*26*	*30*	*30*	*32*	*41*	*31*	*1*
Automobiles privées	*14*	*16*	*19*	*29*	*29*	*29*	*1*
Biens pour consommation directe	**694**	**707**	**683**	**737**	**780**	**872**	**33**
Nourriture	*262*	*251*	*239*	*300*	*278*	*303*	*11*
Breuvages et tabac	*93*	*95*	*85*	*94*	*105*	*104*	*4*
Autres produits non durables	*70*	*79*	*82*	*71*	*88*	*100*	*4*
Vêtement	*62*	*70*	*58*	*61*	*60*	*69*	*3*
Chaussure	*16*	*18*	*16*	*18*	*18*	*18*	*1*
Autres biens semi durables	*90*	*96*	*95*	*88*	*95*	*107*	*4*
Véhicules de plaisance	*6*	*11*	*8*	*13*	*14*	*14*	*1*
Autres biens durables	*94*	*87*	*100*	*93*	*97*	*112*	*4*
Autres produits	**332**	**428**	**471**	**438**	**461**	**430**	**16**

Source: Statistics Greenland (1999: 129).

Note: Importations visibles seulement.

* Les données de 1998 sont préliminaires. La somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à100% étant donné l'arrondissement des données à l'unité près.

Plus de 90% des importations proviendraient du Danemark. D'ailleurs, les ventes du Danemark au Groenland seraient mêmes plus importantes que les ventes du Danemark à l'étranger (Lyck 1987 ; 1997: 16). Ainsi, nous sentons toujours les traces du régime colonial mercantile d'avant la Deuxième Guerre. L'examen du système de prix du transport commercial groenlandais (Lyck 1986) démontre que les coûts du transport favorisent l'importation au détriment de l'exportation; il est plus dispendieux pour le Groenland d'exporter qu'il n'en coûte au Danemark. Aussi, la fixation des prix du transport des importations s'effectue en fonction du poids des marchandises, défavorisant l'importation de capital matériel nécessaire au développement économique de la région, et encourageant du coup l'achat de biens de

consommation courante danois.

En résumé, la prédominance des crevettes au sein des exportations met à nouveau en relief le caractère mono-productif de l'économie. Malgré que l'exportation soit relativement peu diversifiée, le Groenland serait l'une des seules régions circumpolaires à exporter à une telle échelle, du moins sur le plan des ressources renouvelables. Toutefois, la valeur monétaire des exportations demeure inférieure à celle des importations depuis au moins vingt ans, sauf pour les années 1989-90 (Statistics Greenland 1999: 128).

CONCLUSION SUR L'ÉCONOMIE: MONO-PRODUCTION, MARCHÉ MONDIAL, CLIMAT ET CAPITALISME D'ÉTAT

Parmi l'ensemble des activités économiques du Groenland, les pêcheries revêtent une importance particulière; d'une part parce qu'elles constituent l'industrie première dans le champ de l'exploitation des ressources naturelles et, d'autre part, parce qu'elles représentent l'une des activités les plus productrices de valeur ajoutée. D'ailleurs, la littérature présente souvent les pêcheries comme étant dominante, sous-estimant d'autres activités d'importance tel que la construction et l'administration publique. À cet égard, plusieurs auteurs qualifient l'économie de « mono-production » (Taagholt 1994: 219 ; Poole 1990: 113 ; Poole 1995: 17 ; Kleivan 1985: 713 ; Meibom 1997: 53 ; Arnason et Friis 1994: 186). Cette expression met en relief le fait que la structure industrielle serait basée presque uniquement sur les pêcheries. Au surplus, l'économie ne se résumerait pas simplement à sa dépendance à l'industrie des pêcheries, mais plus particulièrement à l'exploitation d'une seule espèce de crevette d'eau froide, la *Pandalus borealis* (Poole 1995: 51). Conséquemment, le marché mondial et le climat auraient une influence singulière au sein d'un tel système mono-productif.

D'après certains, cette économie est considérée vulnérable, compte tenu qu'elle est à la merci des variations de prix du marché international (Kleivan 1985: 713 ; Poole 1990: 115 ; Taagholt 1994: 219 ; Poole 1995: 21 ; Poppel 1997: 15 ; Meibom 1997: 40). Par exemple, durant les années 1987-88, une chute du prix des produits de la mer aurait causé des déficits chez *Royal Greenland* selon Poole (1990: 115). En outre, si l'exportation des produits de la pêche avait été et serait encore possible, Lyck et Taagholt (1987: 56) affirment que ce serait notamment grâce aux prix élevés de ces produits sur le marché mondial. Le Groenland comptent un certain nombre de

compétiteurs, exploitant aussi la *Pandalus borealis*: la Norvège, l'Islande et le Canada, notamment. Les producteurs de crevettes tropicales accentueraient aussi la compétitivité du marché, faisant par conséquent baisser les prix (Poole 1995: 51). Les configurations du marché mondial exercent donc une influence significative sur l'industrie des pêcheries, impact d'autant plus important lorsque affecté à la production dominante d'une économie mono-productive.

Également, les changements climatiques et océanographiques influencent l'économie groenlandaise (Poole 1990: 113 ; Kleivan 1985: 713 ; Taagholt 1994: 219). Par exemple, de petites variations de température feraient varier significativement les quantités de ressources halieutiques. Ces changements seraient dus, entre autres, à la force relative des courants marins côtoyant ce territoire (Poole 1995: 2 ; Arnason et Friis 1994: 187). Étant donné ces phénomènes, certains biologistes ont récemment recommandé une réduction des prises de crevettes durant les prochaines années, suggérant une diminution de 20% des quotas de pêche (Meibom 1997: 53 ; Martens 1992: 195). Ainsi, les aléas du climat peuvent littéralement faire fuire la matière première de cette industrie, mettant en danger une partie sensiblement importante de l'économie.

En somme, une économie peu diversifiée et basée sur les ressources de la mer se retrouve dépendante face aux caractéristiques du marché mondial des pêcheries et aux changements climatiques affectant celles-ci. Une chute des prix, et de la température des eaux maritimes peuvent s'avérer décisives pour une économie comme celle du Groenland. En de tels cas, l'exportation, l'emploi, et la production industrielle se voient menacées de façon non négligeable. Mais, l'État semble prendre en charge les effets pervers de cet ordre; tout semble indiquer que l'économie repose à plusieurs égards sur les bras de l'État.

De fait, la structure industrielle dénote une constante: l'omniprésence de l'État dans l'économie, sous de multiples formes. Premièrement, l'État danois, de par les transferts qu'il attribue au Groenland, occuperait un rôle significatif au sein de l'économie. Ces transferts constitueraient environ 34% du PIB, en tenant également compte des activités de l'État danois en territoire groenlandais (Statistics Greenland 1999: 114). Plusieurs concluent que cette économie se caractérise par sa dépendance à l'égard de ces capitaux (Larsen 1992: 212 ; Statistics Greenland 1997: 62 ; Lyck et Taagholt 1987: 58 ; Nuttall 1994: 11 ; Lyck 1997: 17).

Les transferts de l'État danois ont, entre autres, créé un contexte favorable à l'innovation technologique et, du coup, à l'expansion du capitalisme au Groenland. La nature davantage capitaliste de cette économie serait donc venue modifier le scénario de développement de cette région. De fait, d'après Taagholt (1994: 222), l'évolution technologique aurait été à la source de l'« importante » croissance économique du Groenland. Le développement des moyens de communication, de même que des systèmes informatiques, en auraient favorisé les processus économiques. Nous pouvons ainsi supposer que les flux financiers en provenance du Danemark sont indispensables au maintien de la santé économique du Groenland.

En outre, le *Home Rule* constitue aussi un acteur capital au sein de l'économie. Comme nous l'avons constaté jusqu'ici, celui-ci possède une part relativement importante des entreprises, et ce dans presque tous les secteurs d'activité. Selon Poole *et al.* (1992: 37), l'État crée plus de la moitié de l'emploi, en incluant l'ensemble des entreprises qu'il détient. Les divers niveaux de gouvernements représentent ainsi le principal employeur (Statistics Greenland 1997: 82).

Si l'État n'est pas impliqué directement dans telle ou telle activité économique, par le biais de ses propres entreprises, c'est fort probablement parce qu'il y joue à tout le moins le rôle d'administrateur, de gestionnaire ou d'investisseur. D'une part, il distribue des subventions; selon l'OCDE (1999: 37), celles-ci représenteraient près de 8% du PIB de la région, comparativement entre 1% et 3% chez l'ensemble des pays de l'OCDE. En outre, en 1993, le *Home Rule* a fondé une compagnie d'État, *Sulisa*, dont la mission est de supporter l'entreprenariat et le développement industriel par l'attribution de capital à haut risque aux entreprises (Statistics Greenland 1997: 35). Rappelons-le, il arrive aussi à l'État d'éponger les déficits des entreprises de manière non négligeable (OCDE 1999: 37). L'État offre également des biens et services publics à prix réduits pour certaines industries, telles que les pêcheries en ce qui a trait aux coûts de l'électricité et de l'eau (OCDE 1999: 37). Au total, les transferts du *Home Rule*, tant aux entreprises qu'aux ménages, représentent 25% du PIB (Statistics Greenland 1999: 114).

D'autre part, l'État s'implique dans l'économie par ses politiques économiques. L'administration publique, industrie première, constitue le lieu tactique de cette intervention.

Tout porte à croire que l'État serait en position de quasi-monopole. C'est en ce sens que Rasmussen (1997: 10) parle de « capitalisme d'État ». C'est pourquoi l'intervention gouvernementale massive et polymorphe semble être responsable d'une partie considérable des configurations actuelles de l'économie groenlandaise. Elle supporterait le noyau d'un système économique mono-productif: les pêcheries, les seules à générer pratiquement l'entièreté des exportations, ainsi que de la valeur ajoutée, par un secteur manufacturier significatif quasi unique en Arctique. Penser l'économie groenlandaise sans parler de l'État est un non-sens.

Historiquement, depuis son arrivée, il a bouleversé une économie de subsistance pour en faire une économie moderne, industrialisée, salariée, monétarisée, qui compétitionne actuellement sur les marchés mondiaux des pêcheries. L'État fut et est encore un agent de changement important. Cette action étatique remarquable constituerait une variable importante expliquant les singularités du cas groenlandais relativement au reste des régions nordiques.

Ce capitalisme d'État connaît toutefois une période de libéralisation depuis le début des années 1990. Selon plusieurs auteurs (Rasmussen 1997:16 ; Poole 1995: 24 ; Martens 1992: 198 ; Larsen 1992: 214), l'État aurait mis de l'avant des politiques économiques s'inscrivant de plus en plus dans l'optique d'une économie de marché. Pour d'autres, il s'agit de la voie à suivre (ex.: Martin Paldam [1996], selon et tiré de Rasmussen 1998b: 12 ; OCDE 1999).

Jusqu'ici, cette restructuration s'est manifestée par un processus de privatisation des entreprises du *Home Rule*; à cet égard, l'État demeure généralement le seul ou principal actionnaire des sociétés d'État, mais celles-ci sont dorénavant incorporées, c'est-à-dire fondées en société par actions. Martens (1992: 198) affirme que ce mouvement de privatisation se justifie du fait qu'il favoriserait l'amélioration des comportements économiques, des techniques de comptabilité, le développement d'une certaine indépendance de l'économie à l'égard du politique et l'avènement de capitaux étrangers au Groenland. Le gouvernement aurait mis en vigueur le *Landsting Act on Competition* (en 1993), lequel ferait la promotion de la compétition et de l'efficacité au sein de la production des biens et services des entreprises du Groenland (Statistics Greenland 1999: 45).

Bref, une structure industrielle mono-productive, dont la gestion tend à se libéraliser, mais dont l'omniprésence de l'État qui la caractérise laisse plutôt croire à un réel capitalisme d'État. Capitalisme d'État qui aurait donné lieu au phénomène de centralisation démographique et économique que nous connaissons, créant du coup un certain nombre d'inégalités sociales et géo-économiques à travers la région. Le Groenland serait aussi caractérisé par une dépendance particulière face à l'importation, aux variations du climat et du marché mondial ainsi qu'envers l'intervention étatique. En dépit de cette dépendance, la région groenlandaise se démarque des autres zones circumpolaires de par un secteur secondaire significatif, des exportations considérables ainsi qu'un commerce intérieur vigoureux.

Photo 1: Nuuk, le plus important centre urbain au Groenland, 1999

Source: Gérard Duhaime et Alexandre Morin

Photo 2: Ikerasak, l'une des petites localités du Groenland, 1999

Source: Bjarne Hauthorner, tiré de *Municipality of Uummannaq*, http://www.uummannaq.gl

Photo 3: Port industriel de Nuuk, Groenland, 1999

Source: Gérard Duhaime et Alexandre Morin

Photo 4: Marché local de Sisimiut, Groenland, 1999

Source: Gérard Duhaime et Alexandre Morin

CHAPITRE 4 — DIAGNOSTIC DES RATIONALITÉS

L'objet de ce chapitre est de présenter les discours des dirigeants d'entreprise interviewés[19], notamment ceux portant sur l'intervention de l'État[20] dans l'économie groenlandaise. Nous avons choisi d'analyser surtout ces discours, car ils occupent une place importante, voire dominante, dans l'ensemble des entrevues effectuées, quelque soit la provenance des dirigeants d'entreprise (entreprises du secteur primaire, secondaire ou tertiaire, privées ou gouvernementales, grandes ou petites). Cette analyse permet de cerner les valeurs prônées par ces individus, ainsi que les normes sociales qui paraissent influencer la gestion de leur entreprise. Une fois ces normes et valeurs mises en relief, il sera possible de saisir la logique d'action, le mode de pensée de ces dirigeants d'entreprise, autrement dit leur rationalité. De plus, nous effectuerons une première étape d'interprétation sociologique en classant la rationalité des dirigeants d'entreprise par rapport aux notions d'« action sociale », de « capitalisme » et du lien social (« communalisation »-« sociation ») de Weber. Il s'agit là d'un préalable à la seconde étape d'interprétation, au chapitre suivant, où nous reprendrons cette classification et caractérisation des rationalités, afin de les situer dans la genèse des phénomènes sociaux ayant contribué à leur émergence.

La présentation des rationalités s'effectuera en trois temps, en citant, d'une part, des extraits d'entrevues que nous avons effectuées (écris en italique pour les distinguer) et, d'autre part, en citant les travaux d'autres chercheurs ainsi que certains rapports annuels d'entreprise. Premièrement, le discours des managers du secteur gouvernemental sera présenté et, deuxièmement, celui du secteur privé. Cette analyse du discours effectuée par catégories de dirigeants d'entreprise nous donnera l'occasion de constater que malgré les différents contextes dans lesquels ils s'inscrivent, ces deux groupes d'individus adoptent un discours semblable: nous verrons qu'ils valorisent le développement des activités économiques et déplorent les contraintes qu'impose l'État groenlandais à ce développement. Troisièmement, nous présenterons plus en

---

[19] Les analyses contenues dans ce chapitre ne concernent que les discours des dirigeants d'entreprise de l'industrie alimentaire groenlandaise que nous avons interrogés. La liste de ces entrevues est décrite dans le chapitre portant sur la méthodologie. L'usage d'expressions faisant référence à des groupes d'individus plus étendus (ex.: « secteur gouvernemental », « secteur privé », « les dirigeants », etc.) n'a été effectué qu'aux fins d'alléger le texte. La généralisation de nos conclusions se limite aux individus dudit échantillon.

[20] Dans ce chapitre, l'expression « État » fait référence à l'État groenlandais, au *Home Rule*, et non pas à l'État danois.

détails cette valorisation du développement économique ou plus précisément du capitalisme.

LES NORMES ÉTATIQUES PRESCRITES AUX ENTREPRISES GOUVERNEMENTALES: SOCIAL-DÉMOCRATIE OU CAPITALISME?

L'étude discursive du secteur gouvernemental est pertinente car, d'une part, ce secteur est le plus important dans l'économie groenlandaise (capitalisme d'État). D'autre part, elle permet de cerner la logique d'action de l'État qui indirectement, nous le verrons, dicte des normes sociales et économiques à ses entreprises gouvernementales. L'un des discours répandus chez les dirigeants d'entreprises gouvernementales porte sur certaines interventions de l'État-providence[21] groenlandais. Nous décrirons d'abord ces formes d'interventions, pour ensuite voir quelles objections ces individus ont à leur égard, et en quoi cette opposition illustre un contraste plus profond entre deux ensembles de valeurs.

LE NIVELLEMENT DES CONDITIONS DE VIE EFFECTUÉ PAR LES ENTREPRISES GOUVERNEMENTALES: VERS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Au Groenland, certaines entreprises gouvernementales semblent assurer une certaine égalisation des conditions de vie entre les centres urbains et les petites localités. Premièrement, *Royal Arctic Line*, qui détient le monopole du transport maritime, offre un prix uniforme et subventionné par l'État pour le trafic domestique des marchandises, peu importe la distance à parcourir. Cela favorise les régions éloignées, généralement constituées de petites localités. Il en est de même pour l'approvisionnement en biens de consommation chez ces localités, doté d'un système semblable de prix, pourvu par *KNI Pilersuisoq*. L'État subventionne et uniformise aussi les prix des services publics (aqueduc, énergie, etc.). Dans le domaine des pêcheries, le gouvernement opère des usines de transformation dans les petites localités sous l'égide de *Nuka*, même si elles sont pour la plupart déficitaires (seules trois entreprises sur vingt-huit font des profits). Selon l'un de nos répondants, l'objectif de *Nuka* est de fournir des emplois et des occasions aux pêcheurs privés (entreprises ou individus) de vendre leurs prises aux manufactures, à des prix subventionnés. Tout porte à croire que les niveaux de vie sont améliorés par la présence de telles entreprises:

---

[21] Le concept d'« État-providence » désigne la prise en charge, par l'État, des mécanismes de sécurisation sociale, « pour prévenir la misère, protéger les aléas de la vie de travail et fournir, hors marché, des biens publics à la population » (Merrien 1997: 7). Nous utiliserons aussi les expressions « *Welfare State* » et « État social » pour désigner cette réalité.

> « [...] home rule owned limited corporations can provide working conditions which market-oriented forms cannot. In this way, Royal Greenland Ltd. [(Nuka)] and KNI provide Greenlandic society with an important service: it employs people who might not otherwise find employment [...] the publicly-owned firms under consideration must weight their losses up in terms of public benefit » (Lyck 1999: 51).

Cette intervention étatique aurait d'ailleurs été formellement institutionnalisée au sein d'un programme gouvernemental au milieu des années 1980:

> « In 1985, an ambitious modernization program for the villages was approved by the *Home Rule* parliament. Today, as part of this program, small industrial plants for fish and meat preparation are being built in several small villages. The purpose for building these plants is to create greater income opportunities for hunters and fishermen as well as to establish additional work places, especially, for the female population » (Larsen 1992: 217).

À titre d'exemple, ces entreprises permettent aux individus d'Illoqqortoormiut, une petite communauté éloignée (moins de 600 habitants), d'obtenir des emplois rémunérés et de payer sensiblement les mêmes prix que paient les gens du centre urbain Ilulissat (plus de 4 000 habitants[22]) pour la majeure partie de leur consommation. Ce nivellement du coût de la vie effectué par l'État laisse croire que ces entreprises ne viseraient pas nécessairement à accumuler des profits, mais seraient vouées à la diminution des inégalités sociales. C'est en ce sens précis que nous parlerons de ces entreprises sous l'appellation « entreprises sociales-démocrates[23] », faisant référence à l'une des modalités d'intervention de l'État social groenlandais visant à établir une société plus égalitaire, notamment en aidant les individus moins bien nantis.

Mais le *Home Rule* n'a pas que des entreprises sociales-démocrates. *Royal Greenland* et *KNI Pisiffik*, dont nous avons parlé dans le troisième chapitre, constituent respectivement les versions capitalistes de *Nuka* et *KNI Pilersuisoq*, dans la mesure où elles œuvrent dans les mêmes

---

[22] Illoqqortoormiut est situé dans l'est groenlandais, une région peu peuplée où l'océan est couvert de glace durant une partie importante de l'année. Ilulissat est le troisième centre urbain en importance; il est localisé sur la côte ouest, soit la région la plus populeuse du Groenland. Il s'avère que les localités désavantagées sur les plans géographique, climatique et démographique ont un coût monétaire de la vie plus important. Les statistiques démographiques de ces agglomérations proviennent de Statistics Greenland (1999b: 432-433).

[23] La social-démocratie constitue, d'une part, un « courant d'idées issues du marxisme et auquel se référaient les partis politiques de langue allemande et les pays scandinaves » et, d'autre part, l'« ensemble des organisations et des hommes politiques qui se rattachent au socialisme parlementaire et réformiste » (Larousse-Bordas 1998). Quant au socialisme, il s'agit d'une « doctrine d'organisation sociale qui entend faire prévaloir l'intérêt, le bien général, sur les intérêts particuliers au moyen d'une organisation concertée (*opposé* à libéralisme) » (Robert 1991: 1823). « Ideologically, social democracy is characterized as being against too large income differences; suffering and poverty is not individual's own fault, but is a common responsability to be remedied by the state. On the other hand, private entreprise and initiative is good as long as it does not harm others » (Adolphsen et Greiffenberg 1997: 34).

industries, mais à l'intérieur de marchés compétitifs, et compte tenu qu'elles sont davantage orientées vers la quête de profits. Cette distinction entre entreprises sociales-démocrates et capitalistes est d'ailleurs présente dans le discours de plusieurs dirigeants d'entreprise du secteur gouvernemental:

> *« You can say in* [nom de l'entreprise] *you're trying to make a profit in order to compete. In* [nom de l'entreprise], *we say we try to make a profit in order to, in the long run, reduce the payment from the government. They are two different aims ».*

Cet autre manager nous a aussi fait part de cette distinction:

> *« They are profit oriented, and we are service oriented. [...] That means* [nom de l'entreprise] *has to run commercially, and the other* [nom de l'entreprise] *is going to run socially, somehow ».*

En outre, ceux dont l'entreprise doit suivre les politiques de l'État-providence semblent discerner les impacts de ces orientations sociales-démocrates sur la gestion de leurs activités et sur le développement de la société. Conscients de cette intention politique d'égalisation des niveaux de vie, le discours de ces individus montre qu'ils croient qu'en l'absence de cette politique, les petites localités n'auraient pas les mêmes conditions de vie, comme en témoigne l'un d'entre eux au sujet des emplois fournis par l'État-providence:

> *« It's political [...] [to] say that those small villages have to be populated. And at the same time, they have to have something to live on. […] [They] catch some* [nom de l'animal], *and sell it to us, [...] and they can make a living out of it ».*

Un autre entrepreneur traite aussi de la dimension sociale-démocrate de l'État, concernant les prix subventionnés et les subventions qu'il offre aux producteurs:

> *« [Generally], the bank closes the places down if it is not running. Here you get some money from the government if you can't keep them up. That's better to have them out there to do something, than have them down here at the communal office to pick up the money [(transfer payments)]. [...] It's some kind of social work ».*

Exprimant également les objectifs égalitaristes qu'il sert, un autre dirigeant mentionne que l'entreprise qu'il dirige est de type social-démocrate et non pas capitaliste. Selon lui, une entreprise capitaliste n'aurait pas maintenu les mêmes prix dans les petites localités:

> *« Because you cannot just say that we want to make the most out of* [nom de l'entreprise], *because then we just [...] [change] the prices [...]. So it has to be more balanced in* [nom de l'entreprise] *».*

Ce même manager va plus loin à ce chapitre, exprimant son opinion selon laquelle une entreprise privée capitaliste n'aurait pas les reins assez solides ni même d'intérêt à opérer de façon non rentable dans les petites localités:

> *« The reason why you get a payment [(government subsidy)] is that in many settlements you have so few people, that you would never have a private enterprise in that settlement, unless the price went very high because the turnover in the one settlement is very small in comparison to the cost of the infrastructure to be built, [...] [for] transportation and so on ».*

Selon lui, seule une entreprise à saveur sociale-démocrate, subventionnée par l'État, aurait la capacité et la volonté d'affronter ces marchés dits non profitables.

Les dirigeants des entreprises gouvernementales distinguent relativement bien ce qui est du ressort de l'État social et du rôle que joue leur entreprise comme moyen d'intervention social-démocrate. Les commentaires des dirigeants d'entreprise illustrent la grande portée qu'ils attribuent à leurs activités concernant les petites localités qui ne sont pas considérées autosuffisantes: *« Some of the cities cannot run by themselves »*. Les dirigeants d'entreprise affirment que l'État serait en partie responsable de certaines configurations de la société groenlandaise. En d'autres termes, d'après eux, le Groenland ne se serait pas développé de la même manière si le gouvernement avait agi différemment, selon d'autres visées. Du point de vue de l'évolution de l'économie groenlandaise, Danielsen *et al.* évoquent aussi l'effet déterminant des valeurs de l'État-providence:

> « The limits of the market-economic liberalization have thus been determined by societal considerations which a free market in certain areas would not have been able to handle due to the size of the market segment and the structure of the local trade and industry » (Danielsen *et al.* 1998: 48).

Les « considérations sociales » auxquelles Danielsen *et al.* font référence représentent des valeurs qui, selon nous, semblent guider la politique économique groenlandaise, du moins en ce qui a trait aux entreprises sociales-démocrates. S'il est vrai que ces idéaux sont effectivement considérés dans l'élaboration de quelques-unes des politiques de l'État, il est alors probable que nous soyons en présence d'une « action rationnelle en finalité » orientée selon des objectifs « extra-économiques », comme l'a défini Weber. D'une part, nous faisons l'hypothèse que cette action est rationnelle, c'est-à-dire que des moyens ont été consciemment mis au service de certaines fins, et donc que cette action a été mûrement réfléchie. Ce n'est pas par hasard qu'une même politique de prix subventionnés et uniformes soit appliquée par plusieurs entreprises gouvernementales et que l'État persiste à opérer des entreprises non profitables afin de créer des emplois. Ce n'est pas non plus une coïncidence que ces pratiques tentent de maintenir de

meilleures conditions de vie[24] dans les petites localités. Il s'agit là d'un choix délibéré, politique et réfléchi, certes à un degré difficilement qualifiable, mais vraisemblablement élaboré de façon rationnelle.

D'autre part, cette action serait orientée en fonction de certaines finalités extra-économiques. Ces valeurs ou finalités sont celles de la social-démocratie: une société sans inégalités sociales. Ces valeurs sont probablement prônées par un groupe d'acteurs influents de la société groenlandaise, lequel est plus ou moins clairement identifiable (ex.: la société civile, l'État, les technocrates du gouvernement ou l'ensemble de ces acteurs sociaux, etc.). Cette idéologie aurait été transposée en norme de gestion et imposée aux dirigeants d'entreprises gouvernementales de façon intentionnelle. Car pour Weber, une action purement « rationnelle en finalité » dans la sphère économique supposerait l'établissement d'entreprises proprement capitalistes, essentiellement intéressées au profit (Schippling 1988, tiré de Spurk 1998: 89). Or, nos observations empiriques démontrent que les entreprises sociales-démocrates gouvernementales ont des finalités qui vont au-delà d'un désir de rentabilité et agissent selon des valeurs extra-économiques, tel que le maintien des petites localités du point de vue démographique et des conditions de vie (emploi, approvisionnement, etc.). Voilà une situation à cheval entre l'action rationnelle en valeur et l'action rationnelle en finalité. Le fait d'associer les entreprises sociales-démocrates à une action rationnelle en finalité et orientée selon des finalités extra-économiques va nous amener à cerner l'opposition que fondent les dirigeants des entreprises gouvernementales face à ces valeurs et en vertu de quelle rationalité ils fondent cette opposition.

[24] Nous ne voulons pas insinuer que l'État, par son intervention, crée des conditions de vie jugées adéquates ou non. Notre commentaire ne vise pas à poser un jugement de valeur sur les conditions de vie qui prévalent dans les petites localités — nos lectures, recherches et observations au Groenland ne nous permettent pas un tel jugement. Nous limitons notre propos à l'hypothèse voulant que l'intervention étatique tende à favoriser des conditions de vie par divers moyens: emplois rémunérés, infrastructures, approvisionnement en biens et services, prix subventionnés, etc.

LE NÉO-LIBÉRALISME GOUVERNEMENTAL PRIS ENTRE L'ARBRE ET L'ÉCORCE: LE CAPITALISME CONTRE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Les dirigeants d'entreprise du secteur gouvernemental ne sont pas neutres face aux interventions de l'État social; au contraire, cette présence étatique dans l'économie, par l'entremise des entreprises sociales-démocrates, n'est pas sans provoquer une controverse. Cette section montre que la rationalité que révèlent ces individus par leur discours est en opposition avec celle de l'État social dont nous venons de parler. Contrairement aux valeurs sociales-démocrates de ce dernier, les dirigeants d'entreprise du secteur gouvernemental ont un discours prônant plutôt le laisser-faire, la libre concurrence et la non intervention de l'État dans l'économie afin de laisser les lois du marché à elles seules le soin de faire fonctionner l'économie: ils ont des valeurs qui s'inscrivent dans le courant de pensée néo-libéral.

Le débat concernant le maintien des petites localités dans la société groenlandaise illustre ce conflit entre social-démocratie et néo-libéralisme. Au sein même de l'État, les politiques en faveur des petites localités ne semblent pas compatibles avec les objectifs de rationalisation des dépenses étatiques que connaît le Groenland, notamment depuis les difficultés économiques qu'il a éprouvées à la fin des années 1980[25]:

> « The good faith intentions to modernize the village communities are thus, in conflict with the *Home Rule* authorities, more important endeavors to rationalize the Greenlandic society. This is, however, a sensitive political issue since the improvement of the villages' conditions has been one of the *Home Rule* authorities' fundamental political goals » (Larsen 1992: 217).

Les managers d'entreprises gouvernementales doivent eux aussi conjuguer quotidiennement avec les valeurs contradictoires sociales-démocrates et néo-libérales de l'État. C'est ce qui expliquerait pourquoi les dirigeants d'entreprises gouvernementales sont si volubiles au sujet du *Welfare State*. C'est le cas de *Royal Greenland* qui, avant de se dégager de ses unités moins productives (maintenant regroupées sous l'entreprise *Nuka*), devait satisfaire à la fois ces deux courants idéologiques:

---

[25] À la suite d'une crise économique importante à la fin de la décennie 1980 (chômage élevé, baisse des prix des produits de la pêche, administration déficiente, etc.), le *Home Rule* se serait davantage tourné vers une gestion dite capitaliste des compagnies sous son aile (Larsen 1992: 214). Au même moment, il entamait une rationalisation du budget national par un contrôle plus stricte et une diminution des dépenses publiques, dans le but d'annuler son déficit et rembourser la dette de la région (Statistics Greenland 1997: 69 ; Rasmussen 1997: 16).

> « As a net-managed organization *Royal Greenland* functioned as the means of realising the commercial and regional goals of the *Home Rule* authorities. At the same time the demand was that the company was to function as a modern commercial enterprise. [...] the conflict has happened because Greenlandic society still expects *Royal Greenland* to fulfil a number of social obligations while at the same time demanding that the company is efficient, increasing its international competitiveness » (Danielsen *et al.* 1998: 60).

Les gestionnaires d'une autre entreprise gouvernementale disent aussi avoir à naviguer entre des objectifs « de gauche » — « *We are still owned by government and they have a responsibility to people* » — et des impératifs de rentabilité — « *The government needs money, and it is an object or an aim for the company to run as efficiently as possible* ». En somme, presque l'entièreté de l'industrie alimentaire gouvernementale fait face à ces orientations antinomiques.

Entre ces deux pôles d'idées, nous constatons que les dirigeants des entreprises gouvernementales prennent position, prônant davantage le discours capitaliste, et semblent s'opposer aux volontés sociales-démocrates apparemment prônées par le gouvernement (quoique les valeurs du *Home Rule* ne se résument pas à la social-démocratie). Le prochain exemple démontre en quoi les idéaux essentiellement capitalistes (dont nous reparlerons plus loin) présents chez plusieurs entrepreneurs — toutes formes de propriété et secteurs d'activités confondus — sont en opposition avec certaines ambitions étatiques visant une redistribution plus équitable des richesses. Comme le montre l'extrait suivant, ce dirigeant d'entreprise ne témoigne pas d'enthousiasme face aux actions égalitaristes de l'État, qui paraissent empêcher les entrepreneurs de se concentrer sur ce qui les intéresse, soit le profit:

> *« My experience is that every time we tried to do that [(run socially oriented business)], we have lost money. That's why I keep it away [(the non profitable production)]. I put it into this company* [nom de l'entreprise] *because we wanted all non-profit things [seperated] [...], because it's too complicated for us ».*

Ce manager n'est pas le seul à qualifier les intentions sociales-démocrates de l'État de nuisances aux activités d'une entreprise: l'État-providence constitue pour lui une barrière à l'expansion du capitalisme. Le discours de certains dirigeants privilégie nettement la profitabilité économique, au détriment des considérations socialistes que l'on compare en quelque sorte à des enfantillages ne représentant que des embarras:

> *« When you have a business like this, everybody annoy with what is happening in this settlement or that settlement, or why [there] are no people employed. [...] So you get a grant from the government, [...] and actually what I found out was that this [was] [...] 2% of the turnover [and] 90% of the problems. And that's actually the truth. [...] I can feel now that*

[...] we have actually improved our production. If I can only lower the cost for 1%, you know that's a lot of money here [...]. If people are spending 90% of their time solving problems about buying [nom de l'animal] *in some place somewhere down in the southern part of Greenland, discussing how to cut it into small pieces and dry it out and sell it away and what they would do, then, we don't get enough out of our [...] production ».*

Ce discours considère le capitalisme comme un absolu, incompatible avec la social-démocratie. Plus encore, comme l'exprimait le manager ci-haut mentionné, même un faible pourcentage d'augmentation de son chiffre d'affaires semble justifier l'abandon des pratiques de l'État-providence, ou à tout le moins leur mise à l'écart de ses champs d'activité. Cet entrepreneur est particulièrement radical, mais il illustre clairement une mentalité que l'on retrouve chez d'autres dirigeants d'entreprise à des degrés variables, affirmant que le jeu de l'État-providence n'en vaut pas la chandelle.

Par ailleurs, les entreprises au service du *Welfare State* ne peuvent pas agir comme bon leur semble, notamment selon une logique purement capitaliste. Toutefois, le capitalisme n'est pas contraint uniquement par le gouvernement, mais également par la population en général qui, comme nous le laisse croire le prochain commentaire, place en quelque sorte les dirigeants d'entreprise entre l'arbre et l'écorce:

« We have been told by the government that [he] would like us to run it as a private company [...]. That was said at a meeting I had [together with our] corporate manager, and with one of the ministers. But still, if we go out and act like one, I think they would change their mind. And what I'm thinking about [...] is that we have a lot of capital in comparison to other companies in Greenland, which means we could go out and buy most of the [companies] [...] in most of the cities. So for us, it is sometimes hard to make a decision wether we should buy this [company] that is out for sale, or if we should force it out off the market in this little city, because we had to have some conscience. We care about our heads. We can't just wipe everything out, because we have the government, and the political opinion. Otherwise they ask us to act like [if] we are private ».

Ce gestionnaire sous-entend que les valeurs sociales-démocrates véhiculées par l'opinion publique et l'État constituent des normes qui balisent et dictent le comportement des entreprises gouvernementales. Voici un autre exemple où cette pression exercée par l'opinion publique s'est manifestée à travers les médias d'information:

« We have just bought a [company] in [nom de la ville] *that is up in the north and they have ask us to buy for six months or so and they've been trying to sell it to other people but in the end we saw some incompatibilities about it and next week you have in the newspaper "Why is* [nom de l'entreprise] *buying everything?". So it's a little bit difficult because the local markets are so small that it's very easy to become dominant in one little market ».*

Les dirigeants de l'entreprise concernés ont semblé prendre l'avis de la population au

sérieux, signe d'une influence significative sur la gestion de leur entreprise.

La manière revendicatrice et contestataire qu'ont les dirigeants d'entreprise de traiter des contraintes étatiques nous font penser à des chiens de course, sur la ligne de départ, qui n'attendent que la levée de la barrière pour courir après le lièvre, qui sans cette protection serait déjà dévoré tout rond. Pour ces dirigeants, la levée de ces contraintes est un impératif, de manière à laisser libre cours à l'accumulation de profits. Pour un capitaliste, la rentabilité constitue le principal critère permettant de juger si telle ou telle intention vaut la peine d'être mise en pratique. Selon les dirigeants d'entreprises gouvernementales les plus endurcis, le *Welfare State* n'est pas rentable et devient du coup illégitime à leurs yeux. Ils croient que le temps des vaches grasses est révolu, que la société n'a plus les moyens de se payer des entreprises sociales-démocrates:

> *« But [...], in my opinion, time is running from that. Now it's crazy. [...] No, I don't think in the long run the country can afford this. That's more my concern. [...] Right now we have a situation [...] where [...] it's absolutely possible to make a profit from what you are producing in Greenland, as long as we stick to [...] [profitable production] ».*

Ce discours nous rappelle la remise en question et le déclin des États-providence de la majorité des pays occidentaux au début des années 1980, et le rejaillissement du mode de pensée libérale d'avant les Trente glorieuses; un phénomène qui fut rebaptisé « néo-libéralisme » et qui constitue aujourd'hui un courant de pensée de plus en plus dominant dans le monde (Levasseur 1995: 86). D'ailleurs, tout porte à croire que le Groenland n'échappe pas à ce néo-libéralisme (Winther 1999: 152)[26], où l'État ne doit pas, par son intervention, gêner le libre jeu de la concurrence. À ce sujet, les dirigeants du secteur gouvernemental nous ont explicitement fait savoir que l'État avait l'intention de dénationaliser quelques-unes de ses entreprises — les récentes restructurations des entreprises gouvernementales constitueraient l'une des étapes de cette stratégie de privatisation. Les travaux de Lyck authentifient ces nouvelles orientations de la politique économique, en prenant l'exemple de *KNI Pisiffik*:

> « Since 1995 KNI Pissifik's economic situation has improved and the corporation makes a profit. The chief executive, Keld Askær, would now like to privatize KNI, offering it at a listing on the Copenhagen stock exchange. He has maid this wish known to the Greenlandic *Home Rule* which have a positive view of the plan. KNI is investigating the possibility of both an expansion to include Denmark and a privatization » (Lyck 1999: 65).

---

[26] Nous reviendrons plus en détails sur la montée du néo-libéralisme groenlandais, lors de l'interprétation sociohistorique des origines de ce discours, au prochain chapitre.

En somme, les dirigeants d'entreprises gouvernementales sont contraints de ménager la chèvre et le chou, soit respectivement la social-démocratie et le néo-libéralisme capitaliste; préférant le chou, les managers trouvent la chèvre bien embarrassante. Analysée selon les catégories d'« action sociale » de Weber, nous constatons que l'« action rationnelle en finalité » sociale-démocrate de l'État-providence entre en conflit avec les valeurs néo-libérales des dirigeants d'entreprise qui, nous le verrons dans la dernière section de ce chapitre, s'apparentent à une « action rationnelle en finalité » de type capitaliste. Les dirigeants d'entreprises gouvernementales ne sont pas les seuls néo-libéraux; leurs homologues du secteur privé en disent autant, sinon plus, au sujet de la présence contestée de l'État dans l'économie.

LE DISCOURS ANTI-ÉTATIQUE DU SECTEUR PRIVÉ

Si l'industrie gouvernementale occupe quasiment toute la place dans l'économie alimentaire, du point de vue quantitatif, le secteur privé a bel et bien la sienne et tient aussi un discours virulent au sujet de l'État. Les lignes qui suivent portent sur ce discours, qui constitue un laboratoire additionnel et distinct, par rapport au précédent (secteur gouvernemental), pour observer les valeurs des dirigeants d'entreprise. Plus encore, le discours du secteur privé constitue un regard critique sur l'intervention massive du gouvernement dans l'économie, sur le capitalisme d'État groenlandais. Dans l'ensemble, nous verrons que les dirigeants d'entreprise du secteur privé adoptent un discours anti-étatique; selon eux, le gouvernement crée une compétition déloyale au secteur privé, à l'avantage de ses propres entreprises.

UNE DISTRIBUTION DU CAPITAL FINANCIER INÉQUITABLE

D'après les dirigeants du secteur privé, les compagnies gouvernementales bénéficieraient, injustement, de plus de capital financier nécessaire au déroulement des opérations et à l'expansion des entreprises. Par exemple, ils racontent que les entreprises gouvernementales peuvent, avec cet argent, accroître plus aisément leur part de marché dans d'autres localités en achetant des commerces concurrents. Pour certains entrepreneurs privés, leur capacité d'effectuer ce type de transactions semble inversement proportionnelle à celle du secteur gouvernemental:

> *« The government will not sell separate stores. They take it all and sell it all in one time, and we can't do that ».*

Ceci est confirmé par les dirigeants d'une des entreprises gouvernementales:

> *« We have a lot of capital in comparison to other companies in Greenland, which means we could go out and buy most of the [...] [companies], in most of the cities ».*

Par ailleurs, les managers du secteur privé trouvent difficile d'assumer les prix parfois élevés de la matière première — comme l'achat de poisson à des fins de transformation — ce qui ne serait pas le cas des grandes entreprises gouvernementales, présumées plus riches. Aussi, certains disent avoir du mal à trouver une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine de la gestion, étant donné les hauts salaires versés par l'État qui attireraient les meilleurs candidats, notamment les jeunes Inuit instruits:

> *« It is difficult especially to get Greenlandic people into this, because they can get higher salaries, more "credit cards" in the* Home Rule *companies. We are thinking of getting a partner outside Greenland who can give us the managing [expertise], because we don't think we can find it in Greenland. [They pay] high salary in* Royal Greenland*. A young Greenlander educated, back from Denmark to Greenland, can get a high salary. Because there are few of them, that's the market. There are few educated Greenlanders and they are paid high ».*

Ainsi, le secteur privé affirme ne pas avoir les mêmes possibilités d'essor économique que son concurrent gouvernemental. Il est clair, pour la majorité des tenants de ce discours, que l'économie groenlandaise se divise en deux ligues: celle des gros acteurs, essentiellement accaparée par l'État, et celle des petits, associée au secteur privé. Faisant référence à une transaction donnée, la remarque suivante illustre bien la perception qu'ont les managers du secteur privé de ces deux mondes différents: *«Yes but I don't think it's just the same to them. It's so a little part of their business. It's a billion Danish Crowns company ».* Ce partage inéquitable du capital financier trouve l'une de ses explications dans ce même discours, où le système de distribution des subventions étatiques est pointé du doigt.

De fait, les subventions accordées par l'État à ses propres entreprises sont généralement critiquées par le secteur privé, comme par exemple celles accordées aux commerces de détail gouvernementaux des petites localités (la compagnie *KNI Pilersuisoq*). Conscients des difficultés de rentabilité dans ces villages, certains commerçants privés disent ne pas avoir les reins assez solides pour s'y aventurer, n'étant pas subventionnés au même niveau que leurs compétiteurs gouvernementaux. Face à cette situation, ils trouvent injuste de ne recevoir aucune aide monétaire de l'État; à ce sujet, l'un d'entre eux ajoute « *We pay taxes!* ». D'ailleurs, les subventions accordées aux entreprises gouvernementales, entre autres pour uniformiser les prix, sont parfois

perçues par certains auteurs comme mettant un frein à une saine compétition — mais surtout dans les centres urbains (Danielsen *et al.* 1998: 20 ; Lyck 1999: 27). Donc, les dirigeants d'entreprise contestent le quasi-monopole de l'État dans l'économie, qui est d'après eux le résultat de subventions illégitimes.

LES CERCLES VICIEUX DU QUASI-MONOPOLE ÉTATIQUE

Les dirigeants d'entreprise du secteur privé accusent les compagnies gouvernementales de créer des cercles vicieux protégeant et reproduisant leur domination dans l'économie. Pour illustrer cet élément du discours, nous présenterons brièvement divers faits mentionnés par nos interviewés. Toutefois, nous ne serons pas généreux à fournir les détails de ces événements, afin de préserver l'anonymat des organisations. Cette dimension discursive nous permettra de comprendre la conception spécifique du capitalisme chez les dirigeants d'entreprises privées, par rapport à celle qu'ils critiquent et attribuent à l'État.

Dans un premier temps, l'État obligerait, d'une manière ou d'une autre, l'une des entreprises privées à acheter certains biens auprès de ses propres entreprises:

> *« We can't buy it elsewhere [...]. The consequence is that* [nom d'une entreprise gouvernementale] *makes money on us, our biggest competitor ».*

Le *Home Rule* est aussi soupçonné de favoriser sa propre entreprise *Royal Greenland*, par le moyen d'une réglementation obligeant les bateaux de pêche en haute mer de vendre un quart de leurs prises aux usines de transformation situées en territoire groenlandais, lesquelles sont possédées pour la plupart par *Royal Greenland*.

On nous a également confié que suite aux oppositions formulées par certains entrepreneurs privés quant aux tarifs préférentiels que s'accordaient certaines entreprises gouvernementales entre elles, celles-ci auraient uniformisé leurs prix pour l'ensemble de leur clients, tant privés que gouvernementaux.

Aussi, une coopérative du domaine des pêcheries aurait voulu traiter directement avec des acheteurs de produits de la mer, sans passer par *Royal Greenland* comme elle le faisant auparavant. Dès lors, *Royal Greenland* aurait baissé ses prix de vente à un niveau inatteignable

par la concurrence:

> *« When we [...] went to the buyers directly, then* Royal Greenland *lowered the prices, so that we were not able to sell what we were producing for the price that we needed, because the government owns* Royal Greenland *and* Royal Greenland *do always [like that]. They can always afford to lower the prices with the money of the people. And that's what is sounding [...] very contradictory, a kind of contradiction ».*

La « contradiction » dont parle ce pêcheur rappelle celle que nous avons observée entre les valeurs sociales-démocrates de l'État-providence et les valeurs capitalistes des dirigeants d'entreprises gouvernementales. D'après cet individu, l'argent des contribuables (« *the money of the people* ») devrait servir à leur épanouissement et non pas à leur anéantissement; ce serait la compétitivité accrue de *Royal Greenland* qui aurait forcé cette coopérative à fermer ses portes. La féroce compétition des compagnies gouvernementales infligée au secteur privé serait un phénomène souvent souligné au sein du discours des pêcheurs selon Lyck (1999: 51)[27], et constituerait l'une des causes du déclin des coopératives groenlandaises dans les années 1980[28].

L'expression de cette contradiction dénote autre chose. Elle est le signe d'une distance entre l'État et la société civile, dans ce cas-ci, le secteur privé. Les propos de ce pêcheur furent aussi constatés chez d'autres entrepreneurs privés qui, par leurs discours, prônent une plus grande démocratisation de l'accès au capital. Ces individus laissent transparaître un sentiment de déception face à leur gouvernement. Ce sont des citoyens mécontents de leurs élus politiques, que l'on soupçonne de négliger leurs électeurs, en nuisant au développement économique privé. La représentation sociale du capitalisme d'État qu'a le secteur privé est celle d'un régime

économique construit de manière à s'auto-reproduire. Même si à la fois les managers des secteurs privé et gouvernemental prêchent à leur manière le développement économique, les entrepreneurs privés, minoritaires dans cette histoire, déplorent le capitalisme agressif pratiqué par l'État. Les critiques néo-libérales formulées à l'endroit des façons de faire de l'État dans l'économie vont encore plus loin; si l'État se garde la plus grosse part du gâteau, c'est qu'il serait malhonnête et incompétent.

L'ÉTAT ENTREPRENEUR: UN MAUVAIS GESTIONNAIRE CORROMPU

L'État est qualifié de corrompu et de mauvais gestionnaire. Les dirigeants du secteur privé affirment généralement que le gouvernement dépense son argent sans réfléchir, qu'il ne sait pas comment diriger ses entreprises:

> *« We know that the company is very big, but [...] the way they are leading the company is not good in my mind ».*

À ce sujet, deux individus d'entreprises différentes ont comparé l'État groenlandais aux déboires du régime communiste, à la Russie: « *It's like Russia here* » nous dit l'un; « *It's kind of a comunism* » nous dit l'autre. Le premier fut particulièrement éloquent à cet égard:

> *« In the Home Rule companies of course no fantasy and high cost; lots of credit cards. It's like Russia of course here. It's like the same way exactly. All the decisions are taken by politicians. They are placed in the board of the companies. They don't know nothing about running a business, not at all. Danish civil servants play a big role in the company and they know nothing about business. They must learn it in the air plane from Copenhagen to Kangerlussuaq*[29]*. They think they can do everything in companies. Of course because every*

---

[27] Lyck a également observé le discours sur la compétition déloyale de l'État chez d'autres pêcheurs du secteur privé: « Many fishers have complained of how the production and sales monopoly held by Royal Greenland Ltd. hinders them in running a business based on network and regional needs and opportunities » (Lyck 1999: 51). Bærenholdt (2000: 88-89) a lui-aussi noté l'existence d'un conflit entre les pêcheurs privés et cette société d'État: « Some local Greenlanders see Royal Greenland as the continuation of the colonial activities of the Royal Greenland Trade (KGH) which it replaced. [...] For the analysis of local economic development, the most interesting thing here is not whether or not the statement is "true", but that it exists as part of a discourse; it clearly represents the views of local fishermen unsatisfied with the prices they get for the fish and shrimps they land. The statement especially illustrates the bitterness and contradictions in local industrial development, underscoring the lack of a shared entrepreneurial discourse ».

[28] Les pratiques de concurrence virulente de l'État expliqueraient, en partie, la chute du mouvement coopératif groenlandais dans les années 1980: « [...] it appears that the cooperative mouvement never acomplished taking over economic activities. Suppliers' cooperatives in settlements were forced to eke out a marginalized existence far away from the economic centre of the Greenlandic economy. [...] cooperatives were forced into fierce competition from both private retailing as well as from the state monopoly of the Royal Greenland Trade Company » (Winther 1999: 156).

[29] Kangerlussuaq est la ville où atterissent les avions en provenance de l'extérieur du Groenland. Ces vols internationaux doivent nécessairement passer par-là, compte tenu que seule la piste d'atterissage de Kangerlussuaq est suffisamment grande pour acceuillir de tels avions.

function are paid in advance. They shall not create anything. They are paid to do something, and of course then you can do it. Of course you pay the business man if you get 1 million dollars in your pocket. That's a problem. It's a little group of people; it's the same party who as ruled Greenland from now 17 years. It took the [Spanish] socialist parties 7 years to get so corrupted so you had to remove it. I don't say they are corrupted here, but of course they found other ways of getting what they need: money, positions, travels, and so on. It's not a productive system of course. There's no competition ».

Ce discours, l'un des plus anti-étatiques, conteste ce mélange entre le politique et l'économique, un assortiment n'étant pas perçu comme fructueux pour la majorité, mais uniquement pour une élite. L'élite corrompue dont il parle, ce sont les politiciens groenlandais et les « coopérants »[30] venus travailler, surtout depuis le Danemark, pour quelques années et qui n'ont généralement pas de liens affectifs envers le milieu social groenlandais. Ces frustrations sont généralisées aux répondants du secteur privé, des entrepreneurs qui éprouvent le sentiment de ne pas avoir la vie facile, spécialement en comparaison avec ceux du secteur gouvernemental qui eux se permettraient des dépenses colossales.

Ayant le sentiment d'être trahis par leur gouvernement jugé égoïste, nous avons perçu une fierté chez les gens du secteur privé, une fierté de compétitionner l'appareil étatique avec les moyens qu'ils ont. Par exemple, nous avons décelé une certaine fierté à l'égard de l'entreprise privée *Polar Seafood*, qui accomplit une chaude lutte à la compagnie d'État *Royal Greenland*. Un manager du secteur gouvernemental nous a même confié qu'il possédait lui-même des actions de *Polar Seafood*. Il semble que le secteur privé veut relever le défi du développement économique, en marge du capitalisme d'État:

« We all want to prove it's possible to make anything beside the Home Rule *[...]. We will try to prove that it can be done to make a private enterprise who earns money. We have not made a private enterprise that's not making money ».*

Les oppositions formulées par le secteur privé à l'égard des interventions de l'État dans l'économie nous rappellent le discours du secteur gouvernemental. Comparativement à ce dernier, le discours du secteur privé ne critique pas tant le degré d'intervention de l'État dans l'économie que ses modalités d'intervention. Autrement dit, alors que les dirigeants d'entreprises gouvernementales prônent un retrait de l'État de la sphère économique, les entrepreneurs privés blâment la façon dont l'État occupe cette sphère. En somme, l'ensemble des dirigeants

[30] Nous avons expliqué plus en détails ce que sont les « coopérants » au chapitre 3.

d'entreprise interrogés adoptent, à leur manière, un discours néo-libéral; l'idée que le développement économique est contraint par les interventions de l'État fait consensus dans le discours. Ce consensus révèle une valeur commune à la très grande majorité des dirigeants d'entreprise: le capitalisme comme objectif, comme finalité. Mais ces managers n'ont-ils pas des valeurs autre que d'ordre économique? L'analyse présentée dans la section suivante montre que les valeurs capitalistes dominent la rationalité des dirigeants d'entreprise, peu importe leur secteur d'activité.

LA DOMINATION DE LA RATIONALITÉ CAPITALISTE

Nous avons vu que les dirigeants d'entreprise ont un discours néo-libéral et, de façon générale, ce discours fut utilisé afin de protéger et promouvoir des intérêts particuliers. En un mot, le néo-libéralisme, tel que se l'approprient les dirigeants d'entreprise rencontrés, est un outil, un moyen. Derrière tout moyen se cache généralement une finalité. Jusqu'à maintenant, nous avons noté au passage que le développement économique constitue cette finalité pour les dirigeants d'entreprise, mais cette dimension n'a pas été suffisamment analysée. Cette rationalité a surtout été mise en relief en tant que finalité du discours néo-libéral et non pas pour elle-même. Cette section sera uniquement vouée à l'analyse du volet capitaliste de la rationalité des dirigeants d'entreprise. Nous démontrerons que le profit constitue la principale préoccupation des dirigeants d'entreprise (à la fois des secteurs privé et gouvernemental) et que cette rationalité laisse peu de place à des valeurs non économiques. En premier lieu, nous présenterons les valeurs capitalistes du discours et l'importance qu'elles y occupent, pour ensuite montrer le rôle secondaire que tiennent les valeurs extra-économiques, notamment celles liées à la tradition.

Mais n'est-ce pas tomber dans la facilité que d'affirmer banalement que la finalité principale d'un dirigeant d'entreprise est de participer au développement économique? Le fait de demander à un manager de parler de ses activités économiques ne va-t-il pas invariablement résulter en des réponses d'ordre économique? À cela la théorie sociologique de Weber, dont nous nous inspirons, permet de suggérer que la situation n'est pas si simple. Suivant cette approche, les dirigeants d'entreprise orientent parfois leurs actions en fonction d'objectifs strictement économiques, mais ils peuvent aussi agir selon d'autres objectifs que ceux associés spontanément à l'entreprise: c'est-à-dire outre que produire et vendre, gagner de l'argent et l'investir, faire des profits, et ainsi de suite. Ce que nous avons appelé les « entreprises sociales-démocrates »

constituent un bel exemple d'action économique orientée vers des objectifs non économiques, une action à la fois rationnelle en valeur et en finalité.

Afin de vérifier l'hypothèse selon laquelle la rationalité des dirigeants d'entreprise est dominée par des valeurs capitalistes, nous avons tenté d'analyser la contre hypothèse où ces mêmes individus pourraient tenir compte de valeurs extra-économiques. Pour ce faire, nous avons tenté de cerner la perception qu'ils ont de leurs activités et de la ressource qu'ils exploitent; est-ce purement un acte économique ou si d'autres éléments, d'ordre culturel ou politique par exemple, font partie de la mentalité des dirigeants d'entreprise? D'autres questions d'entrevue portaient sur une valeur extra-économique potentiellement influente au sein de la logique d'action des dirigeants d'entreprise: la « nourriture traditionnelle »[31], soit la nourriture de l'époque nomade des Inuit (ex.: phoque, baleine, caribou), qui constituerait toujours une valeur importante chez les Groenlandais[32]. Nous nous intéressions à savoir si la nourriture traditionnelle ne représente qu'une marchandise comme une autre ou si elle ne revêt pas une importance culturelle particulière.

L'OMNIPRÉSENCE ET LA PRIMAUTÉ DES VALEURS CAPITALISTES

En général, la rationalité qui semble dominer chez les dirigeants d'entreprise en est une capitaliste, comme l'indiquent les extraits de discours suivants. Par exemple, les dirigeants d'entreprise semblent considérer uniquement (ou presque) les possibilités de ventes comme justification de l'exploitation des ressources. Pour certains entrepreneurs, l'objectif idéal n'est pas de produire ce que l'on peut ou veut bien produire, mais de produire ce qui se vend:

> *« What we're trying [...] is to [...] make them make some more products that we feel like we can sell [...]. I mean the products that we have been buying are the products that have been produced. [...] It is very product oriented. First you produce, and then you go on to see well where can we sell these things. We try to turn that around, and see what does the consumer wants. And we [...] say we would like this because the consumers want it ».*

Un autre manager affirme qu'il ne désire pas tant produire ce que les consommateurs préfèrent, mais plutôt ce qu'ils sont capables de payer:

> *« That's what I always fear. You have here that people want to have this, and people want to have that, but they are not willing to pay the price. That's no reason I should produce it for them ».*

Ce manager fait référence à la nourriture traditionnelle qui ne semble pas avoir d'importance à ses yeux, compte tenu qu'elle ne représente pas une marchandise hautement

---

[31] Dans le cadre de cette enquête, la « nourriture traditionnelle » ne représente que les denrées alimentaires ingérées par les Inuit lors de leur période nomade, avant leurs contacts avec les Européens. Pour les besoins de nos analyses, nous parlerons de nourriture traditionnelle en faisant référence au phoque, au caribou, à la baleine et au bœuf musqué, soit les espèces exploitées par les entreprises que nous avons visitées, quoique les Inuit nomades d'autrefois se nourrissaient également d'autres espèces. Nous considérons le mouton comme nourriture traditionnelle, car cet animal fut importé et domestiqué dès la colonisation du Groenland par les Norses, et ensuite par d'autres, et ce jusqu'à nos jours; de plus, le mouton est une dimension importante de la culture du sud groenlandais (Wareham 1993: 22).

[32] L'importance culturelle de la nourriture traditionnelle n'est plus à prouver. La littérature est très abondante à ce sujet:

> « To the Inuit, the traditional diet is not only a way of obtainning the necessary nutrients but it is also a social and cultural issue. [...] eating traditional food creates a sense of being Inuit and of adhering to the old values. Furthermore, it is a social act to eat traditional food together, comparable to having a cup of coffee at the office or having a beer at the pub in western societies... A real Inuk eats and appreciates traditional food, and asking Inuit about their food preferences is, therefore, more than merely a question of taste. It may, in reality, be more or less equivalent to asking whether people are proud of being Inuit » (Bjerregaard et Young 1998, cité dans Rasmussen 1998b: 10).

commercialisable[33].

De plus, cette valorisation des propriétés commerciales des ressources, au détriment d'une valorisation extra-économique, est différente selon qu'il s'agit d'une petite ou une grande entreprise. Dans le cas des grandes entreprises, les dirigeants considèrent généralement que l'exploitation commerciale de la nourriture traditionnelle n'en vaut pas la peine, et ce pour des raisons économiques: « *Let's face it, the market isn't very big* ». D'ailleurs, la majorité des grandes entreprises n'œuvrent pas dans le domaine de la nourriture traditionnelle, mais exploitent d'autres ressources alimentaires, notamment la crevette, le flétan et le crabe, soit des types de production qui rapportent beaucoup d'argent et qui n'ont pas ou peu d'importance spécifique dans la culture groenlandaise.

Les dirigeants des petites entreprises accordent la même importance à la rentabilité. Cependant, ils affirment que la nourriture traditionnelle représente un marché potentiellement lucratif. Questionné sur les raisons pour lesquelles son entreprise a été mise sur pieds, ce manager nous fait part de cette mentalité: « *There are markets for [*nom de l'animal*] products and we knew that* ». Ensuite, il nous a expliqué que les individus qui effectuaient la récolte de cette nourriture traditionnelle avaient tout intérêt à chasser plusieurs animaux à la fois et de les vendre d'un seul coup à son entreprise, plutôt que d'en vendre un seul au marché local[34], même si le prix à l'unité y est plus attrayant. De la même manière, un autre petit entrepreneur a lui aussi débuté ses activités parce qu'un potentiel commercial apparaissait à l'horizon: « *When we started [...] here, there was a lack of* [nom de l'espèce animal] *meat, there was not enough [...] [of it]. So we started that time because they needed more [...] meat* ». La majorité des dirigeants de petites

---

[33] Il serait d'ailleurs vrai que les Groenlandais valorisent l'achat de nourriture traditionnelle, mais que les consommateurs ne seraient pas prêts à payer le prix apparemment plus élevé de ces denrées: « Greenland is not one-mine market but many isolated micro-markets. While the awarness of buy local products is present, the "Buy Greenlandic" mentality is not very prominent, neither among private consumers nor professional buyers. [...] The majority of private consumers finds that products produced in Greenland are as good, or better, than those which are imported. But they are seen as being more expensive, and the consumers are not willing to pay an excess price for a Greenlandic product » (Danielsen *et al.* 1998: 122). Toutefois, paradoxalement, les Groenlandais ont manifesté une acceptation plus généralisée d'un mode de vie plus "groenlandais", phénomène aussi observé chez les marchands de détail qui depuis vendent davantage de produits locaux; par exemple, il en aurait résulté une baisse des importations de viande dans les années 1980 (Rasmussen 1997b: 75).

[34] Nous avons brièvement décrit ce que constituent les marchés locaux au Groenland, au chapitre 3.

entreprises, dont certaines produisent ou commercialisent la nourriture traditionnelle, ont manifesté une rationalité capitaliste où les ressources exploitées représentent davantage une marchandise à laquelle ils attribuent une valeur d'échange, plutôt qu'une valeur symbolique.

Le capitaliste est donc intéressé uniquement aux valeurs des consommateurs qui se concrétisent en ventes lucratives. Ainsi, comme le mentionne Weber, ces entrepreneurs ne s'intéressent pas simplement aux désirs des individus, mais bel et bien à leurs désirs solvables (Weber 1995a: 159), soit une caractéristique fondamentale de la rationalité capitaliste. Ainsi, les désirs non solvables, qui peuvent être liés à des valeurs non économiques véhiculées au sein de la société — comme la nourriture traditionnelle ou le maintien des petites localités —, intéressent très peu le dirigeant d'entreprise:

> « Pourvu qu'elle vende son produit au coût ou au-dessus du coût, l'entreprise est satisfaite. Elle répond à l'appel des besoins solvables sur le marché; elle se conforme à la hiérarchie de leur solvabilité et non à celle de leur urgence appréciée en termes de laboratoire ou par référence à la morale d'un groupe » (François Perroux, tiré de Morin 1999: 26).

Nous avons également observé que la « morale du groupe », ou contexte culturel, dans laquelle s'insère l'entreprise ne fait pas de différence pour son dirigeant. Là où il produit et à qui il vend n'a qu'une importance minime comparativement à la rentabilité que doit atteindre l'entreprise. Par exemple, un dirigeant d'entreprise nous a expliqué qu'il transige de la même manière avec un petit producteur privé impliqué dans la transformation de nourriture traditionnelle qu'avec une grande entreprise gouvernementale:

> *« There is no difference in the attitude that we like to present this optic, because we like to buy some products at the lowest price of course, [and] that we know can be sold. That's kind of the whole idea about retailing, and if it's government owned or if it's privately owned, it doesn't really matter to us ».*

En résumé, cet entrepreneur indique que la règle qui prévaut est celle du « *business as usual* »: les affaires d'abord, peu importe les circonstances. De même, un autre manager nous a dit recruter des travailleurs groenlandais non pas pour engager une main-d'œuvre spécifiquement autochtone ou locale, mais parce que de cette façon il obtient des employés qui travaillent plus longtemps dans l'entreprise, contrairement aux Danois qui ne viennent que pour environ deux ans. Pourtant, l'embauche de Groenlandais au sein des entreprises est une valeur importante au

Groenland, valeur qui fut l'objet de l'une des premières lois établies par le *Home Rule*[35]. L'intérêt de ce dirigeant d'entreprise est manifestement ailleurs, loin de toutes considérations nationalistes:

> *« It's the same everywhere. [...] It's not just for the sake of the Greenlandic people, but also for our sake to make more profit ».*

Le profit est à la tête des priorités. Plus encore, les ventes n'ont pas de sens si elles ne sont pas suffisamment importantes pour générer des surplus. Ce manager à la tête de l'une des grandes entreprises gouvernementales exprime clairement cette idée:

> *« I mean they are just looking at the turnover, but I'm looking at the profit; it's much more interesting ».*

Également dans une grande entreprise, cette fois-ci privée, le profit est un impératif, voire une règle absolue pour toute entreprise:

> *« Any company has to make money to develop. [It's] the same [...] in Greenland. [...] If you don't develop you'll die in some years ».*

Les dires de ce dirigeant d'entreprise illustrent les propos de Max Weber, qui affirmait qu'« une entreprise capitaliste individuelle qui ne serait pas animée par la recherche de la rentabilité serait condamnée à disparaître » (Weber 1964: 15). L'idée de profit est aussi préconisée chez ce petit entrepreneur privé:

> *« What we want to change is to raise the turnover. We must do that because our fixed costs are too high compared to our turnover ».*

Royal Greenland est particulièrement explicite dans son rapport annuel concernant sa valorisation du profit et sa dévalorisation des valeurs extra-économiques:

> « At the regular general meeting on 11 March 1998, the sole shareholder approved an unambiguous and commercial strategy for Royal Greenland A/S with its concomitant goals, and required the Royal Greenland group to orient its operations toward the largest possible surplus, while the handling of socially motivated tasks are to be separated entirely from the commercial operation » (Royal Greenland 1999: 3). « [...] The corporation will thus continue to concentrate exclusively on the present core activities' profitability and on increasing the effectiveness of the organization in order to bring about the necessary basis for continued development and growth. That is among the reasons why the corporation carries out a total elimination of all non-commercial activities and discontinues all economic relationships with the Home Rule Government » (Royal Greenland 1999: 11).

---

[35] C'est en 1980 que la loi sur la distribution ethnique des emplois fut créée: « One of the first laws passed by the Greenland Home Rule parliament was a law about the regulation of employment and recruitment in Greenland (Act No. 1 of March 1980). [...] The objective of the law was to prevent excessive import of Danish workers [...] The share of local Greenlandic workers, (monthly salaried full-time employees) within the public sector has risen from 56% in 1978 to 71% in 1990 » (Larsen 1992: 216). L'équité entre les travailleurs groenlandais et danois fut officiellement proclamée en 1991 (Statistics Greenland 1997: 82). Grâce à l'augmentation du nombre de Groenlandais instruits, cette groenlandisation valorisée des emplois continue toujours de s'opérer aujourd'hui (Rasmussen 2000: 4).

En résumé, les dirigeants d'entreprise semblent rejeter « toute responsabilité dans le domaine de la vie publique, réduisant délibérément leur action à l'économique, et non au développement » (J. Keller et S. Trinh 1994, tiré de Alter 1996: 150). Toutefois, ce capitalisme omniprésent n'occupe pas toute la place; quelques valeurs autres que celles d'ordre économique cohabitent, à première vue, au sein des discours à l'étude.

LE RÔLE SECONDAIRE DES VALEURS EXTRA-ÉCONOMIQUES

Afin de contre vérifier que le capitalisme est bel et bien dominant, les passages d'entrevues présentés ici illustrent le rôle secondaire, mais non négligeable, qu'occupent les valeurs extra-économiques dans la logique d'action des dirigeants d'entreprise. Par exemple, si certains managers ne croient pas au potentiel commercial de la nourriture traditionnelle ainsi qu'à son importance culturelle, il n'en est pas de même pour ce manager:

> *« We are selling pretty much of [country food] in Greenland [...]. We have customers that are willing to buy their animals from the country. They are willing I think. It's more like a tradition. I mean that if you always eat breakfast, if you [are] used to eat [...] bread for breakfast, then you eat bread for breakfast. [...]. I think it's a combination of maybe more Inuit culture ».*

Sans nécessairement affirmer que son entreprise produit ou vend en fonction des valeurs culturelles de sa clientèle, ce dirigeant d'entreprise exprime clairement que ses produits ont une certaine valeur symbolique liée à la tradition inuite.

L'entreprise de commerce de détail *KNI Pisiffik*, dans son rapport annuel, manifeste aussi un intérêt particulier pour les produits locaux groenlandais, dont la nourriture traditionnelle fait partie: « KNI Pisiffik relies on Greenlandic supplies. The freezer and refrigirator cabinets bulge with locally produced goods of high quality » (KNI Pisiffik, tiré de Lyck 1999: 64). Cet extrait ne nous permet pas d'affirmer si l'entreprise valorise effectivement les produits locaux ou si elle utilise leur aspect symbolique à son avantage, afin d'attirer la clientèle[36]. D'autres entrepreneurs ont aussi fait référence à la nourriture traditionnelle dans leur discours, mais nous n'avons pas perçu une valorisation significative du caractère extra-économique des ressources exploitées.

---

[36] Concernant les stratégies de *KNI Pisiffik*, Lyck affirme que cette entreprise tente de manipuler les valeurs de sa clientèle, notamment en offrant des produits dits de luxe, tel que le vin et des vêtements sophistiqués (« *designer clothes* »). Dans cet ordre d'idées, elle ajoute: « Pisiffik do not only attempts to respond to customers wishes but it also want to form them » (Lyck 1999: 63).

Cependant, l'identité groenlandaise, le sentiment d'appartenance à cette région, représente une autre valeur extra-économique à laquelle certains dirigeants d'entreprise semblent donner de l'importance, du moins *à priori*. Ce petit entrepreneur démontre une certaine fierté identitaire liée à ses activités économiques:

> *« We should be happy about what the land can give us. [...] We should be proud that we can produce something out of our country ».*

Nous avons également discerné cette identité régionale lorsque les dirigeants d'entreprise ont fait référence au phénomène de la substitution des importations (c'est-à-dire le fait de limiter l'achat de produits provenant de l'extérieur afin de stimuler la production du pays):

> *« We have to make products that are made in the country. [...]. Because [...] we are importing all the products from other countries, like meat from ox and all that. [...]. We have enough customers, we have enough buyers for our own products ».*

Cet autre manager accorde aussi une importance à la substitution des importations:

> *« We like very much to support all things produced in Greenland. The more you sell of that stuff, the less we import the thing [...] ».*

Par contre, lorsque nous avons interrogé cet individu à propos de ce qu'il pense de la commercialisation des produits locaux qu'il effectue, il s'est montré moins enthousiaste à l'idée de participer activement à la substitution des importations:

> *« We would like to sell Greenlandic stuff. We know people like it up here, but it can be rather expensive».*

Il nous a alors expliqué que les consommateurs préféraient acheter la nourriture traditionnelle dans les marchés locaux, et que par conséquent ces produits représentaient un marché moins lucratif, d'où sa réticence à encourager davantage la production locale. Donc, des valeurs extra-économiques tel que l'identité groenlandaise ou la substitution des importations semblent influencer la rationalité de certains dirigeants d'entreprise, mais dans la mesure où ces valeurs n'empiètent pas sur les impératifs, plus importants, du capitalisme.

Les valeurs non économiques observables au sein des discours ne s'avèrent pas clairement valorisées par les dirigeants d'entreprise ou effectivement appliquées dans leur comportement. En fait, nous avons remarqué que ces valeurs sont généralement jumelées aux valeurs capitalistes. À ce sujet, ce petit entrepreneur valorise la substitution des importations, mais elle est soumise à la rationalité capitaliste:

> *« It's very obvious because we import a lot of milk and eggs. All milk and eggs in Greenland*

are imported, so we can see some possibilities there ».

Pour lui, le fait d'encourager la production locale est en même temps une occasion de faire des affaires. De la même manière, chez un autre manager, l'importance de la nourriture traditionnelle ne se traduit pas en importance symbolique, mais bel et bien en importance économique:

> *« It's very popular [...] people buy it. If we didn't have the Greenlandic food, I think we would loose a lot of consumers ».*

Ici, la nourriture traditionnelle ne symbolise pas une valeur collective liée à des centaines d'années de vie nomade inuite. Elle représente plutôt une marchandise quelconque à laquelle on associe une clientèle. Comme l'illustre aussi le commentaire de ce pêcheur à son compte, questionné sur les raisons qui l'ont poussé à pêcher la morue, les valeurs traditionnelles semblent se mélanger aux valeurs capitalistes:

> *« Maybe it's mostly traditional and it's the most expensive of all the fish. Because today you can catch more cod, even if the prices are lower than other fish, then [...] you can catch more cod than other fish. So when you sell it to the factory, you can get more money on cod ».*

Son discours renvoie en premier lieu à la tradition, mais rapidement cette valeur non économique se fait déloger par des considérations capitalistes: pêcher la morue est certes une tradition au Groenland, mais pour ce pêcheur, il s'agit davantage d'une marchandise payante. De surcroît, ce pêcheur va jusqu'à critiquer les méthodes traditionnelles de pêche au nom d'une meilleure rentabilité:

> *« The fishermen here they are used to fish for cod, and by saying "traditionally" I maybe criticize… not directly criticize, but I am one of the persons who try to move perspective on how to use the cod; by saying that maybe we can find other ways of preparing the cod, so that we can [get] more higher prices for the cod, and things like that. But it seems that the fishermen are very conservatives ».*

De la sorte, la tradition, comme toute autre valeur extra-économique, n'est pas valorisée au sein de la rationalité capitaliste des dirigeants d'entreprise, sans nécessairement être évacuée du discours. Au lieu d'être considérées pour leur importance symbolique, ces valeurs sont appropriées à des fins capitalistes ou critiquées parce que néfastes au capitalisme. Nous avons d'ailleurs observé une critique de la tradition encore plus radicale. Dans le prochain extrait, ce dirigeant d'entreprise blâme la tradition en nous faisant part des problèmes qu'il connaît à cause de l'absentéisme accrue de ses travailleurs autochtones:

> *« I think people have another way of looking at life than other people [...] in the western world [...]. It's getting better, but I mean it's still [...] a big problem. [...] It's all a question of*

time in my opinion. Ten years ago, it was much worse than it is today. So I think it's a question [of] education, [of] getting rid of the old way of living and so on. Then these kind of problems will be solved ».

Pour ce dernier, une fois que la tradition inuite sera complètement morte, le capitalisme aura enfin le champ libre pour s'épanouir.

En somme, malgré la présence de quelques valeurs extra-économiques jugées par les répondants comme de seconde importance, le discours des dirigeants d'entreprise révèle une rationalité capitaliste dominante. Ce bilan ne peut pas être généralisé à tous les dirigeants d'entreprise du Groenland, où même à tous les managers de l'industrie alimentaire. Il est concevable que des rationalités différentes pourraient être observées si une telle étude était réalisée auprès d'autres entrepreneurs ou dans d'autres secteurs d'activité économique. Par exemple, il est probable qu'une valorisation de phénomènes extra-économiques, comme la tradition, soit plus importante chez les individus qui participent à l'économie dite informelle, où la nourriture traditionnelle jouerait un rôle primordial[37]. Rappelons-le, la généralisation empirique de nos résultats se limite aux individus de notre échantillon. Par contre, les extraits d'entrevue illustrent que la rationalité capitaliste tient une place considérable au sein des mentalités. De plus, la contre hypothèse d'après laquelle des valeurs extra-économiques auraient pu influencer substantiellement les logiques d'action n'a pas été confirmée lors de notre analyse.

CONCLUSION SUR L'ANALYSE DES RATIONALITÉS: LA NATURE DU LIEN SOCIAL

Les tendances fortes qui ressortent au terme de notre analyse chez ce petit groupe d'entrepreneurs nous permettent maintenant de formuler une hypothèse concernant le lien social dans lequel ils s'inscrivent, c'est-à-dire le mode de fonctionnement général des relations entre les individus en société. Selon nous, si les dirigeants d'entreprise des secteurs privé et gouvernemental ont manifesté une rationalité commune, c'est entre autres parce qu'ils s'insèrent au sein d'un même type de lien social dominant. Suivant cette supposition, la rationalité dont font

[37] La chasse à la baleine n'est pas pratiquée dans le but de maximiser les sources de profit au Groenland. La chasse à la baleine est économiquement marginale: elle ne représente que 10% de la production totale dans cette « industrie ». Il faut ici tenir compte de certains facteurs culturels selon lesquels la chasse à la baleine et la recherche du profit ne sont pas immédiatement compatibles. Les chasseurs ne sont d'ailleurs pas intéressés à développer des procédés spécifiques de transformation des produits de la chasse à la baleine. La technologie utilisée n'a d'ailleurs pas évoluée depuis 40 ans, les efforts ayant été concentrés dans le domaine de l'exploitation de la crevette (Caulfield 1993: 153).

preuve les dirigeants d'entreprise contribue à instituer un lien social fondé sur un enchevêtrement d'intérêts individuels (ou corporatifs), soit une « sociation » telle que définie par Weber. D'une part, le néo-libéralisme s'est avéré un moyen discursif de défense des intérêts d'un petit nombre d'individus: les capitalistes. D'autre part, le marché, comme nous l'avons vu, constitue le lieu où les dirigeants de petites ou grandes entreprises cherchent à protéger leurs propres intérêts et rarement ceux de la collectivité. Les dirigeants d'entreprise adoptent ainsi une « idéologie économique [...] [où] les rapports entre les hommes sont compris comme des rapports entre des valeurs marchandes » (Rosanvallon 1989: 42). Cette sociation fait également en sorte que la majorité des entrepreneurs ont délibérément et largement conduit leurs activités économiques en fonction du comportement des consommateurs, car le marché oblige les individus à « orienter mutuellement leur comportement les uns par rapport aux autres » (Weber 1995a: 82). Ainsi, la logique constatée chez les dirigeants d'entreprise constituerait un comportement mûrement réfléchi, orienté selon autrui et effectué en vue d'une fin précise; en d'autres termes, selon la terminologie de Weber, cette organisation rationnelle du travail visant l'accumulation de profit, c'est-à-dire cette logique capitaliste, représente une « action rationnelle en finalité », soit l'une des formes les plus pures de relation sociale de la sociation. Qu'il s'agisse d'une finalité à caractère social-démocrate ou d'une finalité capitaliste, l'action rationnelle en finalité est la catégorie de pratiques sociales la plus répandue suivant l'analyse de notre corpus discursif. En conséquence, nous pouvons penser que le concept de « sociation » caractérise adéquatement le lien social dominant chez les personnes rencontrées, du moins en ce qui a trait à leurs pratiques à titre de dirigeants d'entreprises (il serait imprudent d'avancer qu'ils agissent de la même manière dans toutes leurs sphères d'activités).

Par opposition à la « sociation », Weber définit la « communalisation », qui caractérise les sociétés où les relations sociales sont fondées sur le « sentiment subjectif (traditionnel ou affectif) des participants d'appartenir à une même communauté » (Weber 1995a: 78). Ce sentiment d'appartenance semble être l'exception plutôt que la règle chez les dirigeants d'entreprise, comme en témoigne leur faible penchant pour les valeurs coutumières comme la nourriture traditionnelle (la tradition étant l'un des fondements d'une « communauté »). Plus qu'une maigre valorisation des valeurs collectives, la défense des intérêts capitalistes est apparue sous la forme d'un discours dirigé contre les valeurs « communautaires »; les objections des dirigeants des entreprises

gouvernementales envers le maintien des petites localités en est un bon exemple. Même si la théorie de Weber fait l'hypothèse que des phénomènes extra-économiques peuvent être considérés par les dirigeants d'entreprise dans leur rationalité, nos analyses leur attribuent un rôle plutôt minime. Autrement dit, si des « considérations personnelles de toutes sortes peuvent pousser un chef d'entreprise à choisir, pour gérer son entreprise, une voie irrationnelle par rapport aux normes rationnelles de gestion », d'après Weber (1995a: 146), ces « considérations personnelles » semblent mises à l'écart face aux valeurs capitalistes. Dès lors, les dirigeants d'entreprise à l'étude paraissent faire pleinement partie du mouvement de « désenchantement du monde » dont parlait Weber, où les pratiques sociales s'orientent de moins en moins en fonction des valeurs magiques, sacrées ou symboliques d'une société. Le marché, comme lieu d'épanouissement du capitalisme, est venu détrôner la tradition autrefois dominante durant l'époque nomade des Inuit du Groenland. Au fur et à mesure que le capitalisme a imprégné le Groenland au contact des colonisateurs danois, il y a déjà 280 ans, cette société à vu ses traits communalisants disparaître peu à peu. En somme, ce long processus de sociation aurait donné lieu à la rationalité néo-libérale et capitaliste observée dans les discours des dirigeants d'entreprise d'aujourd'hui.

CHAPITRE 5 — GENÈSE DU CAPITALISME ET DE LA MODERNISATION AU GROENLAND

Comment expliquer que plusieurs dirigeants d'entreprise adoptent actuellement un discours commun, dont les deux axes principaux sont le capitalisme et le néo-libéralisme? Pourquoi ces mêmes individus font-ils preuve d'une rationalité où les conditions de rentabilité importent au premier plan, alors que les considérations extra-économiques semblent moins valorisées? D'où vient ce conflit entre la social-démocratie et le capitalisme? Comment est-elle née la social-démocratie groenlandaise? De quelle façon s'est imposé le capitalisme d'État pour que l'on constate aujourd'hui un discours anti-étatique pour le moins radical de la part du secteur privé? Les éléments de ces discours et la logique d'action qu'ils expriment, que nous avons analysés au chapitre précédent, illustrent les caractéristiques d'une société dont le principe de fonctionnement s'apparente beaucoup à la « modernité », à ce que Weber appelle la « sociation ». L'objectif de ce chapitre est de mettre en lumière la genèse des faits sociologiques qui ont contribué à l'émergence de ces discours et, par le fait même, de comprendre de quelle manière l'agencement de ces phénomènes a conduit à la sociation (ou modernisation) du lien social au Groenland. Cette lecture de l'histoire nous permettra de tester la théorie wébérienne de la sociation du lien social en Occident, selon laquelle les acteurs sociaux auraient connu une rationalisation générale de leurs comportements par l'émergence et l'étalement du capitalisme. Bref, les lignes qui suivent constituent une interprétation sociohistorique des traits modernes, capitalistes et néo-libéraux des rationalités étudiées.

Nous procéderons à un examen chronologique de la pénétration du capitalisme et de la modernité dans les mentalités du Groenland. Nous avons défini quatre périodes historiques au cours desquelles l'arrivée des Danois serait venue « sociétiser » le lien social selon des modalités particulières: en premier lieu avec la colonisation danoise typiquement impérialiste (1721-1950), ensuite avec l'État danois de l'après-guerre 1939-1945 délibérément modernisateur (1950-1979), et finalement sous l'égide du gouvernement autonome groenlandais (1979-) — période que nous avons subdivisée en deux; les dix premières années du *Home Rule* avec sa « groenlandisation » du capitalisme, et dans les années 1990 avec son exacerbation suivant les tendances mondiales du néo-libéralisme globalisé. La modernisation est un vaste processus dont nous n'effleurerons que certaines des facettes. Mais, elle demeure un phénomène sociologique qui s'explique, notamment par sa genèse et par l'évolution des rationalités entérinées par la société, dans ses actions et

discours, qui laissent leurs traces jusque dans le monde contemporain pour lui donner un sens.

LA PÉRIODE COLONIALE (1721-1950): INITIATION AU CAPITALISME

La rapidité de la modernisation qu'a connue le Groenland à partir des années 1950 a voilé, pour plusieurs observateurs, les prémisses de ce changement social, qui en fait datent de la colonisation danoise. La modernité a été implantée au Groenland par les colonisateurs, transformant de façon irréversible l'ensemble des pratiques sociales qui prévalaient avant les contacts Européens-Autochtones, durant la période essentiellement nomade des Inuit. Entre autres, l'introduction du capitalisme, et sa rationalisation des comportements humains, est venue changer la rationalité sur laquelle se fondera désormais le développement de la société, et ce dès l'arrivée des premiers colons. Saisir les motifs sous-jacents à la colonisation danoise ainsi que leurs conséquences sur les mécanismes sociaux revêt une grande importance si l'on veut comprendre l'origine des configurations sociales contemporaines à partir desquelles les dirigeants d'entreprise fondent leur façon de penser.

Avant la colonisation danoise, la société groenlandaise n'était fondamentalement pas la même qu'aujourd'hui. Nomades, les Inuits avaient pour unité de base d'organisation sociale la famille, dont l'importance s'étendait au-delà des membres d'un même réseau de parenté, à l'ensemble de la société (Csonka 1995: 335 ; Dorais 1996: 10). L'économie des autochtones était principalement constituée de la chasse à la baleine, aux phoques et aux oiseaux de mer ainsi que de la pêche. Partage et troc des fruits de ces récoltes étaient alors effectués sur une base quotidienne. Les échanges entre individus étaient fréquemment composés de denrées alimentaires. Certaines foires dans des camps d'été donnaient l'occasion aux individus de troquer des produits pour d'autres marchandises qui ne leur étaient pas disponibles et d'élargir le spectre de leurs interactions sociales (mariages, visites de parents géographiquement éloignés, etc.) (Marquardt et Caulfield 1996: 108). Sur le plan politique, « les Inuit n'avaient pas de chefs. C'étaient les aînés, les bons chasseurs, les propriétaires d'*umiaq* [(bateau)] et les chamans qui, par leur prestige ou leur force physique, s'imposaient parfois aux autres » (Dorais 1996: 11). Leurs croyances étaient animées par le chamanisme et une mythologie particulière, un système symbolique complexe centré sur la reproduction humaine et sur celle du gibier (Dorais 1996: 11). Il résultait de ces configurations sociologiques une certaine solidarité sociale, « une cohésion face aux *autres* [...] [qui] découle de la co-résidence, de la coopération économique et de la

communauté de langage, de coutumes et de cycles annuels d'activités » (Csonka 1995: 340-341). De façon générale, la société groenlandaise était alors fondée sur le mode de la « communalisation », où les Inuit agissaient surtout en fonction de la tradition (selon les mœurs, les habitudes anciennes, etc.) et partageaient un fort sentiment d'appartenance au groupe qu'ils formaient (Nielsen 1999). Mais au XVIII[e] siècle, les Occidentaux sont venus changer les règles du jeu.

C'est notamment avec la colonisation danoise et ses enjeux politiques, spirituels et économiques que le Groenland fut initié aux façons de faire et de penser de la modernité. Même si la première colonisation de cette région a été réalisée par les Vikings, vers 985 (Dorais 1996: 12), ce n'est qu'en 1721 qu'a débuté l'occupation européenne que connaît le Groenland jusqu'à ce jour. À cette époque, Hans Egede, ministre luthérien, a édifié la colonie au nom du Roi de Danemark. L'objectif de colonisation était triple.

Premièrement, pour le royaume danois, l'installation de colons au Groenland était une mesure nécessaire à la préservation de sa souveraineté sur le territoire, qui était déjà sporadiquement occupé par des marchands, principalement des Hollandais. Ces motivations politiques incluaient aussi un certain sens des responsabilités envers les Groenlandais[38], qui étaient considérés comme des sujets de la royauté danoise à part entière (Gad 1984: 558).

Deuxièmement, l'impérialisme danois, tel que vu par Egede du moins, consistait surtout à christianiser l'île, à « apporter à ces lointaines possessions la bénédiction du protestantisme[39] » (Christiansen 1970: 12). Ces visées religieuses ont alors eu des conséquences substantielles sur la

---

[38] Nous utiliserons la dénomination « Groenlandais » afin de désigner les autochtones du Groenland, les Inuit.

[39] Bien que l'Église évangélique luthérienne soit toujours importante au Groenland — elle était la religion la plus pratiquée à la fin des années 1960 (Christiansen 1970: 25) —, nous n'analyserons pas les liens entre l'*Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, titre du classique ouvrage de Weber (1964). Soulignons simplement que selon lui, « l'éthos protestant a été l'une des sources de la rationalisation de la vie qui a contribué à former ce que Weber appelle l'esprit du capitalisme » (Freund 1968: 178). Ainsi, des hommes auraient créé, par leur fidélité et leur foi, le système capitaliste de type moderne. L'ascèse protestante, se manifestant principalement dans les activités économiques des croyants, aurait aidé la cause du capitalisme. C'est de cette manière que Weber a expliqué la sociation (ou modernisation) du lien social à travers la montée de l'activité rationnelle, dont l'exemple du protestant capitaliste est la figure emblématique: « Le calvinisme aurait balayé les derniers vestiges de l'orientation magique à l'égard du réel et levé les derniers obstacles dans les mentalités à la rationalisation de la vie économique. C'est pour cela que Weber fait le lien entre l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme » (Bousquet 1996: 101).

vie dite traditionnelle des Inuit. Entre autres, c'est dans la foulée de ce projet que les Inuit ont hâtivement été instruits, car les individus devaient pouvoir lire, afin d'assimiler la doctrine et consulter la Bible. « The Danish pastors and administration needed educated Greenlanders. Greenlanders prospered from this by becoming less narrow-minded and therefore able to receive and then to impart knowledge to their fellow Greenlanders » (Langgård 1998: 104). Ainsi a été conçu le système d'écriture de la langue groenlandaise (dialecte inuit); la grammaire groenlandaise et le premier dictionnaire groenlandais ont été publiés dès 1750. De plus, la formation d'instituteurs groenlandais remonte à 1850 et l'analphabétisme aurait disparu avant la fin de ce même siècle. Conséquemment, « c'est de cette manière que fut créé [...] la base d'une participation croissante de la communauté groenlandaise au développement intellectuel du pays » (Christiansen 1970: 22), et par le fait même une participation à leur propre modernisation, par l'acquisition des habiletés cognitives utiles à la rationalisation du comportement humain. C'est également dans le cadre de la mission spirituelle coloniale que s'est amorcée la sédentarisation[40] des autochtones, pour qu'ils puissent plus facilement se catéchiser (Gad 1984: 562). En somme, soixante ans après l'arrivée d'Egede, la majorité de la population de l'ouest groenlandais était baptisée et les premières églises furent construites à l'aide des propres fonds des Inuit. L'aboutissement de ces bouleversements est aujourd'hui visible: il y a à peine trente ans, Christiansen (1970: 25) constatait que les Groenlandais contemporains témoignaient d'une grande religiosité (liens étroits avec l'Église et implication directe dans ses ministères, et pratique assidue en général).

Troisièmement, si l'objectif premier d'Hans Egede était d'ordre religieux, son autorisation d'établir une colonie ne lui a été accordée que lorsqu'il a mis en évidence le volet économique de

---

[40] La colonisation danoise revêt des aspects démographiques non seulement en raison de ses motifs religieux, mais également économiques. De fait, une fois « complètement christianisés, les Inuit du Groenland de l'ouest se regroupèrent en petites agglomérations centrées sur la mission et le comptoir du *KGH* » (Dorais 1996: 14). Vers 1850, l'urbanisation des Inuit était tangible: « As was the case elsewhere in the world of colonialism, Greenland also came to display a growing clustering of native settlements next to the trading factories. Gradually the factory and the native settlements amalgated into an urban hybrid, the factory-township. In the mid-19th century about one fifth of the overall population in Greenland had come to live in the 13 factory-townships » (Marquardt 1992: 151-161, tiré de Marquardt 1996: 93). Bref, le capitalisme, importé par les Danois, aurait joué un rôle important dans les processus de centralisation démographique du Groenland: « An important part of the dynamics of the settlements structure in the Arctic is found in the fact that the local economies are [...] determined by the capital/wage rationality which, in the long run has been prescribing concentration and centralisation of the production as well as of settlements » (Rasmussen 1998b: 12).

sa mission. La proposition finale qu'il a faite au Roi comprenait la création d'une compagnie qui, par la chasse à la baleine et le commerce avec les Groenlandais, était vouée à financer l'ensemble du projet (Gad 1984: 557). Pour Christiansen (1970: 27), « 1721 fut l'année décisive avec la fondation, sur une base entièrement privée, de la Société de Mission et de Commerce qui marqua pour le Groenland l'entrée dans l'époque moderne ». C'est donc grâce à l'intervention polymorphe et délibérée de l'impérialisme danois que s'est entamée la « sociation » graduelle des rapports sociaux au Groenland. Plus qu'une aventure autofinancée, la colonisation s'est mise au service du mercantilisme avec le début des postes de traite et la création, vers 1774, du *KGH* (la Traite Royale Groenlandaise[41]), entreprise d'État monopolisant le commerce (Dorais 1996: 14). Le *KGH* visait à organiser la chasse à la baleine à grande échelle, afin de fournir en huile à moteur les trains du Danemark (Gad 1984: 564). L'État danois a alors créé une structure organisationnelle marchande relativement importante et complexe, et les activités se sont étendues à la vente d'autres produits de la chasse, pendant que le commerce des produits européens (ex.: café, sucre, etc.) s'est beaucoup développé; en 1860, il y aurait eu plus de soixante stations de commerce sur le territoire (Marquardt et Caulfield 1996: 109). Contrairement aux Européens, les Groenlandais de la période pré-coloniale n'étaient pas capitalistes. Selon Gad (1984: 558), mis à part certains objets utiles à leur survie (couteaux, lits, etc.), les besoins des Groenlandais étaient rapidement satisfaits et ils utilisaient souvent les biens échangés avec les Européens comme décorations, plutôt que pour leur utilité intrinsèque. Mais peu à peu, le commerce des biens de consommation a créé de nouveaux besoins qui ne pouvaient être satisfaits que par un approvisionnement extérieur, par les colons. Pour Weber, cette émancipation des besoins est typique de l'approvisionnement capitaliste, phénomène qui selon lui fait dépérir les anciens besoins, ceux de la tradition; la demande se voit dorénavant manipulée par l'offre de l'économie capitaliste et non plus selon les habitudes traditionnelles de nos précurseurs (Weber 1995a: 148). C'est ainsi que les Inuit ont commencé à s'inscrire au sein d'un modèle de société inédit, celui des sociétés capitalistes, « où les désirs s'émancipent du plancher des besoins élémentaires et limités que fixaient naguère les usages coutumiers, pour se lancer en ascension dans plusieurs directions à la fois » (Simard *et al.* 1996: 157). Le Groenland connaît alors une considérable « expansion des possibles » engendrée par le capitalisme, ouvrant la porte à la

[41] Aujourd'hui, le *KGH* a été remplacé par les compagnies d'État *Royal Greenland* (pêcheries) et *KNI* (commerce de détail).

modernité. Le *KGH* symbolise l'institutionnalisation du volet économique du changement social au Groenland. Ses répercussions multiples (ex.: prolifération du salariat, de la monnaie et des emplois offerts aux Groenlandais), dont l'émergence de la consommation de masse, sont venues effriter les conduites ancestrales, en élargissant le spectre des possibilités d'épanouissement individuel, des choix et des alternatives de vie, faisant en sorte que la tradition perde son efficacité à guider les membres de la « communauté », qui en est de moins en moins une.

Dans les années 1780, la colonisation prend une forme encore plus organisée, sous l'égide d'une nouvelle politique coloniale connue sous le nom des « Instructions » (Gad 1984: 564), qui réaffirmera en quelque sorte le caractère capitaliste de l'expansionnisme danois. Une fois le territoire divisé en deux zones d'exploitation et de commerce (respectivement constituées de treize stations administratives), chacune chapeautées par un inspecteur, cette réforme sera appliquée à la gestion de la colonie pour les soixante prochaines années, semble-t-il afin de protéger les Groenlandais des méfaits de la modernité sur leurs activités de subsistance. La politique comprenait toutefois quelques ingrédients contraires à ces idéaux. Par exemple, l'une des réglementations protégeait les chasseurs efficaces, et tentait d'occuper les mauvais à des occupations où ils étaient plus productifs (Gad 1984: 564); « l'objectif de la politique du Danemark était de faire des Inuit de bons travailleurs » (Tremblay et Forest 1993: 53). La division moderne du travail connaît alors ses premières heures de gloire; l'individualisme n'est pas loin. Peu de temps après, le Groenland s'est mis à éprouver des difficultés financières (vers 1790) et ses inspecteurs ont vite compris que si la mission n'était pas profitable économiquement, ce serait l'ensemble de la colonie qui devrait fermer ses portes. En aucun cas l'État danois ne voulait être responsable des dépenses de la colonie (Gad 1984: 568). Les inspecteurs ont dès lors augmenté les salaires des employés de l'État et favorisé l'éducation de la population à même les revenus de la colonie (Gad 1984: 564), si bien que selon les administrateurs de la région, la grande majorité des Groenlandais savaient lire au début du XIX^{e} siècle (Tremblay et Forest 1993: 53). En dépit des tentatives de préservation du mode de vie inuit par les Danois, tantôt mises en pratique tantôt réduites à de bonnes volontés, les conséquences effectives des Instructions semblent indiquer qu'elles n'étaient « que le reflet d'une politique coloniale paternaliste qui cherche à intégrer, à soumettre les Autochtones aux règles de la modernité occidentale » (Tremblay et Forest 1993: 53).

Le changement social entamé il y a environ cent ans, a pris un autre tournant avec l'introduction de la monnaie et de l'emploi salarié après le premier tiers du XIX^e^ siècle. Mais déjà avant ce moment, le *KGH* avait introduit le crédit pour l'achat des Inuit dans ses magasins, ce qui aurait favorisé la transition vers une économie monétarisée (Gad 1984: 567). Au départ, les politiques limitaient les autochtones dans l'achat de certains produits (viande et fruits), favorisant tout de même le développement du marché au Groenland. Plus tard, le *KGH* a opté pour une politique moins restrictive en matière de commerce, agrandissant le spectre des produits groenlandais pouvant être marchandisés (Marquardt et Caulfield 1996: 110-112). Ensuite, les Groenlandais se sont fait offrir des emplois rémunérés en argent sonnant au *KGH* et dans les missions religieuses (Gad 1984: 568). Cette entreprise accomplissait bel et bien l'intention du colonisateur de moderniser la société:

> « The aim of the liberal reformers was to ameliorate the material well-being of the Greenlanders and to raise them to more elevated levels of culture and civilization. In that connection, they believed it to be an advantage for the Greenlanders if the exchange of products and services in their country could be increasingly mediated through commercial market transactions in which money acted as a measure of value, a medium of exchange and a store of value. It was the hope of the reformers that the buying-and-selling transactions which took place at the *KGH*'s rapidly growing number of shops — and the increased use of money in carrying through such transactions — would fulfil a wider educational mission in the country. As they saw it, after a century of Danish colonialism, the Inuit of Greenland were still children of nature who carelessly sacrificed their long-term interests in order to indulge their spontaneous inclinations. Such "immature" mental attitudes had to be radically changed if the nation should ever attain even the most rudimentary levels of Western civilization. It was an assumption of the reformers that through becoming more familiar with some of the basic rules of the modern market economy, the Greenlanders would also learn to cherish the importance of becoming much more diligent and farsighted than they had used to be » (Sveistrup et Dalgaard 1945 ; Marquardt 1998, 1999, tirés de Marquardt 1999: 10).

Si la diffusion du salariat est un indicateur de modernisation, le Groenland était « étonnamment » moderne au XIX^e^ siècle, selon l'expression de Marquardt (1996: 106). Selon lui, les Groenlandais auraient eux-mêmes exploité activement les occasions d'obtention d'emplois. L'implantation de la monnaie dans l'économie a donné lieu à un nouveau type de rapports sociaux. Ce phénomène aurait concouru au changement social groenlandais, la monnaie étant l'une des pierres angulaires de l'action capitaliste ainsi qu'un outil remarquablement efficace de rationalisation, sur le plan économique, mais aussi sociologique (Weber 1995b: 111-112). Par exemple, le don, l'une des pratiques typiques des sociétés traditionnelles, tend à disparaître une fois qu'il est objectivé, c'est-à-dire lorsqu'il comporte une contrepartie explicite dans l'échange

monétaire et ses calculs rationnels (Godbout 1995: 262):

> « Monnaie, marché et travail salarié transforment la logique du don, séparent la famille nucléaire de la bande ancestrale. En effet, les liens obligatoires de la bande se dissolvent par l'individuation généralisée de la capacité de produire de la valeur d'échange, ce qui pouvait déjà s'observer par la traite » (Duhaime 1991b: 35).

Près de trois quarts de siècle plus tard, le directeur du *KGH* constate l'aboutissement de cette métamorphose qui profitera au capitalisme:

> « l'homme de l'Arctique ne peut espérer aucun don. Pour avancer sur la voie du progrès, il doit lutter âprement de toutes ses forces, ce qui signifie dans notre langage économique non seulement l'augmentation de l'effort personnel comme autrefois, mais également l'accroissement des moyens techniques et d'équipement, des investissements et donc des dépenses » (Christiansen 1970: 36).

La communalisation dominante autrefois, semble se désagréger avec la montée de la monétarisation de l'économie et le calcul rationnel qu'elle implique.

La prochaine vague de modernisation s'est effectuée au milieu du XIX^{e} siècle, sur les plans politique et culturel cette fois-ci, à la suite de l'importante réforme des politiques coloniales soutenue par un administrateur danois particulièrement influent, du nom de Henrik Johannes Rink. Dès lors, la gestion de la colonie a pris un tout nouveau souffle, tentant de ralentir, voire d'arrêter, le processus de modernisation en cours (Marquardt 1999: 12). En dépit de ces intentions, nous pouvons dire qu'à certains égards les mécanismes de sociation ont été maintenus, sinon accélérés, par les interventions étatiques sous l'égide de Rink.

D'une part, une fois immigré au Groenland, celui-ci a qualifié, selon son interprétation, les conditions de vie des Inuit de « situation de misère et de pauvreté ». Il a alors « dénoncé les conséquences néfastes des valeurs occidentales sur l'ensemble du système de valeurs traditionnelles des sociétés inuites, et demandait que l'exercice de la gouverne politique au Groenland ne demeure pas entre les mains d'une poignée de missionnaires et de marchands. Rink préconisa la réinsertion des Groenlandais à l'intérieur des processus de prise de décisions » (Tremblay et Forest 1993: 53). Depuis, c'est à lui que l'on doit l'établissement de conseils d'administration de l'assistance sociale (1857), chargés de la distribution des fonds de l'aide publique, de la gérance de la justice, ainsi que de la répartition des héritages. Aussi, certains Inuit (exclusivement les chasseurs de phoques) prenaient part aux discussions de ces conseils (Tremblay et Forest 1993: 53). Conséquemment,

> « Les habitants de l'île furent assez rapidement intégrés à l'exercice de la gouverne politique, initiés à la démocratie, à ses règles et à ses modalités d'application. Cette intégration des Autochtones dans le processus de décision ne peut être comparé à ce que l'on a pu observer ailleurs, et ce, même si les Inuit n'ont occupé que des postes politiques aux pouvoirs très limités, le contrôle réel de la régulation politique étant demeuré entre les mains du gouvernement danois et de ses fonctionnaires. Cependant, en agissant comme il l'a fait, le Danemark permit l'émergence d'une élite politique inuit, pour qui l'apprentissage du fonctionnement des institutions démocratiques et politiques de la société danoise allait bientôt servir à revendiquer l'obtention de nouveaux pouvoirs » (Tremblay et Forest 1993: 54).

De cette manière, Rink a favorisé la modernisation politique des autochtones, les éveillant à l'exercice d'un regard critique sur le devenir et les enjeux de leur collectivité; la société groenlandaise commence alors à développer sa capacité de « réflexivité », de s'analyser elle-même.

D'autre part, sur le plan culturel, Rink a fondé le premier journal groenlandais — *Atuagagdliutit*, en1861 (Gad 1984: 569) —, dont l'analyse du contenu démontre que dès le début des années 1860, les Groenlandais de l'ouest possédaient une identité ethnonationale bien marquée (Langgård 1998 ; Caulfield 1997: 31):

> « Basic awareness of ethnicity and nationality already existed when *Atuagagdliutit* started. The general discourse of the first volumes of *Atuagagdliutit* shows this. [...] When we look at the history of the Inuit in Greenland, it turns out that they were predisposed to develop this basic awareness of ethnicity and nationality. Their access to Danish/European discourse on nationality impacted their own discourse » (Langgård 1998: 103).

Le contact des deux cultures en présence aurait donné lieu à une nouvelle poussée de modernisation des rapports sociaux au Groenland. Langgård (1998: 99, 103) a observé cette mutation du lien social dans le contenu d'*Atuagagdliutit*, lien social qui épouse simultanément les formes de la communalisation et de la sociation: « Greenlandic culture is an hybrid of its Inuit and Danish roots, the latter including Christian morality and Danish socio-political ideas. [...] it is possible to consider these texts [(*Atuagagdliutit*)] as part of the evolution of a modern Greenlandic identity which integrates Inuit and Scandinavian elements ». La formation d'une identité propre ainsi que l'intégration politique des Inuit aux processus de décisions constitueront les piliers de la montée autonomiste groenlandaise (Tremblay et Forest 1993: 53).

Par la suite, la genèse du Groenland de la première moitié du XX^{e} siècle se caractérise également par la continuation du processus de modernisation, notamment sur le plan économique. C'est alors que sont apparues les premières possibilités d'exploitation industrielle

des pêcheries, un contexte favorable à l'expansion du capitalisme. Outre certains changements politiques[42] et culturels[43] non négligeables, la sphère économique bougeait beaucoup à l'époque: de concert avec l'intensification de l'élevage ovin effectuée par un prêtre autochtone en 1906 (Gad 1984: 570), la politique industrielle colonialiste est passée de la protection de la chasse de subsistance à la promotion active des pêcheries (Caulfield 1997: 33). Il faut savoir que durant la période allant de la fin du XVIII^{e} siècle jusqu'aux années 1920, le Groenland a connu un réchauffement des ses eaux maritimes, ce qui a entraîné une migration des phoques vers les eaux plus froides du nord-ouest (riches en planctons). Il en a résulté l'abandon progressif des activités de chasse (Nuttall 1992: 18 ; Gad 1984: 573). Dès lors, l'économie du Groenland s'est tournée vers une exploitation plus rationnelle des pêcheries après la Première Guerre mondiale, favorisée par un climat relativement doux (Lyck et Taagholt 1987: 58). Par conséquent, les chasseurs groenlandais ont été amenés à se concentrer sur la pêche à la morue d'abord, et plus tard à la crevette[44], tâche qui demandait essentiellement l'utilisation de petits bateaux à un seul passager. L'introduction des bateaux à moteur, à la fin des années 1920, facilita ce changement d'activité économique (Caulfield 1993: 147). Cette situation aurait favorisé la transition de l'économie groenlandaise vers une économie davantage monétarisée, compte tenu que les travailleurs pouvaient de plus en plus acheter leurs biens de consommation, comme la nourriture, avec les revenus de la pêche (Gad 1984: 573). De fait, « une économie dépendante de la pêche est [...] dynamique et soumise à la réciprocité des échanges avec le monde extérieur [...], [car] la pêche

---

[42] Au début du XX^{e} siècle, on assiste à une autre réforme de la structure politique. En 1908, les administrateurs abandonnent les deux zones d'exploitation et de commerce instituées lors des Instructions, pour les remplacer par des conseils provinciaux, des organes consultatifs, à l'époque intéressés aux questions de santé et d'éducation, et subdivisés en plusieurs conseils municipaux que le Groenland connaît encore aujourd'hui (Caulfield 1997: 33 ; Tremblay et Forest 1993: 53). Notons au passage que la « Loi administrative » de 1925 a aussi apporté des changements majeurs au sein de l'appareil colonial. Les changements apportés par la Loi administrative de 1925 sont les suivants: ajout d'un conseil provincial à l'est; accès aux fonctionnaires danois aux processus électoraux et droit de vote admis aux plus de 22 ans; création d'un conseil de district afin de faciliter la communication entre les paliers de gouvernement; et modifications relativement mineures faites à l'endroit du système de taxes et d'impôts (Tremblay et Forest 1993: 54).

[43] Du côté culturel, c'est durant la première partie du XX^{e} siècle que l'éducation scolaire a été rendue obligatoire pour les jeunes de sept à quatorze ans. Cette hausse du degré d'instruction aurait été réalisée à la demande des Groenlandais et encouragée par les colonisateurs; il arrivait que les organisations publiques recommandaient des Groenlandais pour les envoyer s'instruire au Danemark (Gad 1984: 572). Aussi, cette période historique a connu l'implantation de la radio, qui a favorisé la communication avec le reste du monde (surtout le Danemark) (Gad 1984: 573).

[44] Les débuts de l'exploitation commerciale de la crevette datent de 1935, à Ilulissat, au centre de la côte ouest (Poole 1995: 36).

en se développant fit apparaître des besoins inéluctables: échanges de marchandises avec le monde extérieur, monnaie, planification de la production, investissements à long terme », d'après Christiansen[45] (1970: 17). Autrement dit, ce moment historique représente l'une des phases cruciales de la pénétration du capitalisme, notamment en ce qui a trait à la rationalisation de l'économie (planification, vision du développement économique) ainsi que par une expansion des possibles via la création des « besoins inéluctables » dont Christiansen parle. Autre conséquence notable de ces changements: depuis l'introduction du bateau individuel à moteur, les Groenlandais auraient diminué la distribution des fruits de leurs activités de chasse et de pêche, compte tenu des difficultés reliées à l'emprunt d'argent inhérent à l'achat d'un tel véhicule. Les Groenlandais, mis dans une situation financière précaire (dettes), auraient adopté une attitude plus individualiste, d'où la diminution des activités de partage, notamment en ce qui a trait à l'alimentation (Peterson 1985: 723). Cet exemple d'individualisme en est un parmi plusieurs autres et constitue l'une des manifestations typiques de la modernisation. Emporté dans le mouvement capitaliste, l'individu se rapproche peu à peu de l'*homo œconomicus*, orientant son action pour son propre intérêt. Il ne se conduit plus uniquement en fonction du bien-être collectif, comme il le faisait traditionnellement pour sa communauté, mais au sein d'une logique plus égoïste. Le cas de l'expansion des pêcheries commerciales vers les années 1920 permet donc de mettre en relief un changement profond des fonctionnements sociaux, où l'intérêt individuel, puisqu'il se détache de l'intérêt collectif, apparaît maintenant comme fondement des pratiques sociales.

Par la suite, la Deuxième Guerre mondiale est venue contribuer à sa manière à la modernisation du Groenland, ce qui aurait provoqué les prémisses d'une relance massive et polymorphe de ce processus après la guerre. En 1941, les États-Unis et le Danemark — ce dernier étant aux prises avec des difficultés militaires face aux Allemands — signent un traité permettant la construction de bases militaires américaines au Groenland. C'était la fin des politiques isolationnistes du Danemark implantées au Groenland; certains affirment qu'il s'agit là de la véritable entrée du Groenland dans le monde moderne (Nuttall 1992: 19). Les contacts avec

[45] Il est intéressant de noter, pour la lecture du reste du texte, que Christiansen était directeur du *KGH* à la fin des années 1970, où il a prononcé plusieurs conférences traitant de la révolution économique au Groenland. Le texte de ces conférences et les explications fournies à l'occasion des débats annexes ont été rassemblés dans un livre (Christiansen 1970), de manière à rendre accessible ce tableau d'ensemble à une plus vaste audience.

les États-Unis (et le Canada) auraient mis à la disposition des Groenlandais davantage de biens de consommation, ce qui aurait multiplié à nouveau les besoins et les aspirations (Gad 1984: 574), de la même manière qu'à l'époque du *KGH*, en quelque sorte.

> « Avant la guerre, le Groenland était demeuré très primitif; l'utilisation de tracteurs, automobiles, avions et autres appareils mécaniques semblait impensable dans un tel environnement. Soudainement, le pays était envahi par des armées d'hommes et de machines qui se mirent à construire des aéroports, des hôpitaux et des routes. Les Groenlandais, à la fois ébahis et émerveillés, s'initièrent aux biens de la consommation; ils se mirent à acheter régulièrement des produits américains offerts par catalogue. L'électricité fit son apparition dans plusieurs villages, et en 1942, le premier poste de radio fut installé à Godthab » (Schumann 1977: 38, cité dans Tremblay et Forest 1993: 54).

Cette ouverture sur le reste du monde et ses aspects modernisant ont fait en sorte que le Groenland ne pouvait plus rester uniquement un endroit militaire stratégique et demeurer au sein d'une relation quelque peu mercantile avec le Danemark (Gad 1984: 574). Aussi, les critiques à l'endroit de l'administration danoise auraient favorisé l'abandon du monopole étatique du *KGH*, du moins en théorie[46] et une prise de conscience que le bien-être des Groenlandais était plus que jamais la responsabilité du Danemark (Adolphsen et Greiffenberg 1997: 35). Après la guerre, les Danois reprennent contact avec un Groenland changé. Le Danemark s'est vu contraint de modifier sa politique, car « la colonie avait goûté à l'indépendance. Plusieurs administrateurs de l'île se rendaient maintenant compte de leur capacité à se gouverner eux-mêmes » (Tremblay et Forest 1993: 55), à utiliser leur capacité réflexive.

Saisir que les valeurs, les normes et la rationalité capitalistes qui étaient déjà présentes chez le colonisateur, comme en ont témoigné les comportements du *KGH*, permet de comprendre l'origine sociohistorique des discours actuels des dirigeants d'entreprise. Cette percée du capitalisme et de sa philosophie n'était qu'à ses débuts; sa capacité de sociétiser le lien social a connu une poussée phénoménale entre la Deuxième Guerre mondiale et la création du *Home Rule*.

LA PÉRIODE DE MODERNISATION ACCÉLÉRÉE (1950-1979): IMPLANTATION DU CAPITALISME MASSIVE, SYSTÉMATIQUE ET DÉLIBÉRÉE

[46] Même si la fin du monopole du *KGH* s'est effectuée officiellement et formellement lors du *Trade Act* de 1950, officieusement il est reconnu dans la littérature que cela n'a pas été le cas; au contraire, cinquante ans après, les entreprises gouvernementales groenlandaises possèdent toujours le monopole au sein de tous les secteurs majeurs de l'économie (Danielsen *et al.* 1998: 13).

Pour certains, le Groenland n'est devenu moderne qu'à partir de 1950 (Adolphsen et Greiffenberg 1992: 125); nous dirons plutôt que la modernisation, bien entamée avec la colonisation, prend effectivement un nouvel élan qui aura pour caractéristique d'être l'œuvre délibérée de l'État danois, par l'intermédiaire d'une série d'interventions dans la société groenlandaise. La première intervention étatique officielle à la suite de la Deuxième Guerre mondiale est l'établissement de la *Commission Royale sur le Groenland* en 1948, afin d'étudier la question de la colonie et dont le rapport met en relief la forte volonté de la population groenlandaise d'obtenir un niveau de vie équivalent aux standards occidentaux de civilisation[47]. Peu de temps après, la période coloniale prend officiellement fin avec la Constitution danoise de 1953, qui inclut le Groenland comme province du Danemark. Les Groenlandais obtenaient, en principe, le même statut légal vis-à-vis de leur concitoyens danois (Nuttall 1992: 19); en pratique, ce n'aurait pas été la perception des Groenlandais, qui sentaient toujours l'existence d'une relation hiérarchisée avec les Danois (Kleivan 1985: 702), voire encore aujourd'hui. C'est alors que ces derniers ont entrepris un vaste programme, fortement bureaucratisé, de restructuration du Groenland, dont le but général était d'améliorer le statut politique, socioculturel ainsi que le niveau de vie de la population groenlandaise (Adolphsen et Greiffenberg 1992: 126). L'institutionnalisation du changement social s'est vue accentuée remarquablement en l'espace de quelques années. Cela signifie que ces changements ne sont pas le résultat de coïncidences, mais d'une action consciente, rationnelle en finalité, comme en témoigne les nombreuses organisations vouées au projet[48]. Par conséquent, il est impératif d'étudier la mentalité des individus et organisations à l'origine des développements en question, comme nous le suggère notre approche théorique wébérienne et comme l'ont souligné à plusieurs reprises Adolphsen et Greiffenberg (*e.g.* 1997, 1992), qui ont consacré plusieurs de leurs travaux à l'étude de cette période. Les

---

[47] La *Commission Royale sur le Groenland* a été relativement explicite sur l'urgence de changer la situation manifesté par les citoyens du Groenland: « "The national council is convinced that there is sufficient basis to be in favor of comprehensive changes, because the wish amongst the population to be financially and culturally at the same level as other nations has become so strong, that the national council cannot ignore it" [...] » (Greenland Commission 1950, cité dans Adolphsen et Greiffenberg 1992: 125).

[48] Parmi les multiples instances chargées de moderniser le Groenland, on compte la *Commission Royal sur le Groenland* (1948), le *Conseil national du Groenland* (voué à la coordination et la planification de l'intervention étatique, incluant son secrétariat spécial, ses nombreuses réunions et la production de quelque 600 documents), l'*Organisation technique groenlandaise* (garant du secteur de la construction), les commissions *G50* et *G60* (responsables de formuler les réformes politiques, sociales et économiques), le ministère danois du Groenland, et sans oublier le *KGH* (la compagnie d'État de production, de commerce et de distribution) (Adolphsen et Greiffenberg 1992: 127).

administrateurs danois affectés à la gestion du Groenland s'inscrivaient à l'époque au sein d'une culture moderne, sociale-démocrate et capitaliste, celle du Danemark, et ils ont voulu implanter ce modèle de société au Groenland (Adolphsen et Greiffenberg 1997: 35). Tout comme Hans Egede en 1721, suivant leurs propres valeurs, l'objectif des Danois comprenait trois principales dimensions:

> « The intentions were to make Greenland 1) a modern society, 2) function on "normal" capitalistic principles and 3) function as a welfare state without allergic reactions to state interventions or initiatives and with a reasonable amount of equality, both within Greenland and between Denmark proper and Greenland » (Adolphsen et Greiffenberg 1997: 27-28).

Cette section entend démontrer le premier objectif (modernité) par l'examen des deux autres (capitalisme et social-démocratie). Nous verrons ainsi les racines, dont avons parlé auparavant, du discours capitaliste présent dans la société groenlandaise actuelle et chez certains de ses dirigeants d'entreprise. Mais également, cette période est teintée des premiers balbutiements significatifs du néo-libéralisme et de la social-démocratie, dont nous avons aussi observé les éléments discursifs au sein de nos entrevues.

C'est suivant l'idée que le Groenland devait maintenant constituer un pays capitaliste « normal » que les administrateurs danois des années 1950 ont remis sur la scène publique la notion de libéralisme économique — la reprise de ce discours ayant ensuite été consacrée par l'appellation « néo-libéralisme ». Il faut se rappeler que l'expansion du secteur privé durant la période coloniale (mais surtout avant le XX^{e} siècle) avait été limitée par le monopole étatique (Caulfield 1997: 34 ; Gad 1984: 573 ; Boserup 1963). Le débat sur les rôles respectifs des secteurs privé et gouvernemental date de plus d'un siècle au Groenland (Boserup 1963: 487) et remonte encore plus loin au sein de la Mère patrie:

> « La forme de l'économie groenlandaise et sa gestion [...] étaient en contradiction violente avec la libéralisation économique de l'époque à laquelle le Danemark s'était déjà converti longtemps avant l'Angleterre. Maint politicien libéral s'est sûrement irrité alors, comme cela arrive aujourd'hui, de ressentir l'obligation de ne pouvoir mener une politique économique libéral au Groenland [...] où l'individualisme libéral doit nécessairement et largement prendre en considération les intérêts généraux de la communauté » (Christiansen 1970: 28).

Les frustrations que nous avons observées chez les dirigeants d'entreprise du secteur privé concernant la compétition déloyale de l'État, ainsi que le discours néo-libéral des managers des entreprises gouvernementales, constituent des phénomènes qui ne datent pas d'hier. Concrètement, le rapport de la *Commission Royale sur le Groenland* (1950) avait rapporté que les avantages du monopole étatique étaient moindres à côté des méfaits de l'isolation et la

stagnation du Groenland qu'ils avaient causés. Suites à ces conclusions, le monopole a été aboli en 1950, mais la compagnie a continué de maintenir sa domination de l'industrie. La vision de la Commission était que les investisseurs privés danois, une fois obtenu l'accès aux occasions économiques groenlandaises, auraient pu fournir les initiatives nécessaires à la modernisation des processus de transformation des produits de la pêche (Boserup 1963: 487). Par la suite, deux autres commissions issues de cette même volonté modernisatrice, connues sous les noms « *G-50* » et « *G-60* », affirmaient que les intérêts privés, notamment danois (Danielsen *et al.* 1998: 12), devaient être privilégiés et non pas l'initiative gouvernementale (Winther 1999: 152). Encore une fois, le Groenland devait « rattraper le temps perdu » et suivre les tendances néo-libérales déjà bien ancrées chez la Mère patrie (*G-50*, tiré de Dahl 1986: 18, repris par Winther 1999: 153). Tout comme notre analyse l'a démontré chez les dirigeants d'entreprise, le néo-libéralisme pratiqué par les technocrates danois de l'époque constituait un discours au service du capitalisme.

De fait, le projet de modernisation accélérée du Groenland incluait une composante capitaliste notable; les politiques économiques groenlandaises des années 1950 et 1960, pour ne parler que de cette période, manifestaient clairement une adhésion à la norme dès lors incontournable qu'était devenu le capitalisme. D'abord, la *Commission Royale sur le Groenland* suggère l'abolition du système de prix uniforme, et que les prix des services publics et des commerces de détail gouvernementaux correspondent aux coûts réels de production (Boserup 1963: 494). Suivra ensuite la commission *G-50*: « "The Greenlandic society is now in a situation where it is forced to adapt to the conditions of a modern society with specialized labour, high technical development and money economy" » (*G-50*, cité dans Adolphsen et Greiffenberg 1992: 125). Les conséquences de ces orientations ont été nombreuses. D'une part, tout porte à croire que les politiques de relocalisation faites à partir du milieu du XX^{e} siècle auraient été élaborées selon des visées capitalistes, ayant pour objectif d'urbaniser la population des petites localités vers des centres urbains où le développement économique semblait plus facile, et afin d'obtenir un accès aux ressources non renouvelables, nécessaires à l'industrialisation du Sud (Rasmussen 1997: 3). D'autre part, ces mêmes politiques visaient le développement de l'industrie des pêches dans l'optique qu'elles constitueraient la base économique de ce territoire, sa « colonne vertébrale » (Kleivan 1985: 703 ; Nuttall 1992: 18). Les acteurs économiques, suivant leurs instincts capitalistes, se sont alors concentrés vers les productions les plus rémunératrices, comme

le soulignait le directeur du *KGH* en affirmant que « la politique économique du Groenland doit se tourner à notre époque [(1970)] vers l'exploitation d'autres ressources naturelles parmi lesquelles le poisson et la crevette semble offrir une base de production rentable » (Christiansen 1970: 19). Il présentait le capitalisme comme une norme incontournable du monde contemporain, voire comme le « tribut de l'évolution » (Christiansen 1970: 34). En 1970, « on discernait déjà les lignes de force de cette "nouvelle société" si différente de la société traditionnelle communautaire » (Rouland 1991: 144).

Cette norme n'a pas semblé épargner les Inuit, qui l'ont en quelque sorte entérinée, comme en témoignent leurs comportements; cet apprentissage du capitalisme était par ailleurs l'un des objectifs des réformes en vigueur. Puisqu'il fallait arriver à créer un système capitaliste, il était prévu d'investir du capital financier dans la production, afin d'attirer les entrepreneurs privés danois, pour qu'ensuite les Groenlandais apprennent par imitation les rudiments du capitalisme (Adolphsen et Greiffenberg 1997: 34). Une transition graduelle devait prendre place:

> « "it may be said that the Danes by their example and by directly training Greenlanders show the latter 'that it is possible' — and how it can be done. The private Danish shops may then be seen as a necessary stage on the way from shops run by the state to shops run by private people and under Greenlandic management" » (Boserup 1963, cité dans Danielsen *et al.* 1998: 128).

Néanmoins, cette transmission des guides de l'économie des Danois aux Groenlandais ne devait pas nuire au capitalisme, au critère devenu absolu. Selon Boserup, la prise en charge de certaines fonctions par les Groenlandais, dans les commerces de détail par exemple, pouvait résulter en une diminution de l'efficacité de l'entreprise. La prise en charge économique des Groenlandais devait attendre que ces derniers soient prêts à manipuler les préceptes du capitalisme, au sein d'entreprises privées ou de coopératives (Boserup 1963: 489). Autre exemple, à partir de 1962, une partie des bénéfices des unités de production de l'État était attribuée aux pêcheurs, ce qui aurait « contribué à éveiller et à accroître l'intérêt de la population groenlandaise pour les faits économiques » (Christiansen 1970: 44). Effectivement, selon Boserup (1963: 485), les pêcheurs groenlandais faisaient preuve d'une remarquable volonté et habileté à adopter de nouvelles techniques plus productives (ex.: le filet), lorsqu'elles leur semblaient profitables. De plus, les éleveurs de moutons auraient alors eux-mêmes pris l'initiative d'investir leurs profits dans un fonds d'investissement, afin de prendre en charge

l'abattoir de l'État[49], abattoir qui était une condition de rentabilité pour l'élevage ovin du Groenland, par la vente du bétail à des fins de transformation (Christiansen 1970: 44). Ces quelques cas illustrent le phénomène de plus en dominant où les Groenlandais répondaient aux stimuli capitalistes engendrés par l'État. Ils étaient très innovateurs et « non pas les subordonnés du développement économique » (Boserup 1963: 485, notre traduction). Certes le capitalisme fut proposé ou implanté au Groenland par les Occidentaux, mais il ne semble pas avoir été mal reçu; « les représentants élus du peuple groenlandais ont renoncé à l'économie naturelle et ont demandé de passer aux méthodes de production et aux normes économiques modernes de l'Europe, ce point de vue ayant été fortement encouragé par les courants de pensée européens » (Christiansen 1970: 33). Vu sous cet angle, les Groenlandais paraissent une fois de plus accueillir la modernité sans trop de résistance. Plus qu'une norme sociale à laquelle les individus doivent se soumettre, domptés par la capacité coercitive des règles de conduite sociale, le capitalisme devient peu à peu une valeur, c'est-à-dire une norme qui non seulement dicte le comportement, mais envers laquelle l'individu attribue une certaine estime ou préférence. À cet égard, le directeur du *KGH* est explicite: « il ne faut pas perdre de vue que l'économie [...] peut être la condition d'un épanouissement de la vie culturelle » (Christiansen 1970: 36). C'est là l'un des symptômes qui accompagnent la pénétration du capitalisme:

> « [c'est] l'expression de l'économie rationnelle comme valeur sacrée [...]. L'entreprise diffuse ses valeurs de combat à tous les secteurs de la société. Il faut dire, néanmoins, à sa décharge, qu'elle ne les a pas inventées. Elle a repris le discours de la guerre et le discours sportif pour lesquels seuls demeurent des gagnants et des perdants. [...] elle a porté le culte de la performance à un niveau inégalé jusqu'alors » (Enriquez 1990: 206).

Toutefois, ce rêve d'ériger un système capitaliste pur vers 1950, où seules les lois du marché et de la compétition régissent les processus économiques entre les acteurs — rêve dont l'idéologie néo-libérale fait la promotion — s'écroulera quelques années plus tard, sans toutefois disparaître.

À la fin des années 1950, malgré des essais répétés pour intéresser et mettre l'initiative privée à la tâche, il est apparu que les objectifs de libéralisation économique n'avaient pas été atteints (Winther 1999: 151). En réalité, l'État danois n'avait pas eu beaucoup de chances dans sa volonté d'attirer l'entrepreunariat privé; douze ans après l'arrêt du monopole étatique, le secteur

[49] Nous avons d'ailleurs visité cet abattoir, entreprise du nom de *Neqi*, qui est toujours sous tutelle

privé n'occupait que 15% des ventes totales, étant surtout constitué des activités de commerce de détail et de la construction (Boserup 1963: 488).

> « Despite all political and administrative efforts to establish a traditional mixed economic system, it became evident in the late fifties that Government initiative was necessary in a transitional period in the sector for tradeable goods (fishing), where private initiative showed a low propensity to invest. [...] from 1959 where the inception of the Government industrialization program took place and for the following two five-year plan periods, the "tradeables" sector took a great leap forward » (Winther 2000: 12).

C'est alors que la commission *G-60* a été mise en place pour élaborer la structure du capitalisme d'État du Groenland d'aujourd'hui. Les résolutions de cette commission étaient de réaffirmer la politique de relocalisation démographique — surtout dans les zones de pêche —, d'améliorer l'efficacité de cette industrie, de prioriser l'éducation et d'encourager la construction de logements (Danielsen *et al.* 1998: 14). Il était alors question d'augmenter les investissements au Groenland et d'inciter la participation économique des Groenlandais, ce qui a pourtant eu l'effet pervers d'attirer une proportion plus grande de Danois dans l'organisation politico-économique du Groenland (Kleivan 1985), un contingent de capital humain qui a immigré en apportant son idéologie capitaliste. Autre fait important, Boserup, à l'époque consultant économiste pour la *G-60*, proposa le système de transferts monétaires en provenance du Danemark que connaît encore le Groenland actuellement. Il croyait alors que le Groenland deviendrait éventuellement indépendant économiquement, à la suite de l'injection de ces sommes d'argent dans l'industrie, qui selon lui souffrait de trois problèmes: manque de capital, climat difficile et vulnérabilité face aux fluctuations des prix du marché mondial (Winther 1988: 5). Considérant ces faits, Boserup a réagi comme la plupart des bureaucrates et administrateurs de l'État entre 1930 et 1970 environ, qui avaient entrepris de réguler l'économie en maintenant la demande à un niveau optimal. Il s'agissait alors du règne de l'idéologie keynésienne (du nom de l'économiste qui l'a popularisée), laquelle avait pour objectif de contrer les méfaits du capitalisme, ou plus précisément les hauts et les bas des cycles économiques. En période de récession, il était nécessaire de subventionner la consommation afin de relancer l'économie. Cette politique économique très importante à l'époque aurait servi d'argument afin de légitimer l'accroissement quantitatif du rôle de l'État dans la société. Durant cette période, pratiquement tous les États capitalistes s'étaient pliés à cette doctrine; le Groenland était dans le même bateau. En somme, quoique l'influence de Boserup sur le développement économique groenlandais est

---

gouvernementale, malgré l'existence d'intentions de privatisation.

difficilement mesurable, celui-ci apparaît, avec la *G-60*, comme le père ou le défenseur du capitalisme d'État et du système de prix uniforme, qui constituent toujours d'importantes caractéristiques de l'économie groenlandaise.

En pratique, ces orientations idéologiques se sont soldées en un financement substantiel de l'économie par l'État, encourageant l'« expansion des possibles » par la création de nouveaux besoins, à mesure que les investissements s'effectuaient (Adolphsen et Greiffenberg 1992: 126). En 1962, le montant des investissements danois au Groenland, *per capita*, correspondait à plus du double de celui investi au Danemark (Boserup 1963: 479). Alors qu'en 1935 les recettes et dépenses danoises envers sa colonie étaient égales, ces dernières ont été multipliées au centuple à la fin des années 1960, créant un déficit dans le budget du gouvernement (Christiansen 1970: 39). Des efforts considérables étaient alors mis de l'avant pour amplifier la productivité des pêcheries, orientées vers la récolte de crevettes — étant donné la baisse importante des stocks de morues, causée par des changements océanographiques et une pêche abusive (Arnason et Friis 1994: 190 ; Poole 1995: 16). Cette activité est devenue l'industrie dominante à la fin des années 1970. Parallèlement, la flotte groenlandaise a doublé entre 1965 et 1975 (Danielsen *et al.* 1998: 41). Bref, autant d'exemples pour illustrer la revitalisation de cette appropriation massive du capitalisme par l'État, qui n'a d'ailleurs jamais été l'intention ultime, même plusieurs années plus tard:

> **«** L'objectif politique actuellement [(1970)] adopté: partout où la moindre possibilité peut être aperçue, d'adapter les entreprises [...] aux conditions de l'économie libre et les mettre entre des mains privées de manière à ce qu'elles puissent s'intégrer au système économique danois selon lequel l'État n'a que l'obligation de créer le cadre de la gestion économique et se refuse, à l'exception d'un cadre restreint d'exploitations publiques dans le domaine des transports et des services publics, à gérer lui-même des entreprises et à entrer ainsi en concurrence directe avec le secteur privé » (Christiansen 1970: 29).

La politique économique groenlandaise n'aurait pas changé dans ses principaux fondements, soit néo-libéral et capitaliste, mais des conjonctures précises ont obligé les gouvernements à réorienter leurs politiques afin de ne pas contrecarrer l'objectif de modernisation. C'est ainsi qu'en l'absence d'entrepreneurs privés souhaités, l'État danois s'est avéré le seul acteur capable d'implanter une forme substantielle de capitalisme au Groenland. Nous verrons que la prise en charge officielle des compétences internes groenlandaises par les Inuit, avec le *Home Rule* en 1979, n'a pas apporté de changements à la nature des politiques industrielles, par rapport à celles menées par les Danois.

La période 1950-1979 au Groenland est non seulement marquée par le renouveau du libéralisme économique et du capitalisme d'État, mais également par celui de la social-démocratie, qui connaît une émergence remarquable dans la foulée de cette vague intense de modernisation. À l'époque, ce vent de social-démocratie s'inscrivait au sein des tendances présentes au Danemark et dans le reste du monde. De fait, à la suite des deux Guerres mondiales et la crise économique de 1929, les États occidentaux avaient légitimé leur interventionnisme aux yeux de la collectivité, et c'est ainsi que l'État-providence s'est consolidé. Le Danemark ne faisait pas exception à la règle; ce pays témoigne d'une longue tradition sociale-démocrate très importante tant au sein de la population qu'au sein des gouvernements qui y se sont succédés (Greiffenberg 1999: 145).

> « We do not deny that there could be other motives for the plans of modernizing Greenland, e.g. UN-resolutions, NATO, hope for the market, opportunities for the Danish industry, raw materials etc., and we are not saying that the Danes did it out of a bleeding heart. What we are saying is that a part of the Danish habitus or fundamental understanding of the world was that social rights were something people simply had. And it would not give meaning to denied it. Politicians or administrators denying it would eitheir be considered nuts to be marginalized or fired. To undertake the modernisation programme was not something the Danes did out of discretion, but out of Danish duty, because the Greenlanders also had social rights. That people had social rights is, then, a part of what we here have termed the Social Democratic element in the Danish fundamental understanding of the world and societies » (Greiffenberg 1999: 147).

Bref, il semble que cette mentalité sociale-démocrate était l'une des principales composantes du plan de modernisation du Groenland à partir des années 1950 (Winther 1988: 4 ; Jónsson 1995: 149).

L'idéologie sociale-démocrate ainsi que celle du capitalisme néo-libéral ont donc constitué deux des principaux fondements normatifs de l'accélération de la modernisation groenlandaise engendrée par l'État au début de la deuxième moitié du XX^{e} siècle. Les conflits de valeurs entre les dirigeants d'entreprises gouvernementales (capitalisme néo-libéral) et l'État (social-démocratie, entre autres) trouvent une part de leurs origines au sein des rapports sociaux survenus lors de cette période. Il en est de même pour les frustrations du secteur privé envers le capitalisme d'État, lequel a connu un essor considérable durant ces années. Tous ces bouleversements ont fait entrer les Groenlandais dans le moule de la société moderne capitaliste: société de consommation, industrielle, ouverte sur le monde, individualiste, démocrate, rationnelle, etc.

Vingt ans après les plans étatiques de modernisation accélérée, le directeur du *KGH* constate que le fonctionnement des pratiques sociales a changé, que la sociation prend le dessus sur la communalisation:

> « Le Groenland d'autrefois n'existe plus. Le romantisme s'est envolé, un nouveau Groenland est en train de naître. Le temps en marche apporte dans tous les domaines de l'existence groenlandaise de grandes choses qui ne manquent pas d'envahir la vie de tous les Groenlandais. Le monde nouveau de la technique ne va pas sans une nouvelle attitude intérieure qu'on ne peut faire sienne sans faire de sacrifice. L'existence immuable, éternellement semblable, hors du temps, du chasseur se trouve remplacée presque d'un seul coup par le monde industriel de l'Occident, tourné vers l'avant, sans cesse renouvelé, toujours mouvant, dans la dépendance continuelle du marché mondial et du monde extérieur. Ces disparités importantes du mode de vie, de la disposition intellectuelle et de l'attitude personnelle devant les événements journaliers marquent également à bien des égards le développement du Groenland » (Christiansen 1970: 57). « Dans ce nouveau monde, le Groenlandais s'est intégré en témoignant d'une grande faculté d'adaptation et en participant abondamment à son épanouissement. Ce développement place d'une part le Groenlandais devant de nouvelles tâches concrètes dans le domaine quotidien et pratique, mais il est évident d'autre part que l'adaptation à ces nombreuses tâches nouvelles et à ce monde intellectuel nouveau exige une transformation et une évolution de l'esprit » (Christiansen 1970: 38).

Cet esprit est celui du capitalisme, capitalisme plutôt danois jusqu'à ce jour, mais qui sera graduellement pris en charge par les Groenlandais avec le *Home Rule* en 1979, sans que soit ralentie sa pénétration dans les mentalités des insulaires.

LA PREMIÈRE DÉCENNIE DU *HOME RULE* (1979-1989): CONTINUATION DE LA PÉNÉTRATION DU CAPITALISME SOUS LE CONTRÔLE CROISSANT DES GROENLANDAIS

À la suite de la période de modernisation accélérée du Groenland (1950-1979), la création d'un gouvernement autonome groenlandais est venue marquer bien des changements dans la structure politique de la région, mais sa gouvernance effective, maintenant officiellement sous la tutelle des Groenlandais, s'est effectuée sous les mêmes principes qu'avaient préalablement établis les Danois. Loin d'incarner une rupture avec le passé, le *Home Rule* perpétuera le prolongement des processus de modernisation; certains parleront de « colonialisme interne ». *Grosso modo*, il est pensable que le *Home Rule* soit une appropriation des politiques danoises par un discours nationaliste groenlandais, un discours d'indépendance économique et d'autodétermination politique qui s'est avéré favorable au capitalisme et aux transformations des pratiques sociales que ce dernier impose.

Notamment au cours de la modernisation accélérée, l'identité et les revendications inuites groenlandaises ont pris des formes plus définies et se sont fortifiées, si bien que l'opinion publique groenlandaise en est venue à réclamer davantage d'autonomie politique (Dorais 1996: 14). Ces requêtes se sont soldées par la création du *Home Rule* en 1979, à la suite d'un référendum où 70% du vote était en faveur de l'autogestion (Rouland 1991: 136). Rappelons-le, le *Home Rule* constitue le gouvernement autonome du Groenland, où les intérêts et préoccupations internes sont régies par les autorités régionales, alors que ce qui concerne les décisions d'ordre plus général est sous l'égide de l'administration centrale, au Danemark[50]. Ce sont les Inuit qui dirigeront dorénavant les partis politiques à la tête du gouvernement.

Toutefois, cette prise en charge du politique par les autochtones a résulté en la continuation et voire même l'intensification des principes de gouverne des Danois (Adolphsen et Greiffenberg 1992: 127 ; Nuttall 1991: 360, tiré de Wareham 1993: 14 ; Rouland 1991: 142 ; Nielsen 1999). La délégation graduelle des compétences groenlandaises au *Home Rule*, entre 1979 et 1992,

---

[50] Les pouvoirs appartenant toujours au Danemark touchent les domaines suivants: le droit constitutionnel, la citoyenneté (passeports, visas, etc.), la politique étrangère, la défense, la finance (politiques liées à la monnaie, aux banques, etc.) ainsi que la justice (Statistics Greenland 1997: 11). La balance des pouvoirs est entièrement du ressort du *Home Rule*: industrie, commerce, emploi, éducation, affaires culturelles, santé et services sociaux, transport, environnement, logement, etc. (Larsen 1992: 227).

n'aurait fait qu'augmenter le nombre des instances œuvrant à la même tâche (Adolphsen et Greiffenberg 1992: 127). Selon Rouland (1991: 135), l'accession du Groenland à l'autonomie politique constitue un double mouvement d'hostilité envers les Danois et un désir d'imitation de ces derniers par les Groenlandais. « Ces sentiments ambigus expliquent que les Groenlandais aient tendance à reproduire les mœurs danoises. [...] Phénomènes d'une importance cruciale, les "élites" groenlandaises en sont particulièrement imprégnées, particulièrement dans tout ce qui concerne le domaine administratif et politique. [...] Comme on le sait, les institutions ne sont rien sans les hommes qui les animent » (Rouland 1991: 142). De fait, pour comprendre la rationalité des politiciens et technocrates du *Home Rule*, nous devons tenir compte de son ancêtre, l'État danois, qui les a socialisé aux façons de faire et de penser modernes:

> « When the homerule governement took over in 1979, it inherited the Danish administrative system. By and large, it literally copied elements for elements and laws for laws. Indeed, even to this day the key elite of this administrative apparatus is primarily Danish professionals. However, for each year the administration becomes slowly more and more multi-ethnical in its composition. It does necessarily remove the primacy of Danish value codes, since the Inuit themselves are socialized in this value-pattern, but it establishes a more plural structure of role-allocation on the social level [...] » (Nielsen 1999).

Il faut comprendre que si les Inuit se sont appropriés le politique (soit les décisions relatives aux enjeux de la collectivité), ils n'ont toujours pas le contrôle total de l'administratif (l'application et la gestion des décisions: lois, politiques sociales et économiques, etc.). La technocratie de l'État groenlandais est demeurée jusqu'à ce jour surreprésentée par les Danois: rappelons-le, au sein de l'administration du *Home Rule*, environ 30% des employés sont nés à l'extérieur du Groenland (Statistics Greenland — *Labour Market* 1997: 8, tiré de Danielsen *et al.* 1998: 37), alors qu'ils ne représentent que 12% de la population totale. D'ailleurs, l'un des groupes les plus importants au sein des non Groenlandais est composé des bureaucrates venus travailler au sein de l'administration groenlandaise (Rasmussen 1998: 60). Ceux-ci occupent généralement les postes les plus importants (Nuttall 1994: 11). De fait, les hauts postes de l'administration publique, de même que dans les entreprises gouvernementales et privées, sont fréquemment occupés soit par des contractuels de l'extérieur ou des autochtones dont les valeurs culturelles, l'éducation et la langue sont celles des Danois (Kahlig 2000b: 124). La rationalité dominante du *Home Rule* semble ainsi être celle qui prévalait chez le colonisateur, c'est-à-dire une culture danoise avec ses fondements modernes, capitalistes et sociaux-démocrates.

L'interaction entre les Inuit et les Danois a donné lieu à la création d'une approche

spécifique des Groenlandais envers les institutions de l'administration publique, une approche non seulement danoise, mais également façonnée par les réalités de la culture inuite (Nielsen 1999); l'appropriation par les Groenlandais de la modernité avec le *Home Rule* fait partie d'un phénomène qui a été baptisé la « groenlandisation ». Selon Nuttall (1992: 1), le phénomène de la groenlandisation fait référence à deux dimensions interreliées. D'une part, il s'agit pour les Groenlandais d'une façon d'obtenir davantage d'autonomie politique et économique par le biais de l'exploitation des ressources du pays, notamment les pêcheries. D'autre part, elle constitue une idéologie, un discours nationaliste, au service d'une construction identitaire selon laquelle les Groenlandais veulent une reconnaissance culturelle qui leur est propre. La groenlandisation a aussi pour objectif de favoriser les investissements au Groenland et d'encourager la participation économique des Groenlandais au sein de leur société (ex.: loi sur la priorisation de l'embauche des Groenlandais en 1980). Par contre, cette réalité a créé des effets pervers; les investissements souhaités ont exigé une proportion plus grande de Danois dans l'organisation politico-économique du Groenland (Kleivan 1985: 703), ce qui a renforcé la domination des valeurs occidentales déjà existantes. Selon Nuttall (1991: 361), la groenlandisation est surtout l'un des éléments forts du discours étatique. Nous pouvons dans cette optique faire l'hypothèse que la groenlandisation sert de justification idéologique aux fins capitalistes des politiciens. Au sein de ce discours nationaliste, le développement de la société devait alors, avec le *Home Rule,* s'effectuer selon les fondements de la culture groenlandaise (Hansen 1992, tiré de Petersen 2000), mais en définitive, la groenlandisation s'est plutôt avérée être une danification (Nielsen 1999), notamment sur plan économique.

La groenlandisation institutionnalisée par le *Home Rule* était, en résumé, un projet de société en faveur d'une plus grande autosuffisance économique du Groenland, par l'intermédiaire d'un développement économique accru. D'ailleurs, les années 1980 se caractérisent effectivement par une intensification de la pénétration du capitalisme, entre autres via une politique industrielle de renforcement des pêcheries (Jónsson 1995: 146 ; 1996: 139 ; Rasmussen 1997: 16). Les objectifs du *Home Rule* durant cette période étaient d'augmenter la flotte marine de pêche, d'améliorer les processus de transformation des produits de la mer, de doubler la capacité d'exploitation de cette industrie (développer les pêches sur les côtes et diversifier les produits exploités) et d'assurer l'augmentation des emplois dans ce secteur (Danielsen *et al.* 1998:

45 ; Poole 1990: 110). Les Groenlandais ont poursuivi le projet économique initié par les Danois, favorisant les mêmes transformations sociologiques de ces changements: sociation des rapports sociaux par le capitalisme, expansion des possibles, montée de l'intérêt individuel, etc.

Par exemple, l'un des indicateurs sociaux de cette perpétuation de la modernisation groenlandaise avec le *Home Rule* est l'individualisme manifesté par les membres de certaines coopératives de production de nourriture locale, lesquelles ont dû pour la plupart fermer leurs portes dans les années 1980. Les tentatives d'implantation de coopératives à cette époque ont échoué, entre autres, car l'idéologie de la coopérative où l'intérêt collectif doit primer sur celui des individus membres, n'a pas résisté à l'attrait des bénéfices individuels (Winther 1988, tiré de Petersen 2000):

> « The members of a cooperative are often more interested in dividends than in the consolidation of the entreprise. For instance, some supplier members avoid supplying the co-operative if they can get higher price by selling elsewhere. They sell their products on the black market, where hygienic standards are low and where immediate demand for fish or other species is high » (Winther 1987: 272).

Dirigeant d'une ancienne coopérative pendant près de vingt ans, ce Groenlandais confirme ces observations:

> « Another exasperating [thing] we experienced locally with our own coop members. In every township you find a local marketplace, where hunters and fisherman sell some of their daily catch to the towns people. Of course the hunters and fisherman want to get so good prices as possible for their catch, and the prices obtained at the marketplace were bigger than the trade-in prices at Sipineq factory. [...] Human nature and economic pressure is such, that a hunter or a fisherman want to catch as many and as fast as possible, regardless of the danger of extermination of species » (Olsen 2000).

Les principes communalisants du mouvement coopératif n'ont pu trouver preneur, dans un monde où les parties prédominent sur l'ensemble.

Malgré cet individualisme, la première décennie du *Home Rule* n'a pas été uniquement caractérisée par une exacerbation du capitalisme; le *Home Rule* a aussi mis en place sa part de politiques sociales-démocrates ou non capitalistes, dans le but, par exemple, de créer des

emplois[51], d'améliorer les conditions de logement, de protéger la culture groenlandaise et de faciliter la vie dans les petites localités. Après 1979, les compagnies de l'État danois ont été transférées aux autorités du *Home Rule*, qui les ont gérées dans l'optique d'une gestion socialiste jusqu'à la fin des années 1980, suivant Larsen (1992: 214). *Grosso modo*, les dix premières années du *Home Rule* représentent un mélange de politiques que nous qualifions de capitalistes (visées d'expansion et de rentabilisation des pêcheries) et de politiques plus sociales-démocrates qu'il ne faut pas écarter.

À la fin des années 1980, le Groenland vivait une crise économique qui a bouleversé son histoire, causée par les politiques groenlandaises de cette décennie qui ont coûté cher à l'État. Ce dernier avait alors accumulé une dette significative et s'est vu contraint de redresser ses finances (Statistics Greenland 1997: 69 ; Danielsen *et al.* 1998: 15). Parmi les causes de cette crise économique figure le déclin de la population de morue, la baisse des prix de la crevette, la perte des revenus de l'exploitation des ressources minières et la réduction des exportations (Meibom 1997: 40). Cette récession économique se fit aussi sentir dans le domaine de la construction, où on a constaté un fort taux de faillite (Poole, Pretes et Sinding 1992: 38). Conséquemment, le *Home Rule* a lancé une nouvelle politique économique afin de relancer l'économie, notamment dans les secteurs de l'industrie minière et du tourisme (Larsen 1992: 215 ; Winther 1988: 11). Mais l'État voulait alors essentiellement rationaliser le budget national, annuler son déficit et rembourser sa dette (Statistics Greenland 1997: 69 ; Rasmussen 1997: 16). Cette crise amènera une remise en question de l'interventionnisme de l'État. À cet égard, le Groenland suit le même chemin emprunté par la plupart des pays occidentaux quelques années auparavant, où l'État-providence et l'État keynésien n'ont pas obtenu les résultats escomptés. Il en a résulté un désengagement de l'État, notamment dans la sphère économique, au nom d'une idéologie qui dominera la gestion de l'économie jusqu'à nos jours: le néo-libéralisme.

Alors que le *Home Rule* devait diriger la société « à la groenlandaise », selon sa culture, ses

---

[51] Les considérations sociales-démocrates des politiques danoises d'avant 1979 ont été préservées par les Groenlandais. Le maintien d'entreprises non rentables sous le régime du *Home Rule*, à des fins de création d'emplois, en est un exemple: « The plants run by the *Royal Greenlandic Trade* never been profit oriented. [...] Instead of fishing until the cargo hold was full loaded, the vessels were used for daily landings of raw materials to keep production running on shore. The goal of the stateowned entreprises was to create employment » (Winther

propres priorités, les dirigeants autochtones ont suivi les traces de leurs prédécesseurs allochtones sous le couvert d'un discours ethnonationaliste. Les dirigeants d'entreprise d'origine inuite que nous avons interrogés en 1999 n'ont d'ailleurs pas tenu, pour l'essentiel, un discours différent des managers danois. Avec le *Home Rule*, les Groenlandais ont contribué à leur tour à l'épanouissement du capitalisme et à la modernisation de leur société; de surcroît, ce sont les Groenlandais eux-mêmes qui mettront de l'avant des politiques néo-libérales au profit d'un capitalisme encore plus fort dix ans après leur accession à la tête du pouvoir.

LA PÉRIODE NÉO-LIBÉRALE (1990 - À NOS JOURS): INTENSIFICATION DE LA DOMINATION DU CAPITALISME GLOBALISÉ

Les années 1990 ont été caractérisées par une réorientation des politiques économiques, par l'intermédiaire d'un processus de quasi-privatisation des entreprises gouvernementales, sous l'influence de la domination mondiale du néo-libéralisme. C'est dans son discours d'ouverture de la session d'automne 1990 que le premier ministre groenlandais a lancé le slogan qui résumera l'idée maîtresse des politiques économiques des dix prochaines années: « Donnons une chance au secteur privé » (Danielsen *et al.* 1998: 17). Ensuite, le gouvernement a adopté le *Landsting Act on Competition* (1993), faisant la promotion de la compétition et de l'efficacité au sein de la production des biens et services des entreprises du Groenland (Statistics Greenland 1999: 45). Alors, selon plusieurs individus composant les élites groenlandaise et danoise, dont un économiste influent du nom de Martin Paldam, la solution aux problèmes persistants de l'économie est la désétatisation, la déréglementation et la privatisation de l'économie (Winther 1998, 1999, tirés de Winther [à paraître]), voire l'abolition du secteur économique informel qui ne ferait que nuire au développement du capitalisme de marché (Rasmussen 1998b: 12). D'après les tenants de ce courant de pensée, dont les hauts dirigeants du Groenland font partie, seule l'initiative privée peut prendre adéquatement les guides de l'économie (Winther 1999: 157). Ainsi, l'État a alors mis de l'avant des politiques économiques s'inscrivant de plus en plus dans l'optique d'une économie de marché (Rasmussen 1997:16 ; Poole 1995: 24 ; Martens 1992: 198 ; Larsen 1992: 214 ; Bærenholdt 2000: 84); depuis, le capitalisme d'État, le système de prix uniforme, la compétition entre le secteur privé et gouvernemental sont de nouveau sur la place publique.

1988: 10).

Dès lors, une série de réformes ont été opérationalisées afin de libéraliser et de privatiser l'économie: ouverture de l'économie aux investissements extérieurs (Jónsson 1995: 148), réduction des coûts liés aux pêcheries, adaptation des industries aux conditions du marché (Danielsen *et al.* 1998: 44), diversification de l'économie, possibilités d'abolir le système universel de prix et celui des subventions aux entreprises — où les compagnies devront financer leur déficit (Statistics Greenland 1999: 45).

Par exemple, certaines entreprises d'État du *Home Rule* ont changé de statut. Elles sont devenues des sociétés par action, introduisant une distance autrefois inexistante entre elles et le gouvernement. Toutefois, l'État est demeuré le seul ou principal actionnaire de ces entreprises. Cette réforme des entreprises gouvernementales constitue une première étape vers une dénationalisation complète de certaines d'entre elles. C'est le cas de *KNI*, qui en 1993 a été restructurée en deux filiales: les compagnies *KNI Pilersuisoq* et *KNI Pissifik*; pour cette dernière, la vente de commerces de détail au secteur privé serait envisagée. *Royal Greenland* (pêcheries) a aussi été restructurée, où l'on a créée *Nuka*, une nouvelle entreprise qui a pris en charge les productions jugées non rentables, afin de ne pas nuire aux activités qui l'étaient:

> « The new market-orientation for Royal Greenland Ltd. involves rationalisations and specialisations. 200 positions have been lost and 28 production facilities in the towns and 5 factories have been pointed out as cost ineffective and under scrutiny. Greenland's Home Rule has created goals in increasing efficiency in harvesting, production and sales of the three major products, shrimps, Greenland halibut and crabs. From now Royal Greenland Ltd. must show a profitability margin which corresponds to the capital invested in it » (Lyck 1999: 57-58).

Essentiellement, ce mouvement de privatisation cherche à favoriser l'amélioration des comportements économiques, des techniques de comptabilité, le développement d'une certaine indépendance de l'économie à l'égard du politique (Martens 1992: 198), mais surtout, il s'inscrit nettement dans la tendance néo-libérale qui emporte le monde depuis deux décennies:

> « There is a striking similarity between new trends in Greenland and global trends stressing the market economy's superiority to all other allocation mecanisms. In other words, arguments in the debate on a development based on private initiative are not exceptionnally different from global trends putting a heavy emphasis on the liberalistic virtues of free entreprise and free mobility of capital and labour » (Winther 1999: 152).

Parue en 1999, une étude de l'OCDE sur le développement économique groenlandais, financée par le *Home Rule*, propose une série de mesures qui sembleront familières aux économies occidentales: réduire la taille du secteur gouvernemental, rationaliser les dépenses de

l'État, diminuer les subventions aux entreprises, réformer le système de prix uniforme et l'abolir dans le secteur du transport maritime, amoindrir le monopole des entreprises gouvernementales et privatiser complètement ces dernières. Il s'agit, en somme, des mêmes recommandations qui ont été faites par les mêmes organisations internationales aux pays développés aux prises avec les déficits de leur trésorerie nationale, et aux pays du Tiers-Monde aux prises avec un sous-développement endémique. Ces recommandations supposent des changements radicaux au sein des configurations fondamentales de l'économie groenlandaise, et supposent une acceptation de la thèse selon laquelle le libre marché, laissé à son implacable logique, corrigera les ratés en vue de l'intérêt commun. Il est donc clairement suggéré, manifestement sans trop de résistance, que le Groenland adopte les postulats de l'idéologie néo-libérale, un courant de pensée aujourd'hui dominant dans toutes les sphères des pratiques sociales:

> « L'idéologie néo-libérale maintenant dominante [...] depuis une trentaine d'années, [...] s'est imposée, non seulement dans la pensée économique, mais aussi dans les médias et dans les discours politiques officiels qui lui sont très largement asservis, ainsi que dans les programmes de formation des cadres, dans le vaste monde de la gestion et des communications, et même dans celui de la recherche [...]. Ainsi, cette idéologie individualiste-libérale-pragmatiste est aussi devenue une idéologie de masse, voire une sorte de *culture de masse* » (Freitag 1999).

Ce néo-libéralisme, comme nous l'avons observé chez les dirigeants d'entreprise, constitue le moyen discursif de justification des activités capitalistes. Cette logique, qui a été semée dans la plupart des régions de la Terre dans le cadre du vaste mouvement général de globalisation des dernières décennies, a pour objectif de désamorcer toute forme d'opposition extra-économique au capitalisme:

> « la volonté systématique d'abolir tous les obstacles politiques et institutionnels qui s'opposent encore à l'autonomie souveraine d'un "nouvel ordre économique" [...]. Pour ce faire, il est recommandé de soustraire cet espace à la juridiction des États, de telle manière que la logique du profit qui l'anime puisse se déployer partout dans le monde sans entraves ni frontières. [...] cette logique mercantile veut dégager son champ d'action de toutes les contraintes normatives qui lui seraient étrangères et dans lesquelles s'exprimeraient d'autres exigences, d'autres finalités et d'autres idéaux collectifs que ce qui découle directement de son mode opératoire propre. Voilà la logique de la globalisation » (Freitag 1999: 9).

La globalisation du néo-libéralisme capitaliste n'a pas épargné le Groenland, qui vit lui aussi les tensions entre la social-démocratie des États-providence et le capitalisme des industriels, ainsi qu'entre les rôles respectifs des secteurs gouvernemental et privé dans l'économie. L'analyse de nos entrevues avec des dirigeants d'entreprise corrobore l'existence de ces tensions. Ces tensions ou débats ont été tranchés par le gouvernement groenlandais qui penche vers les solutions néo-libérales face aux problèmes qui le préoccupent. En d'autres termes, le néo-

libéralisme semble avoir été acheté par l'élite politique groenlandaise (Nielsen 1999), constituée d'une poignée d'individus qui exercent un pouvoir considérable sur l'ensemble de la société groenlandaise (Bærenholdt 2000: 80); en fait, il y aurait environ vingt personnes qui constitueraient cette élite, soit les directeurs des sept ministères du *Home Rule* (Jónsson 1995: 102). Au nom de la société groenlandaise, ces quelques personnes souscrivent, comme plusieurs autres pays à l'heure actuelle, aux recommandations pour ne pas dire au diktat des organisations économiques mondiales telles que l'OCDE, l'OMC, le FMI[52] et la Banque mondiale. Ces organisations font la promotion du néo-libéralisme d'une façon remarquablement efficace (Freitag 1999), néo-libéralisme qui ne laissera pas le lien social indifférent:

> « Dans tout cela, c'est le rapport entre l'individu et la société qui est rompu, la société n'étant plus pour l'individu qu'un champ d'action neutre et vide ouvert à l'exercice de l'arbitraire. [...] On voit alors se désagréger les identités collectives synthétiques, tant traditionnelles que modernes, lesquelles étaient en même temps inscrites dans une culture et des institutions communes [...]. La dissolution de ces réalités communautaires [...] s'accompagne alors une prolifération d'identités [...] dans lesquelles le sentiment d'une appartenance et d'une solidarité sociales globales vole en éclats » (Freitag 1999: 16-17-18).

En somme, tout comme la pénétration du capitalisme l'a fait depuis la colonisation, le néo-libéralisme globalisé a pour effet de sociétiser davantage les pratiques sociales.

CONCLUSION SUR L'INTERPRÉTATION DES RATIONALITÉS: L'ACCEPTION ET LA PARTICIPATION DES GROENLANDAIS À LA MODERNITÉ

La genèse du Groenland depuis sa colonisation par les Danois révèle plusieurs indices manifestant la transition d'une société traditionnelle vers une société moderne, au sein d'un vaste processus de sociation. Les Groenlandais ont peu à peu calqué la société du Danemark, ses traits capitalistes et sociaux-démocrates; ces transformations se sont effectuées d'abord de façon indirecte durant la période coloniale, et par la suite de façon délibérée après 1950.

Un mouvement de fond constitue le dénominateur commun à toutes les périodes historiques que nous avons explorées: l'institutionnalisation du changement social, c'est-à-dire la prise en charge consciente et délibérée du développement de la société par ses individus et organisations. D'abord avec le *KGH*, les missions religieuses et les instances politico-administratives de la

---

[52] Les acronymes OCDE, l'OMC et FMI correspondent respectivement aux organisations économiques mondiales que sont l'*Organisation de coopération et de développement économique*, l'*Organisation mondiale du commerce*, ainsi que le *Fond monétaire international*.

colonie, puis ensuite par l'État danois de l'après Deuxième grande guerre et finalement avec le *Home Rule*, la société groenlandaise s'est progressivement auto-critiquée, autogouvernée; bref, elle a développé une capacité réflexive, une prédisposition à réfléchir sur elle-même, ce que nous pouvons considérer comme un indicateur de modernité. Autrement dit, le Groenland a connu un nouveau type de pratique sociale typique de la sociation: l'action rationnelle en finalité telle que définie par Weber, soit un comportement où fins et moyens sont consciemment connectés; le capitalisme en est le parfait exemple sur le plan des attitudes à caractère économique.

Le capitalisme, comme Weber l'a observé chez l'ensemble des sociétés occidentales, a représenté l'un des principaux moteurs de sociation du lien social au Groenland. Les motifs capitalistes du *KGH* durant la période coloniale, le développement et la rationalisation considérable des pêcheries dans les années 1920, la volonté de l'État danois de faire du Groenland un pays capitaliste « normal » dans les années 1950, 1960 et 1970 ainsi que la continuation et l'intensification du capitalisme avec le *Home Rule* — notamment avec la nouvelle vague de néo-libéralisme depuis les années 1990 — ont fait de l'économie groenlandaise une économie actuellement dominée par l'esprit capitaliste. L'ensemble de ce développement historique expliquerait pourquoi nos constatations empiriques montrent cette domination du capitalisme chez les dirigeants d'entreprise.

Au Groenland, c'est aussi la montée du calcul rationnel, la généralisation de la monétarisation de l'économie et l'arrivée du salariat, qui ont accompagné ce même capitalisme et qui ont contribué à la sociation des rapports sociaux. Ces phénomènes ont fait entrer l'individualisme dans les mœurs des Groenlandais, car « l'argent finit [...] par départager les conditions de vie quotidienne (consommation, possessions, cédule de travail, loisirs, vacances, etc.) et par là, les orientations culturelles (individualisation; attitude face au travail, à l'accumulation, à l'épargne, à la propriété; ambitions, avenues d'accomplissement personnel, etc.) » (Simard *et al.* 1996: 152). Bref, la course au profit et son appropriation spécifique des moyens matériels et humains ont été au cœur des processus de sociation du Groenland, qui s'est historiquement vu emporté sous

> « l'emprise de ces institutions qui dominent l'Occident: la monnaie, la marché, le travail salarié, la rationalité économique, la responsabilité étatique, l'individualisme. La généralisation de ces institutions centrales de régulation socio-économique et la

> marginalisation des institutions antérieures constituent deux transformations historiques accompagnant la domination du capitalisme. L'incidence de ces grands mouvements économiques supposent des mouvements correspondants dans l'organisation sociale » (Duhaime 1991b: 21).

Une autre altération amenée par le capitalisme à la société groenlandaise est celle que nous avons appelé l'« expansion des possibles » — c'est-à-dire la multiplication des besoins et désirs, et des choix de vie ou des attitudes face aux trajectoires individuelles —, altération qui a été occasionnée, entre autres, par une initiation sporadique de la société à la consommation avant 1950 avec les biens vendus par le *KGH*, et plus radicalement avec la Deuxième grande Guerre et la modernisation accélérée. Voilà autant d'exemples qui laissent croire que le capitalisme serait en partie responsable de la sociation ou modernisation du lien social groenlandais depuis 1721.

L'une des caractéristiques intéressantes de ce processus de sociation est l'acceptation notable des Inuit face à la modernité. Si les Danois ont voulu moderniser le Groenland, ce souhait était aussi exprimé par les Groenlandais (Lyck 1999: 116), hormis des résistances face à ces changements dont nous n'avons pas traités et dont nous ne nions pas l'existence. Toutefois, à l'époque coloniale, ce sont les Inuit qui ont financé la construction des premières églises et qui ont activement obtenus des emplois au *KGH*. Ce sont les plus instruits d'entre eux qui ont enseigné l'école à leurs confrères et c'est à la demande des autochtones que le Groenland a connu une montée de l'instruction au début du XX^{e} siècle (école obligatoire). Aussi, notons que la modernité s'est établie au Groenland, dans les années 1950, avec le consentement et la participation des Groenlandais (Adolphsen et Greiffenberg 1992: 125). Les Inuit du Groenland ont généralement accepté d'emblée la modernité, celle des Danois. Il semble que la compatibilité de ces deux cultures aurait favorisé les mécanismes d'acculturation:

> « Although, the Danish and the Inuit culture were quite different there was a common denominator that characterized both mentalities. Behind the repertories of iconoclastic differences, there was a sphere of diffuse attatchment. In both cultures there is a tendency to stress the common good, to interpret the category of "authority" in a structural rather than psychical sense and to promote a policy of egalitarianism. [...] Indeed, the smoothness of the whole socio-political process had much to do with the agreement on this value-pattern » (Nielsen 1999).

Le système de valeurs moderne s'est donc intégré suffisamment pour les dirigeants d'entreprise rencontrés représentant un groupe d'individu dont le lien social s'apparente davantage à la sociation qu'à la communalisation. Les dirigeants d'entreprise qui œuvrent au Groenland ne peuvent pas faire abstraction de son substrat sociohistorique, une genèse dont les

composantes mettent en relief l’origine du discours néo-libéral capitaliste dominant aujourd’hui.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Notre analyse du discours des dirigeants d'entreprise rencontrés révèle une rationalité capitaliste, inscrite au sein d'une idéologie néo-libérale. Ces individus démontrent une logique d'action réfléchie, orientée vers un idéal: l'organisation rationnelle du travail en vue d'accumuler des profits. Ainsi, les considérations qui ne participent pas à l'atteinte de la rentabilité économique sont écartées des processus décisionnels. De cette façon, le maintien des petites localités groenlandaises, l'uniformisation des prix à la consommation, ainsi que la promotion du caractère traditionnel de la nourriture locale constituent des exemples d'éléments dévalorisés. Ces valeurs sont plutôt associées à la social-démocratie et à la tradition inuite et perçues comme des obstacles au développement capitaliste. L'État du Groenland est accusé d'après les mêmes critères; l'économie, dit-on, devrait triompher par elle-même, sans intervention gouvernementale. Teintée des particularités du contexte groenlandais, cette rationalité s'apparente cependant à un discours actuellement répandu à l'échelle quasi planétaire.

Ces constats s'expliquent par l'étude du lien social dans lequel ces réalités prennent place. Les Groenlandais et le reste du monde ont en commun la modernité. La primauté d'une mentalité capitaliste est le corollaire d'un lien social atomisé, où les intérêts de chacun importent au premier plan. La genèse du Groenland permet de comprendre les origines de cette façon individualiste et corporatiste qu'ont les humains de vivre ensemble. La venue des Danois et les modalités des contacts qu'ils ont eu avec les Autochtones ont forgé une société aux couleurs modernes.

Mettre en relief ces phénomènes permet deux choses. Premièrement, notre étude teste la théorie wébérienne du changement social dans le laboratoire qu'est le Groenland. Nos analyses confirment à nouveau le rôle prépondérant du capitalisme dans la modernisation des sociétés, comme l'avait fait Max Weber au sujet de l'Occident. Nos démarches ont validé que l'examen des motivations inhérentes aux comportements individuels, c'est-à-dire l'investigation de l'« action sociale », continue d'être fécond pour le sociologue.

Deuxièmement, les faits empiriques mis en relief représentent un apport aux connaissances scientifiques de la recherche groenlandiste, mais également dans le domaine plus large des études

inuites et circumpolaires. Il est souvent mentionné que le Groenland constitue un cas particulier parmi les régions du Grand Nord. Mettre à jour les configurations sociologiques qui lui sont propres, c'est à la fois comprendre en quoi la société groenlandaise se distingue des autres communautés inuites. À cet égard, des recherches comparatives sur les dimensions socio-économiques des régions arctiques restent à faire.

Si cette recherche a permis un tant soit peu de savoir où la société groenlandaise se dirige, par les idéologies qui y sont véhiculées, elle peut éclairer la prise de décision quant à son devenir. Le futur de cette société fait d'ailleurs face à de grands défis. Le néo-libéralisme, principal outil d'un capitalisme exacerbé actuellement, a déjà un pied au Groenland. Il a séduit l'élite politique, il a séduit ses dirigeants d'entreprise comme nous l'avons vu. Or, l'« exemple » ou le « cas » groenlandais, parmi les sociétés circumpolaires, ne s'est pas démarqué pour ses avancés exclusivement capitalistes. Le Groenland s'est sans doute distingué par une économie relativement vigoureuse, mais certainement pas inhumaine. Ce sont ses aspects sociaux-démocrates qui ont bâti sa réputation. Pourtant, les valeurs du capitalisme, qui n'ont plus à pénétrer les âmes car elles y sont déjà, effritent la solidarité sociale groenlandaise à l'origine de son « succès ».

Les rumeurs de privatisation qui circulent au sujet du Groenland risquent d'en bousculer l'équilibre économique (Duhaime *et al.* [à paraître]b). Le capitalisme et le néo-libéralisme ne constituent pas simplement les arguments d'un discours. Ils façonnent les rationalités individuelles et collectives, les logiques à la base même de l'action. Expliquer, suivant les règles des sciences sociales, de quelle manière quelques dirigeants d'entreprise du Groenland voient le monde selon des critères capitalistes devient d'autant plus urgent lorsque l'élite d'une société tout entière adopte une telle voie parmi d'autres. Dégager les fondements du lien social qui découle d'une telle rationalité offre le recul nécessaire pour comprendre à quel point ce phénomène est profondément ancré dans les façons de penser. La modernité capitaliste est non seulement quelque chose de complexe que le sociologue veut comprendre, mais quelque chose envers laquelle le citoyen doit être critique.

BIBLIOGRAPHIE

ADDA, Jacques
1996 « Braudel, Wallerstein et le système de l'économie-monde », *Alternatives économiques*, n° 143, décembre 1996: 64-67.

ADDA, Jacques
1997 *La mondialisation de l'économie. 1.Genèse*, Paris, La Découverte: 124p.

ADOLPHSEN, Jes et Tom GREIFFENBERG
1992 « Planning for a Modern Society », dans Lise Lyck (dir.) *Nordic Arctic Research on Contemporary Arctic Problems. Proceedings from the Nordic Arctic Research Forum Symposium 1992*, Copenhagen, Copenhagen Business School Institute of Economics: 125-128.

ADOLPHSEN, Jes et Tom GREIFFENBERG
1997 « Greenland and Modernity », dans Lise Lyck (dir.) *Socio-Economic Developments in Greenland and in other Small Nordic Jurisdictions*, Copenhagen, New Social Science Monographs: 27-37.

ADOLPHSEN, Jes et Tom GREIFFENBERG
1998 « When Planning in Greenland Began — the Role of the Construction Commission », dans Tom Greiffenberg (dir.) *Development in the Arctic. Proceedings from a Symposium in Slettestrand, Denmark, 9-11 January, 1998*, Copenhagen, Danish Polar Center. Publication n° 5: 83-87.

ALTER, Norbert
1996 *Sociologie de l'entreprise et de l'innovation*, Paris, Presses Universitaires de France: 241p.

AKOUN, André et Pierre ANSART
1999 *Dictionnaire de sociologie*, collection « Dictionnaires le Robert/Seuil », Paris, Le Seuil. Le Robert: 587p.

ARMSTRONG, Terence, George ROGERS et Graham ROWLEY
1978 « Greenland: the Transformation of a Colony » (chap. 5), dans *The Circumpolar North. A Political and Economic Geography of the Arctic and Sub-Arctic*, Londres, Methuen & Coopérative. Ltd.: 165-278.

ARNASON, Ragnar et Peter A. FRIIS
1994 « The Greenland Fisheries: Opportunities and Challenges », dans Peter A. Friis (dir.) *The Internationalization Process and the Arctic*, Roskilde, Roskilde University. Department of Geography and International Development Studies. North Atlantic Regional Studies: 183-211.

ARON, Raymond

1966 *La sociologie allemande contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France: 147p.

ARON, Raymond
1967 *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard: 659p.

BÆRENHOLDT, Jørgen Ole
2000 « Circumpolar Coping Strategies — Embedding Transnational Cooperation in Local Practices in Greenland? », *Études/Inuit/Studies*, 24(1): 79-96.

BAUER, Michel
1990 « Pas de sociologie de l'entreprise sans sociologie de ses dirigeants », dans Renaud Sainsaulieu (dir.) *L'entreprise. Une affaire de société*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques: 148-174.

BEAUD, Michel
1997 *Le basculement du monde. De la Terre, des hommes et du capitalisme*, Paris, La Découverte: 291p.

BEAUD, Michel et Daniel LATOUCHE
1988 *L'art de la thèse: comment préparer et rédiger une thèse, un mémoire ou tout autre travail universitaire*, Montréal, Éditions Boréal: 168p.

BHÉRER, Harold, Sylvie GAGNON et Jacinte ROBERGE
1989 *Wampoum et lettres patentes: étude exploratoire de l'entrepreneuriat autochtone*, Halifax/Québec, Institut de recherches politiques. Presses de l'Université Laval: 281p.

BJERREGAARD, Peter *et al.*
1995 *Kalaallit Nunaanni inuit peqqinerlu — Mennesker og sundhed i Grønland*, Dansk Institut for Klinisk Epidemiologi. Sektion for Grønlandsforskning. Peqqinnissamut, Avatangiisinut Illisimatusarnermullu Naalakkersouisoqarfik.

BOSERUP, Mogens
1963 « Economic Policy in Greenland », *Økonomisk politik i Grønland*, Copenhage, Ministeriet for Grønland: 477-503.

BOUDON, Raymond et François BOURRICAUD
1982 *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France: 651p.

BOUSQUET, Nicole
1998 « Dynamique du système mondial: cadre d'analyse du système-monde (concepts et hypothèses) », notes du cours *Dynamique du capitalisme mondial*, Département de sociologie. Université Laval, hiver 1998, [n.p.].

BOUSQUET, Nicole

1996 « Stratification et classes sociales », recueil de textes du cours *Stratification et classes sociales*, Département de sociologie. Université Laval: 286p.

CAULFIELD, Richard A.
1997 *Greenlanders, Whales, and Whaling. Sustainability and Self-Determination in the Arctic*, Hanover, University Press of New England. Dartmouth College: 203p.

CAULFIELD, Richard A.
1993 « Aboriginal Subsistence Whaling in Greenland: The Case of Qeqertarsuaq Municipality in West Greenland », *Arctic*, 46(2): 144-155.

CHANLAT, Jean-François,
1992 « L'analyse des organisations: un regard sur la production de langue française contemporaine (1950-1990) », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 18-19: 93-138.

CHRISTIANSEN, Hans C.
1970 *Le Groenland. Pays arctique en mutation*, Copenhagen, Département royal du commerce groenlandais: 58p.

COLLIOT-THÉLÈNE, Catherine
1990 *Max Weber et l'histoire*, Paris, Presses universitaires de France: 121p.

COMMISSION ROYALE SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES
1996 *Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Une relation à redéfinir. Volume 2 (deuxième partie)*, Ottawa, Groupe communication Canada: 1235p.

CREERY, Ian
1994 « The Inuit (Eskimo) of Canada », dans *Polar Peoples*, London, Minority Right Group Publications: 105-146.

CSONKA, Yvon
1995 *Les Ahiarmiut: à l'écart des Inuit Caribous*, Neuchâtel, Éditions Victor Attinger: 501p.

DAHL, Jens
1989 « The Integrative and Cultural Role of Hunting and Subsistence in Greenland », *Études/Inuit/Studies*, 13(1): 23-42.

DANIELSEN, Mogens *et al.*
1998 *Goals and Strategies in the Development of Greenlandic Trade and Industry*, Nuuk, Sulisa: 282p.

DIKE
1997 « Grønlands kost — En medicinsk vurdering (Greenland's Diet — a Medical Estimate) », *Inussuk — Arktisk Forskningsjournal 3*.

DISSELKAMP, Annette
1994 *L'éthique protestante de Max Weber*, collection « Sociologies », Paris, Presses universitaires de France: 217p.

DORAIS, Louis-Jacques
1996 « Qui sont les Inuit », *La parole inuit. Langue, culture et société dans l'Arctique nord-américain*, Paris, Peeters: 5-31.

DUHAIME, Gérard et Anne GODMAIRE
2000 *Les conditions de la sécurité alimentaire durable. Un cadre conceptuel intégré*, Québec, GÉTIC. Université Laval: 34p.

DUHAIME, Gérard, Marcelle CHABOT et Pierre FRÉCHETTE
1998 « Portrait économique des ménages inuit du Nunavik en 1995 », dans Gérard Duhaime (dir.) *Les impacts socio-economiques de la contamination de la chaîne alimentaire au Nunavik*, Québec, GÉTIC. Université Laval: 17-156.

DUHAIME, Gérard, Pierre FRÉCHETTE et Alexandre MORIN
[à paraître] *Démographie et structure économique au Groenland: compte rendu de la littérature et des statistiques*, collection « Recherche », Québec, GÉTIC. Université Laval.

DUHAIME, Gérard, Alexandre MORIN, Heather MYERS et Dominique ST-PIERRE
[à paraître]b « Inuit Business. Canadian Experiences, Greenland Challenges », soumis à la revue *Inussuk* dans le cadre du séminaire *Participatory Ownership and Management in Greenland and Other Circumpolar Regions*, Ilulissat.

DUHAIME, Gérard, Pierre FRÉCHETTE et Véronique ROBICHAUD
1999 *The Economic Structure of the Nunavik Region (Canada): Changes and Stability*, collection « Recherche », Québec, GÉTIC. Université Laval: 14p.

DUHAIME, Gérard
1985 *De l'igloo au H.L.M. Les Inuit sédentaires et l'État-providence*, collection « Nordicana », Québec, Centre d'études nordiques. Université Laval: 81p.

DUHAIME, Gérard
1987 *Le pays des Inuit. La situation économique 1983*, Québec, Laboratoire de recherches sociologiques. Département de sociologie de l'Université Laval: 518p.

DUHAIME, Gérard
1989 « Le régime économique de l'Arctique québécois », dans Gérard Duhaime (dir.) *Le développement des Peuples du Nord. Actes du premier colloque Québec-Russie*, Québec, GÉTIC. Université Laval: 29-38.

DUHAIME, Gérard
1989b « La catastrophe et l'État. Histoire démographique et changements sociaux dans l'Arctique », *Études/Inuit/Studies*, 13(1): 75-114.

DUHAIME, Gérard
1990 « La chasse inuit subventionnée: tradition et modernité », *Recherches sociographiques*, 21(1): 45-62.

DUHAIME, Gérard
1991a « Le pluriel de l'Arctique. Travail salarié et rapports sociaux en zone périphérique », *Sociologie et sociétés*, 23(2): 113-128.

DUHAIME, Gérard
1991b « Revenu personnel, destin collectif: La structure du revenu des Inuit de l'Arctique du Québec, 1953-1983 », *Canadian Ethnic Studies*, 32(1): 21-39.

DUHAIME, Gérard
1991c « Contraintes économiques à l'autonomie. Une matrice de comptabilité sociale du Nunavik (Canada) », *Revue canadienne des sciences régionales/Canadian Journal of Regional Sciences*, 14(1): 93-112.

DUHAIME, Gérard
1993 *La gouverne du Nunavik. Qui paie quoi?*, collection « Travaux de recherche », n° 16, Québec, GÉTIC. Université Laval: 28p.

DUHAIME, Gérard
1999 « Enjeux arctiques pour la politique étrangère canadienne. Les tendances circumpolaires », *Le toit du monde. Actualités nordiques*, 1(1): 4-7.

DURKHEIM, Émile
1960 [1893] *De la division du travail social*, Paris, Presses universitaires de France: 416p.

ENRIQUEZ, Eugène
1990 « L'entreprise comme lien social. "Un colosse aux pieds d'argile" », dans Renaud Sainsaulieu (dir.) *L'entreprise. Une affaire de société*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques: 203-228.

FARRUGIA, Francis
1993 « Le lien social comme catégorie sociologique » (chap. 1), dans *La crise du lien social*, Paris, Harmattan: 17-30.

FARRUGIA, Francis
1993b « Le lien social comme “matrice d’intelligibilité” » (chap. 2), dans *La crise du lien social*, Paris, Harmattan: 31-36.

FISHING NEWS INTERNATIONAL
1999 « State running most factories », *Fishing News International*, juin 1999: 11.

FORTIN, Fabienne *et al.*
2001 « Cours d'initiation au processus de la recherche », *Enseignement de la recherche par l’inforoute*, Montréal, Université de Montréal, document Internet: http://www.scinf.umontreal.ca /eri/html.

FOX, William
1999 *Statistiques sociales*, Québec, Presses de l’Université Laval. De Boeck Université: 374p.

FRÉCHETTE, Pierre et Jean-Pierre VÉZINA
1990 *L’économie du Québec*, Montréal, Éditions des Études Vivantes: 577p.

FREITAG, Michel
1999 « Présentation », dans Michel Freitag et Éric Pineault (dirs.) *Le monde enchaîné. Perspectives sur l’AMI et le capitalisme globalisé*, Québec, Éditions Nota Bene: 7-34.

FREUND, Julien
1968 *Sociologie de Max Weber*, collection « Sup », Paris, Presses universitaires de France: 256p.

FRIIS, Peter
1997 « The Impact of Income Transfer on the Different Regions of Greenland », dans Lise Lyck (dir.) *Socio-Economic Developments in Greenland and in other Small Nordic Jurisdictions*, Copenhagen, New Social Science Monographs: 83-96.

FRITSCH, Paul-André
1996 « Actualité des réflexions wébériennes sur l’histoire et la sociologie », dans Bernard Lefebvre et Normand Baillargeon (dirs.) *Histoire et sociologie*, collection « Théories et pratiques dans l'enseignement », Montréal, Éditions logiques:67-90.

GAD, Fin
1984 « History of Colonial Greenland », dans David J. Damas et William C. Sturtevant (dirs.) *Arctic. Handbook of North American Indians (volume 5)*, Washington, Smithsonian Institution: 556-576.

GAUTHIER, Benoît (dir.)
1998 *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec: 584p.

GAUTHIER, Benoît et Jean TURGEON
1998 « Les données secondaires » (chap. 16), dans Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec: 401-430.

GINGRAS, François-Pierre
1995 « La théorie et le sens de la recherche », dans Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec: 113-138.

GODBOUT, Jacques
1995 *L'esprit du don*, Beauceville, Les éditions du Boréal: 345p.

GREIFFENBERG, Tom
1999 « Social Democratism and the Development of Greenland », dans Hanne Petersen and Birger Poppel (dir.) *Dependency, Autonomy, Sustainability in the Arctic*, Aldershot/Brookfield/Singapore/Sydney, Ashgate: 143-149.

GRØNLANDS STATISTISKE KONTOR
1991 *Nationalregnskab. Offentlige finanser. Betalingsbalance. Nationalregnskabet for 1988, Bruttonationalindkomsten 1980-1990 og Skatter og afgifter 1983-1990 (1991:2)*, Nuuk, Grønlands Statistiske Kontor: 16p.

HERLAU, Henrik et Helge TETZSCHNER
1998 « Enterprise Development in Greenlandic communities », dans Tom Greiffenberg (dir.) *Development in the Arctic. Proceedings from a Symposium in Slettestrand, Denmark, 9-11 January, 1998*, Copenhagen, Danish Polar Center. Publication n° 5: 30-44.

HICKS, Jack
1993 « Capitalism, Colonialism, and "Successful" Development Planning in Greenland: Comments on a Paper By Adolphsen and Greiffenberg », communication présentée dans le cadre du *North Atlantic Research Forum Symposium 1993*, Copenhagen, janvier 1993.

IRIBARNE, Philippe d'
1990 « Misère et grandeur d'un modèle français d'entreprise », dans Renaud Sainsaulieu (dir.) *L'entreprise. Une affaire de société*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques: 254-265.

IRIBARNE, Philippe d'
1991 « Culture et "effet sociétal" », *Revue française de sociologie*, 23(4): 599-614.

JÓNSSON, Ivar
1995 *West-Nordic Countries in Crisis. Neo-structuralism, Collective Entrepreneurship and Microsocieties Facing Global Systems of Innovation*, Copenhagen, New Social Science Monographs: 192p.

JÓNSSON, Ivar
1996 « Reflexive Modernisation, Organizational Dependency and Global Systems of Embedded Development. A Post-Colonial View », dans *Cultural and Social Research in Greenland 95/96. Essays in Honour of Robert Petersen*, Nuuk, Ilisimatusarfik/Atuakkiorfik: 130-145.

JÓNSSON, Ivar
1999 « From Home Rule to Independance — New Opportunities for a New Generation in Greenland », dans Hanne Petersen and Birger Poppel (dirs.) *Dependency, Autonomy, Sustainability in the Arctic*, Aldershot/Brookfield/Singapore/Sydney, Ashgate: 149-192.

KAHLIG, Wolfgang
2000 « Intercultural Leadership and Cultural Co-management in the Greenlandic Labour Market », communication présentée dans le cadre de la conférence *Participatory Ownership and Management in Greenland and Other Circumpolar Regions*, Ilulissat, 3-6 novembre 2000.

KAHLIG, Wolfgang
2000b « Management and Co-operation in the Greenlandic Labour Market », dans Jónas Gunnar Allanson et Ingi Rúnar Eõvarõsson (dirs.) *Community Viability, Rapid Change and Socio-Ecological Futures*, Akureyri, University of Akureyri, Stefansson Arctic Institute: 124-139.

KALAALLIT NUNAAT: ATLAS
1990 *Kalaallit Nunaat/Greenland: atlas*, Christian Berthelsen, Inger Holbech Mortensen, Ebbe Mortensen (dirs.), Pilersuiffik. Greenland Home Rule: 127p.

KLEIVAN, Helge
1985 « Contemporary Greenlanders », dans David J. Damas et William C. Sturtevant (dirs.) *Arctic. Handbook of North American Indians (volume 5)*, Washington, Smithsonian Institution: 700-717.

LANDRY, Réjean
1998 « L'analyse de contenu » (chap. 14), dans Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec: 329-356.

LANGGÅRD, Karen
1998 **«** An examination of Greenlandic awareness of ethnicity and national self-consciousness through texts produced by Greenlanders 1860s-1920s », *Études/Inuit/Studies*, 22(1): 83-107.

LARSEN, Finn Breinholt
1992 « The Quiet Life of a Revolution: Greenlandic Home Rule 1979-1992 », *Études/Inuit/Studies*, 16(1-2): 199-226.

LEFEBVRE, Bernard et Normand BAILLARGEON
1996 *Histoire et sociologie: positions épistémologiques et propositions pédagogiques*, collection « Théories et pratiques dans l'enseignement », Montréal. Québec, Éditions Logiques: 332p.

LEVASSEUR, Carol
1995 « État-providence et libéralisme économique: gouverner à distance l'insécurité sociale », *Prévenir*, n^{o} 29, 2^{e} semestre: 81-100.

LYCK Lise et JørgenTAAGHOLT
1987 « Greenland — Its Economy and Resources », *Arctic*, 40(1): 50-59.

LYCK, Lise
1998 « External and Domestic Environment for Industrial Strategies and management in Greenland », dans Tom Greiffenberg (dir.) *Development in the Arctic. Proceedings from a Symposium in Slettestrand, Denmark, 9-11 January, 1998*, Copenhagen, Danish Polar Center. Publication n^{o} 5: 45-59.

LYCK, Lise
1999 *Arctic International Trade. A Study Focused on the Greenlandic International Trade Regime*, Copenhagen, New Social Science Monographs. Institute of Organization and Industrial Sociology. Copenhagen Business School: 142p.

LYCK, Lise
1986 *Grønlands økonomi — og relationerne til Danmark* (*The Economy of Greenland — and Relations with Denmark*), Copenhagen, Academic Press.

LYCK, Lise
1990 « International Involvement, Autonomy and Sustainable Development in the Arctic », *Polar Record*, 26(159): 309-312.

LYCK, Lise
1992 « Perspectives on Arctic Economy and Arctic Economies towards year 2000 », dans Lise Lyck (dir.) *Nordic Arctic Research on Contemporary Arctic Problem. Proceedings from the Nordic Arctic Research Forum Symposium 1992*, Copenhagen, Copenhagen Business School Institute of Economics: 9-13.

LYCK, Lise

1995 « How can Greenland Economy Become more Self-reliant? », communication présentée au *International Congress of Arctic Social Sciences II*, Rovaniemi: 8p.

LYCK, Lise
1997 « Sustainable Development and Economic Development in Greenland », dans Lise Lyck (dir.) *Socio-Economic Developments in Greenland and in other Small Nordic Jurisdictions*, Copenhagen, New Social Science Monographs: 9-26.

LYSTER, Per
1997a « An Analyze of the Fishing and Hunting Complex in Greenland », communication présentée aux *Midis-Conférences du GÉTIC*, Sainte-Foy, GÉTIC. Université Laval: [n.p.].

LYSTER, Per
1997b « Status of the Model of the Fishing and Hunting Complex in Greenland », communication présentée au *Ph.D. Network 1997*, Aguanish: [n.p.].

LYSTER, Per
1997c « Subsistence versus Commercial Use of the Living Resources in the Greenlandic Municipalities — Regional Patterns of a Social Transformation Process », communication présentée au *NARF Seminar*, Nuuk: [n.p.].

MACE, Gordon
1988 *Guide d'élaboration d'un projet de recherche,* Québec, Presses de l'Université Laval: 119p.

MARQUARDT, Ole et Richard A. CAULFIELD
1996 « Development of West Greenlandic Markets for Country Food since the 18th Century », *Arctic*, 49(2): 107-119.

MARQUARDT, Ole
1996 « The Employees of the Royal Greenland Trade Department (1850-1880) », *Études/Inuit/Studies*, 20(1): 87-112.

MARQUARDT, Ole
1999 « A Critique of the Common Interpretation of the Great Socio-Economic Crisis in Greenland 1850-1880: The Case of Nuuk and Qeqertarsuatsiaat », *Études/Inuit/Studies*, 23(1-2): 9-34.

MARTENS, Gunnar
1992 « Scenarios for Home Rule in Greenland after Implementation of the Plan for the Home Rule », dans Lise Lyck (dir.) *Nordic Arctic Research on Contemporary Arctic Problem. Proceedings from the Nordic Arctic Research Forum Symposium 1992*, Copenhagen, Copenhagen Business School Institute of Economics: 191-204.

MARTIN, Thibault
[à paraître] *Le relogement des Inuit de Kuujjuarapik à Umiujaq. Étude des formes de solidarité et du rôle qu'elle joue dans la construction et l'intégration communautaire*, Québec, Département de sociologie. Université Laval: 564p.

MARTINSON, Bent
1992 « Subsidizing Marquet Failures — an Example from Greenland », dans Lise Lyck (dir.) *Nordic Arctic Research on Contemporary Arctic Problem. Proceedings from the Nordic Arctic Research Forum Symposium 1992*, Copenhagen, Copenhagen Business School Institute of Economics: 135-145.

MAURICE, Marc *et al.*
1982 *Politique d'éducation et organisation industrielle. En France et en Allemagne. Essai d'analyse sociétale*, collection « Sociologies », Paris, Presses Universitaires de France: 380p.

MAURICE, Marc *et al.*
1992 « Analyse sociétale et cultures nationales. Réponse à Philippe d'Iribarne », *Revue française de sociologie*, 33: 75-86.

MAURICE, Marc
1988 « Méthode comparative et analyse sociétale. Les implications théoriques des comparaisons internationales », *Sociologie du travail*, 31(2/89), Paris, Dunod: 175-191.

MAURICE, Marc
1990 « Les sociologues et l'entreprise », dans Renaud Sainsaulieu (dir.) *L'entreprise. Une affaire de société*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques: 303-332.

MÉDA, Dominique
1995 « L'actuel paradoxe des sociétés fondées sur le travail » (chap. 1), dans *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier: 15-29.

MEIBOM, Lars
1997 « An Analysis of Economic Conditions in Greenland, from a Local Point of View », dans Lise Lyck (dir.) *Socio-Economic Developments in Greenland and in other Small Nordic Jurisdictions*, Copenhagen, New Social Science Monographs: 39-60.

MERRIEN, François-Xavier

1997 *L'État-providence*, collection « Que sais-je? », Paris, Presses universitaires de France: 127p.

MILLS, Charles Wright
1983 « Le métier d'intellectuel », dans *L'imagination sociologique*, Paris, Maspéro: 199-229.

MORIN, Jean-Michel
1999 *Sociologie de l'entreprise*, collection « Que sais-je? », Paris, Presses universitaires de France: 128p.

NATIONS UNIES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER
1989 *The Law of the sea. Baselines: National Legislation With Illustrative Maps*, New York, Nations Unies: 390p.

NIELSEN, Jens Kaalhauge
1999 « The Microstate with a Hinterland or Greenland's Special Problems as a Microstate », communication présentée dans le cadre de la conférence *The Governance of Small Jurisdictions*, Malta, Island and Small States Institute. Foundation for International Studies. University of Malta, Management and Personnal Office. Office of the Prime Minister. Malta, 11-13 novembre 1999.

NUTTALL, Mark
1991 « Politics, National Economy and Locality: A Comment on Development in Greenland », *Polar Record*, 27(163): 360-361.

NUTTALL, Mark
1992 *Arctic Homeland: Kinship, Community and Development in Northwest Greenland*, Toronto, University of Toronto Press: 194p.

NUTTALL, Mark
1994 « Emergence of an Inuit Homeland », dans *Polar Peoples*, London, Minority Right Group Publications: 1-28.

OANDA
2000 *The Currency $ite™. Historical Tables, Current Rates and Forecasts for World Currencies*, document internet: http://www.oanda.com/

OLSEN, Angmalortoq
2000 « Cooperative Societies in Greenland — What Went Wrong? », communication présentée dans le cadre de la conférence *Participatory Ownership and Management in Greenland and Other Circumpolar Regions*, Ilulissat, 3-6 novembre 2000.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE)
1999 *Greenland's Economy: Building a Strategy for the Future*, Paris, OCDE: 91p.

PÉPIN, Normand
[1994] *Culture d'entreprise: naissance, portée et limites d'un concept*, collection « Cahiers du CRISES n° 9404 », Montréal, CRISES. Département de sociologie. Université du Québec à Montréal: 55p.

PETERSEN, Anne-Marie
2000 « Greenland: Culture's Consequences for Sustainable Development », communication présentée dans le cadre de *Inuit Studies Conference*, Aberdeen, 23-26 août 2000.

PETERSON, Robert
1984 « East Greenland after 1950 », dans David J. Damas et William C. Sturtevant (dirs.) *Arctic. Handbook of North American Indians (volume 5)*, Washington, Smithsonian Institution: 718-722.

POOLE, Graham *et al.*
1992 « Managing Greenland's Mineral Revenues », dans Lise Lyck (dir.) *Nordic Arctic Research on Contemporary Arctic Problem. Proceedings from the Nordic Arctic Research Forum Symposium 1992*, Copenhagen, Copenhagen Business School Institute of Economics: 33-47.

POOLE, Graham
1990 « Fisheries Policy and Economic Development in Greenland in the 1980s », *Polar Record*, 26(157): 109-118.

POOLE, Graham
1995 *The Development of Greenland's Shrimp Fishing and Processing Industry since 1979: A Study in Applied Economics*, Cambridge, University of Cambridge. Scott Polar Research Institute. Faculty of Earth Sciences and Geography: 281p.

POPPEL, Birger
1996 « World of Statistics. Statistics Greenland and the Statistics on Greenland », communication présentée au *Ph.D. Network 1996*, Narsaq: [n.p.].

POPPEL, Birger
1997 « Greenland's Road to Recovery and the Pattern of Settlement », *North — The Nordic Journal of Regional Development and Territorial Policy*, 8(2): 11-18.

POPPEL, Birger
1998 « Economic Conditions and Migration in Greenland — a Preliminary Study on Migration to and from Greenlandic Settlements 1988-1995 », dans Tom Greiffenberg (dir.) *Development in the Arctic. Proceedings from a Symposium in Slettestrand, Denmark, 9-11 January, 1998*, Copenhagen, Danish Polar Center. Publication n° 5: 64-66.

RASMUSSEN, Hans-Erik
1992 « Reindeer Management in Greenland: Cultural and Economic Problems », dans Lise Lyck (dir.) *Nordic Arctic Research on Contemporary Arctic Problem. Proceedings from the Nordic Arctic Research Forum Symposium 1992*, Copenhagen, Copenhagen Business School Institute of Economics: 79-84.

RASMUSSEN, Rasmus Ole
1994 « Implementation of Sustainable Development — Methodological and Conceptual Considerations Concerning the Measuring of Sustainability », dans Tom Greiffenberg (dir.) *Sustainability in the Arctic. Proceedings from the Nordic Arctic Research Forum Symposium 1993*, Aalborg, Aalborg University: 25-73.

RASMUSSEN, Rasmus Ole
1994b « The Potentials and Limitations of Innovation and Development in Northern Fisheries », dans Peter A. Friis (dir.) *The Internationalization Process and the Arctic*, Roskilde, Roskilde University. Department of Geography and International Development Studies. North Atlantic Regional Studies: 103-136.

RASMUSSEN, Rasmus Ole
1997 « Arctic Communities in Transition », communication présentée au *Naryan-Mar Conference 1997*, Roskilde, Roskilde University: 51p

RASMUSSEN, Rasmus Ole
1997b « Income Transfert in Greenland », dans Lise Lyck (dir.) *Socio-Economic Developments in Greenland and in other Small Nordic Jurisdictions*, Copenhagen, New Social Science Monographs: 61-81.

RASMUSSEN, Rasmus Ole
1998 « Settlement Structure, Resource Management, and Sustainable Development: Megaprojects vs Local Participation in Greenland », dans Gérard Duhaime, Rasmus Ole Rasmussen et Robert Comptois (dirs.*) Sustainable Development in the North. Local Initiatives vs Megaprojects*, Sainte-Foy, GÉTIC. Université Laval: 47-87.

RASMUSSEN, Rasmus Ole
1998b *Food Consumption Patterns — the Importance of Local Markets in the Arctic*, collection « Working Paper n°137, NORS Paper n°40 », Roskilde, Department of Geography and International Development Studies. Roskilde University: 58p.

RASMUSSEN, Rasmus Ole

2000 « Formal Economy, Renewable Resources, and Structural Changes in Greenland », *Études/Inuit/Studies*, 24(1): 41-78.

RASMUSSEN, Rasmus Ole
2000b « Structural and Regional Changes in Fisheries in Greenland », communication présentée dans le cadre des *Midis-Conférence du GÉTIC*, 1er mars 2000, Québec, GÉTIC. Université Laval.

RAYNAUD, Philippe
1987 *Max Weber et les dilemmes de la raison moderne*, Paris, Presses universitaires de France: 217p.

ROBERT, Paul
1991 *Le petit Robert 1. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Dictionnaires le Robert: 2171p.

ROBITAILLE, Benoît
[1994] « Le "Groupe d'études inuit et circumpolaires" (GÉTIC) de l'Université Laval », Québec, GÉTIC. Université Laval: [n.p.].

ROSANVALLON, Pierre
1989 *Le libéralisme économique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Éditions du Seuil:
[1979] 237p.

ROULAND, Norbert
1991 « L'autonomie du Groenland: du droit à la réalité », *Arctique Horizon 2000. Les peuples chasseurs et éleveurs*, Paris, Éditions du CNRS: 135-147.

ROYAL GREENLAND
1999 *Annual Report 1997/1998*, Nuuk, Royal Greenland: 49p.

SAINSAULIEU, Renaud (dir.)
1990 *L'entreprise, une affaire de société*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques: 353p.

SAINSAULIEU, Renaud et Denis SEGRESTIN
1986 « Vers une théorie sociologique de l'entreprise », *Sociologie du travail*, (3-86): 335-352.

SAINSAULIEU, Renaud
1987 *Sociologie de l'organisation et de l'entreprise*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences: 390p.

SAVOIE-ZAJC, Lorraine
1998 « L'entrevue semi-dirigée » (chap. 11), dans Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec: 263-285.

SEGRESTIN, Denis
1996 *Sociologie de l'entreprise*, collection « U ». série « Sociologie », Paris, Armand Colin: 223p.

SIMARD, Jean-Jacques *et al.*
1996 *Tendances nordiques. Les changements sociaux 1970-1990 chez les Cris et les Inuit du Québec. Une enquête statistique exploratoire*, Québec, GÉTIC. Université Laval: 253p.

SIMARD, Jean-Jacques
1982 *La révolution congelée: coopération et développement au Nouveau-Québec inuit*, Québec, Faculté des sciences sociales. Université Laval: 728p.

SPURK, Jan
1998 *Une critique de la sociologie de l'entreprise: L'hétéronomie productive de l'entreprise*, collection « Logiques sociales », Paris, L'Harmattan: 247p.

STATISTICS GREENLAND
1997 *Greenland 1997. Statistical Yearbook*, Nuuk, Statistics Greenland: 286p.

STATISTICS GREENLAND
1999 *Greenland 1998. Statistical Yearbook*, Nuuk, Statistics Greenland: 398p.

STATISTICS GREENLAND
1999b *Grønland 1999. Statistisk Årbog*, Nuuk, Grønlands Statistik: 620p.

SWEDBERG, Richard
1994 *Une histoire de la sociologie économique*, collection « Sociologie économique »,
[1987] Paris, Desclée de Brouwer: 315p.

TAAGHOLT, Jørgen
1994 « Potential for more Diversified Trade and Industry in Greenland », dans Tom Greiffenberg (dir.) *Sustainability in the Arctic. Proceedings from the Nordic Arctic Research Forum Symposium 1993*, Aalborg, Aalborg University: 217-231.

TÖNNIES, F.
1960 *Communauté et société*, collection « Les classiques des sciences humaines », Paris,
[1887] RETZ.

TREMBLAY, Jean-François et Pierre-Gerlier FOREST
1993 « Le Groenland » (chap. 4), dans *Autochtones et autonomie. Quelques aspects de politiques gouvernementales dans quatre pays*, collection « Études et recherches du Secrétariat aux Affaires autochtones », Québec, Gouvernement du Québec. Ministère du Conseil exécutif. Secrétariat aux Affaires autochtones: 51-60.

TURCOTTE, Paul-André
1996 « Méthode et méthodes en sociologie historique », dans Bernard Lefebvre et Normand Baillargeon (dirs.) *Histoire et sociologie*, collection « Théories et pratiques dans l'enseignement », Montréal, Éditions logiques: 91-110.

WAREHAM, Timothy M.
1993 *Greenland and the Legacy of Colonialism: the politics and economy of a Danish dependency*: 27p.

WEBER, Max
1964 *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon: 321p.

WEBER, Max
1965 *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon: 537p.

WEBER, Max
1995a [1971] *Économie et société/1. Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon: 410p.

WEBER, Max
1995b [1971] *Économie et société/2. L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Paris, Plon: 424p.